

LE PAYS D'OTHE

— ♦ —
SA VIE ÉCONOMIQUE

— — —
THÈSE

POUR LE

Doctorat (Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le Vendredi 25 Mai 1923

PAR

Pierre FROMONT

Ancien Élève de l'Ecole Normale Supérieure

devant le Jury d'examen

Président MM. HITIER, professeur.
Assesseurs { DESCHAMPS, professeur.
PERREAU, professeur.



NANCY

IMPRIMERIE NANCEIENNE, 15, RUE DE LA PEPINIÈRE

—
1923



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE PAYS D'OTHE

— • —
SA VIE ÉCONOMIQUE

— — —
THÈSE

POUR LE

Doctorat (Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le Vendredi 25 Mai 1923

PAR

Pierre FROMONT

Ancien Élève de l'Ecole Normale Supérieure

devant le Jury d'examen

Président..... MM. HITIER, professeur.

Assesseurs..... } DESCHAMPS, professeur.
PERREAU, professeur.



NANCY

IMPRIMERIE NANCÉIENNE, 15, RUE DE LA PÉPINIÈRE

—
1923

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CARTE.	
SOMMAIRE.....	IX
INTRODUCTION.....	1
1 ^{re} PARTIE. — Le Pays	
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Le Relief et sa Constitution géologique.</i>	
§ 1 ^{er} . — Le relief.....	6
§ 2. — La constitution géologique.....	10
CHAPITRE II. — <i>Le Climat et le Régime des Eaux.</i>	
§ 1 ^{er} . — Le climat.....	15
§ 2. — Le régime des eaux.....	17
CHAPITRE III. — <i>La Forêt.</i>	
§ 1 ^{er} . — Ses caractères.....	20
§ 2. — Son extension.....	22
§ 3. — Ses rapports avec l'homme.....	24
2 ^e PARTIE. — La Vie agricole	
CHAPITRE IV. — <i>Le Défrichement.</i>	
§ 1 ^{er} . — L'œuvre des moines au Moyen Age.....	27
§ 2. — L'exploitation agricole.....	28
§ 3. — Les alternatives de défrichement et de reboi- sement.....	32

	Pages
CHAPITRE V. — <i>Les Spéculations rurales.</i>	
§ 1 ^{er} . — Les céréales.....	25
§ 2. — Les prairies.....	43
§ 3. — Le bétail.....	50
§ 4. — La vigne.....	64
§ 5. — Les pommiers à cidre.....	68
CHAPITRE VI. — <i>Le Champ</i>	78
§ 1 ^{er} . — La propriété communale.....	79
§ 2. — La propriété individuelle.....	83
§ 3. — L'exploitation.....	97
§ 4. — Le prix de la terre.....	105
CHAPITRE VII. — <i>La Ferme</i>	111
§ 1 ^{er} . — La disposition interne de la ferme.....	112
§ 2. — Mode de groupement des fermes.....	119
CHAPITRE VIII. — <i>Le Travailleur</i>	128
§ 1 ^{er} . — Le salarié agricole.....	129
§ 2. — L'exploitant.....	137
 3 ^e PARTIE. — La Vie industrielle 	
CHAPITRE IX. — <i>L'Industrie dans le passé</i>	144
§ 1 ^{er} . — Son évolution.....	144
§ 2. — Ses vestiges.....	147
CHAPITRE X. — <i>Les Industries extractives.</i>	
§ 1 ^{er} . — Les industries de l'argile.....	149
§ 2. — Les industries de la craie.....	152
§ 3. — Lignide et tourbe.....	153
CHAPITRE XI. — <i>Les Industries de la forêt</i>	155
§ 1 ^{er} . — Les produits de la forêt.....	156
§ 2. — Le transport des bois.....	158
§ 4. — La main-d'œuvre.....	159
§ 4. — Scieries et saboteries.....	161

	Pages
CHAPITRE XII. — <i>Les Industries textiles.</i>	
§ 1 ^{er} . — Draperie, tisseranderie et filature du coton.	163
§ 2. — La bonneterie.....	168

4^e PARTIE. — **La Vie commerciale**

CHAPITRE XIII. — <i>Le Commerce intérieur et extérieur.</i>	
§ 1 ^{er} . — Le commerce intérieur.....	179
§ 2. — Le commerce extérieur.....	184

5^e PARTIE. — **L'Homme**

CHAPITRE XIV. — <i>Population et Dépopulation.....</i>	193
§ 1 ^{er} . — Répartition.....	194
§ 2. — Dépopulation.....	197
§ 3. — Emigration et immigration.....	206
CONCLUSION.....	211
BIBLIOGRAPHIE	215

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE

Le Pays : les Conditions physiques de son Exploitation

CHAPITRE I^{er}. — *Le Relief et la Constitution géologique.*

§ 1^{er}. — Le relief :

Relief externe :

A l'est et au sud : falaise d'une centaine de mètres.

A l'ouest, vallée profonde et abrupte de l'Yonne.

Au nord, vallée marécageuse de la Vanne.

Obstacle aux communications, qui ne peuvent s'opérer que par la Vanne ; pays isolé.

Relief interne :

Plateau entaillé de profondes vallées N.-S. ; difficulté des communications intérieures de l'est à l'ouest.

§ 2. — La constitution géologique.

La craie : ennemie de l'agriculture.

L'argile à silex :

A fourni du minerai de fer et des matériaux de construction.

« Terres fortes » propices aux cultures et à l'arbre.

CHAPITRE II. — *Le Climat et le Régime des Eaux*

§ 1^{er}. — Le climat :

Rudesse de la température.

Abondance des pluies.

§ 2. — Le régime des eaux :

Rareté des eaux courantes; vallées sèches.

La question de l'eau sur le plateau.

CHAPITRE III. — *La Forêt*

§ 1^{er}. — Ses caractères :

Favorisée par l'argile à silex et les pluies abondantes.

Essence principale : le chêne.

§ 2. — Son extension :

Limitée au plateau argileux.

Zone continue dans le sud.

Ilots dispersés dans le nord.

§ 3. — Ses rapports avec l'homme :

Les services qu'elle lui rendait à l'origine.

L'obstacle qu'elle offrait, par la suite, à l'agriculture.

DEUXIÈME PARTIE

La Vie agricole

CHAPITRE IV. — *Le Défrichement*

§ 1^{er}. — L'œuvre des moines au Moyen Age.

§ 2. — L'exploitation agricole :

Les granges, les céréales, le bétail.

§ 3. — Les alternatives de défrichement et de reboisement :

Reboisement à la fin du XVIII^e siècle.

Défrichement au début du XIX^e siècle.

Reboisement à la fin du XIX^e siècle.

CHAPITRE V. — *Les Spéculations rurales*

§ 1^{er}. — Les céréales :

Celles qu'on cultive : blé, avoine, orge, seigle; histoire de la victoire du blé.

Les méthodes culturales : assolement triennal, engrais peu employés, machines en voie d'extension.

Les rendements : moyens.

Les destinations données au grain.

§ 2. — Les prairies :

Les prairies naturelles :

Les prés des vallées intérieures : peu d'extension, excellente qualité.

Les prés marécageux de la vallée de la Vanne : projets d'amélioration.

Les prés sur le plateau : projets d'établissement.

Les prairies artificielles :

Leur introduction au XVIII^e siècle et leur développement au XIX^e siècle.

Luzerne sur le plateau argileux ; sainfoin sur les pentes crayeuses.

§ 3. — Le bétail :

Bêtes à cornes :

Diminution du nombre des vaches et ses causes.

Défectuosité des méthodes employées pour se les procurer et les nourrir.

Exportation de « veaux blancs » et de lait.

Moutons :

Leur décadence et ses causes.

Elevés pour la viande et non plus pour la laine.

Leur avenir.

Chevaux :

Animal de trait ; son importance aux yeux du cultivateur.

Il est acheté au dehors à 2 ans et revendu pour la ville à 6 ans.

Basse-cour :

Le porc : engraisé pour la consommation familiale.

Le poulailier : exportation d'œufs.

Le clapier : exportation de viande et de peaux.

§ 4. — La vigne :

Son ancienneté, son extension au ^{xix}^e siècle.

Le climat, rude, rend la récolte incertaine, maigre, et de mauvaise qualité.

La crise phylloxérique amène la disparition du vignoble.

§ 5. — Le pommier à cidre :

Son histoire, son extension dans la deuxième moitié du ^{xix}^e siècle.

Sa culture (conditions naturelles favorables, plantations, variétés).

Exportation de cidre et exceptionnellement de fruits ; la prospérité des « pays aux pommes ».

CHAPITRE VI. — *Le Champ*

§ 1^{er}. — La propriété communale :

Son peu d'étendue : 5 à 6% en moyenne.

Comprend des bois sur le plateau et des prés marécageux dans la vallée de la Vanne.

Son intérêt : fournit gratuitement aux habitants tout le bois dont ils ont besoin.

§ 2. — La propriété individuelle :

a) Les propriétaires :

Aujourd'hui, les propriétaires sont les cultivateurs.

Par exception, dans la zone nord, quelques propriétaires non résidents.

Autrefois, prédominance de la propriété seigneuriale.

b) Petite, moyenne et grande propriété :

1^o Propriété divisée.

2^o Petite propriété l'emportant par le nombre ; moyenne propriété l'emportant par l'étendue et l'importance sociale ; grande propriété localisée dans le nord.

3^o Décadence de la petite propriété ; ses causes.

c) Le morcellement :

Plus de 70.000 parcelles en un canton; contenance
moyenne de la parcelle : 25 ares.

Partage égal de l'héritage entre les enfants.

Inconvénients du morcellement.

§ 3. — L'exploitation :

Petite exploitation : le « manœuvre » qui ne possède pas
de cheval.

Sa dépendance vis-à-vis du moyen exploitant.

Sa décadence actuelle.

Moyenne exploitation : faire valoir direct.

Sa solidité : ni maître, ni serviteur.

Ses sources de faiblesse : morcellement, manque de
connaissances.

Grande exploitation : fermage.

Méthodes culturales perfectionnées.

Reste un peu en marge de la vie du pays.

§ 4. — Le prix de la terre :

Atteint son maximum vers 1880.

Avait diminué de 50% en 1914.

Est resté stationnaire depuis cette date, ce qui correspond
à une nouvelle baisse effective de 60%.

CHAPITRE VII. — *La Ferme*

§ 1^{er}. — La disposition interne de la ferme :

Adaptée aux besoins agricoles et à la nature de l'explo-
itation. Egale importance donnée à la grange et à
l'étable.

Ferme isolée : grande exploitation, où les bâtiments bien
ordonnés suffisent à un domaine qui ne s'étend pas.

Ferme du village : moyenne exploitation, dont les bâti-
ments désordonnés et surajoutés traduisent les agran-
dissements successifs.

§ 2. — Modes de groupement des fermes :

Reflètent l'histoire agricole du pays.

Dans la région nord, fermes isolées assurant la culture de la terre, délaissée par les bourgs à économie surtout commerciale.

Ailleurs, fermes groupées en petits hameaux, qui parsèment le plateau et dont chacun correspond à une étape du défrichement.

CHAPITRE VIII. — *Le Travailleur*

§ 1^{er}. — Le salarié agricole :

Prédominance numérique du journalier sur le domestique.

Domestique : se trouve surtout dans les grandes fermes.

Conditions de vie satisfaisantes (durée du travail, nourriture, couchage, salaire);

De plus en plus rare.

Journalier : plus indépendant que le domestique.

Tend de plus en plus à travailler à la tâche.

Situation relativement favorable, grâce à la forêt qui lui évite le chômage d'hiver.

A fortement diminué en nombre, un certain excédent de population ayant provoqué le chômage et l'émigration vers la ville.

§ 2. — L'exploitant :

Sa vie rude : beaucoup de peine, peu de confort; la maison. Laborieux et économe.

Son manque de loisir entrave son évolution intellectuelle et retarde son initiation aux méthodes culturelles modernes.

TROISIÈME PARTIE

La Vie industrielle

CHAPITRE IX. — *L'Industrie dans le passé*

Exploitation du minerai de fer existant à la surface du plateau

§ 1^{er}. — Son évolution :

Les forges du plateau :

1^o Prospérité à l'époque gauloise et gallo-romaine.
ruinée par les invasions barbares.

2^o Renouveau au xii^e siècle : le rôle des moines.

Les forges des vallées :

Forges à l'eau : progrès technique ; xv^e siècle.

La décadence :

xvi^e siècle, concurrence de minerais plus riches.

§ 2. — Ses vestiges :

Dans la topographie ; les buttes des « ferriers ».

Dans la toponymie : Rigny-le-Ferron, le Mineroy, etc.

Dans la mémoire des hommes : la hantise des mines de fer.

CHAPITRE X. — *Les Industries extractives*

§ 1^{er}. — Les industries de l'argile : tuileries et briqueteries :

Datent du xii^e siècle et se pratiquent dans maintes abbayes.

Leur prospérité aux xviii^e et xix^e siècles.

Leur décadence actuelle.

§ 2. — Les industries de la craie.

Fabrication de la chaux et du « blanc de Troyes ».

Sont toujours restées médiocres.

§ 3. — Lignite et tourbe :

Extraction intermittente et insignifiante.

Sans valeur pratique pour le pays.

CHAPITRE XI. — *Les Industries de la Forêt*

§ 1^{er}. — Les produits de la forêt :

Bois de charpente et de chauffage.

Charbonnette et charbon de bois.

§ 2. — Le transport des bois :

Dans la partie ouest : par le canal de Bourgogne et l'Yonne.

Ailleurs, par voies ferrées.

§ 3. — La main-d'œuvre :

Très peu d'habitants se consacrent actuellement au travail des bois.

Les gros exploitants doivent avoir recours à une main-d'œuvre étrangère.

§ 4. — Scieries et saboteries :

Scieries sont peu nombreuses et ne deviennent importantes que sur les voies ferrées du pourtour.

Saboteries : pas d'établissement industriel ; mais, çà et là, un manouvrier qui fait des sabots pendant l'hiver.

CHAPITRE XII. — *Les Industries textiles*

§ 1^{er}. — Draperie, tissanderie et filature du coton (jusqu'au XIX^e siècle) :

Moulins à foulon, sur la Vanne, dès le XII^e siècle.

Tissanderie très prospère au XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle ; sa décadence.

Débuts de la bonneterie à la fin du XVIII^e siècle.

Éléments de prospérité :

Main-d'œuvre abondante.

Proximité de l'industrie troyenne.

§ 2. — La bonneterie (XIX^e et XX^e siècles) :

Sa prospérité jusqu'en 1880 :

Industrie à domicile ; métiers disséminés.

Main-d'œuvre mi-industrielle, mi-rurale.

Age d'or de 1870 à 1880.

La crise de 1880 :

Dissémination des centres de production.

Insuffisance du matériel.

Son état actuel : travail à domicile, mais :

Concentration dans deux centres principaux et deux centres secondaires (leurs caractères).

Perfectionnement du matériel, grâce au moteur à essence et à l'électricité.

Divorce du champ et du métier.

QUATRIÈME PARTIE

La Vie commerciale

CHAPITRE XIII. — *Le Commerce intérieur et extérieur*

§ 1^{er}. — Le commerce intérieur :

Foires et marchés, localisés dans les bourgs de la région nord.

Créés au xii^e siècle : vie mouvementée ; prospères au xix^e siècle ; morts au xx^e siècle.

Le cultivateur, de solliciteur est devenu sollicité et n'a plus besoin de sortir de sa ferme.

§ 2. — Le commerce extérieur ; les voies de communication :

Réseau routier desservant les moindres hameaux.

Voies ferrées contournant le pays ; principal débouché : ligne de Sens à Troyes.

Projets de chemins de fer à voie étroite, pénétrant à l'intérieur du pays.

Isolement du Pays d'Othe, qui reste en dehors des grandes voies de communication.

CINQUIÈME PARTIE

L'Homme

CHAPITRE XIV. — *Population et Dépopulation*

§ 1^{er}. — Répartition :

Densité : 26 habitants au kilomètre carré ; à peu près la même partout.

Deux régions de faible peuplement, où dominent la craie ou la forêt.

Deux régions de fort peuplement, où règne la bonneterie.

§ 2. — Dépopulation :

Dépopulation au xviii^e siècle; période de misère économique.

Repopulation jusqu'en 1860: progrès culturels, développement de la bonneterie.

Dépopulation à partir de 1860 :

Ses modalités :

Très accentuée dans les communes purement rurales.

Moins prononcée le long de la voie ferrée.

Atténuée dans les centres bonnetiers.

Son mécanisme :

Manque de naissances.

Emigration à la ville.

Ses causes :

A l'origine: d'ordre économique: manque de travail.

Actuellement: d'ordre moral.

§ 3. — Emigration et immigration :

Emigration saisonnière jusqu'au milieu du xix^e siècle :

En Brie: pour la cuisson des charbons de bois et la moisson.

Cause: surabondance de main-d'œuvre.

Immigration :

Temporaire: salariés agricoles belges et polonais.

Définitive: depuis 1919:

Cultivateurs belges venant s'installer dans des fermes qu'ils achètent ou qu'ils louent.

CONCLUSION.

INTRODUCTION

Le Pays d'Othe allonge son plateau boisé entre l'Yonne et la Seine, sur une longueur d'environ 50 kilomètres; la vallée de la Vanne le limite au nord, celles de l'Armanche et de l'Armançon suivent son rebord sud et réduisent sa largeur à une vingtaine de kilomètres. Bastion de forme rectangulaire, il a comme grandes portes de sortie Sens et Troyes, bâties à son pied, auprès de ses deux angles septentrionaux.

Malgré sa petitesse, il ne manque pas de variété. La forêt d'Othe, qui lui donne son nom, le couvre en partie de ses futaies de chênes; dans les vastes clairières qui la trouent de tous côtés, prospèrent des vergers de pommiers à cidre; à chaque pas, des hameaux de quelques maisons, noyés dans la verdure de leurs jardins et de leurs haies.

Quand on sort de ce bocage pour descendre dans les vallées, c'est un tout autre spectacle; un paysage de craie, sans un arbre, une impression d'aridité, un large horizon blanchâtre que remplissent des croupes arrondies et nues; pas le plus petit bosquet pour en rompre la monotonie, pas une maison; mais, partout, le damier multicolore d'une propriété morcelée et d'une culture soignée. Dans le fonds des vallées, nouveau décor: c'est l'oasis; des prés, des rideaux de peupliers, de petits bois « d'aunelles»; de loin,

en loin, un village qui ressemble à une petite ville avec ses maisons à étage qui se touchent et n'ont pas de jardin, ses trottoirs, ses rues où les façades de pierre s'alignent sans interruption et d'où la moindre verdure est absente.

C'est la vie économique de ce pays que nous voulons étudier; en distinguer les différents aspects: agriculture, industrie, commerce; en suivre l'évolution à travers les siècles; en démêler les différentes influences qui ont retardé ou accéléré son développement (1).

Parmi ces influences, celles de la nature nous paraissent devoir être examinées tout d'abord, car ce sont elles dont l'action s'est exercée en premier lieu et s'est perpétuée avec le plus de constance; et pour être moins apparente

(1) Nous exprimons ici toute notre reconnaissance aux instituteurs et institutrices qui ont bien voulu nous faire bénéficier de leur profonde connaissance du pays et qui nous ont fourni des renseignements très précieux sur bien des questions (les communaux, l'état de la propriété et de l'exploitation, le prix des terres, la dépopulation, etc.). Certains et certaines ont même poussé le dévouement jusqu'à remplir un long questionnaire, établi sur le modèle de celui publié dans les *Annales de Géographie* de 1909, par M. Demangeon.

Nous devons également bien des remerciements aux administrateurs qui nous ont ouvert leurs archives et qui nous ont donné nombre d'indications importantes. Nous avons ainsi recueilli bien des choses utiles auprès des directeurs des services agricoles de l'Aube et de l'Yonne, des directeurs des Contributions indirectes, du conservateur des Eaux et Forêts de Troyes, des bibliothécaires de Troyes et d'Auxerre, des directeurs des Caisses d'épargne de Troyes, Sens et Joigny.

Enfin, nous ne saurions oublier l'obligeance avec laquelle de nombreuses personnes du pays, agriculteurs, industriels, commerçants, nous ont reçu et ont répondu aux questions les plus indiscrettes; nous leur disons ici toute notre gratitude.

que dans le domaine agricole, leur importance dans la production industrielle et l'organisation des échanges n'en est pas moins primordiale. Aussi, nous allons commencer par montrer les conditions physiques que l'activité humaine rencontre dans ce pays; le relief, tel qu'il se présente à celui qui veut y pénétrer; les différents terrains qu'on y trouve lorsqu'on y a entré; le climat qui y règne; le régime des eaux que déterminent ce climat et la nature des sols; la végétation, enfin, qui est née dans un tel milieu.

PREMIÈRE PARTIE

Le Pays : les Conditions physiques de son Exploitation

CHAPITRE PREMIER

LE RELIEF ET LA CONSTITUTION GÉOLOGIQUE

§ 1^{er}. — Le Relief

Il peut paraître ambitieux de parler de « relief », lorsqu'il s'agit du Pays d'Othè, c'est-à-dire d'une petite fraction du bassin parisien, dont les plus hautes altitudes n'atteignent pas 300 mètres. Et cependant le mot est exact. Quand on vient de Troyes et qu'on se dirige vers le sud-ouest, on traverse la plaine de la Seine, large, plate, à peine ridée par les faibles sillons qu'ont creusés les ruisseaux descendant au fleuve ; pas un arbre, pas une haie ; rien n'arrête le regard qui s'étend au loin et ne rencontre partout que champs soigneusement cultivés ; mais, à une dizaine de kilomètres de la ville, une falaise se dresse, à pic, s'élevant d'un seul coup d'une centaine de mètres ; elle court, rectiligne, du nord au sud, barrant l'horizon de sa masse où n'apparaît aucune entaille ; ses pentes sont blanchâtres ou couvertes d'une herbe courte et grise ;

sur le sommet, le vert sombre d'une forêt : c'est le Pays d'Othe.

Si on suit le pied de cette falaise vers le sud, on la voit bientôt s'infléchir brusquement, presque à angle droit, et se diriger vers le sud-ouest. Mais son altitude ne s'abaisse pas; pendant 40 kilomètres, jusqu'à Joigny-sur-l'Yonne, elle domine toujours par un abrupt de 100 mètres, parfois même de 150 mètres, le pays qui lui sert de socle et qui est ici un pays de craie, blanc, aride et sec, presque sans arbre, aux lignes douces, aux contours arrondis; dans nombre de communes, on l'appelle la « Champagne ». Quelques kilomètres plus au sud, l'Armançon et son affluent l'Armanche y ont creusé leurs vallées, qui sont larges et tout occupées par des prés qu'encadrent des rideaux de peupliers. Lorsque de Saint-Florentin, qui s'est bâti sur les bords de l'Armançon, on veut aller dans le Pays d'Othe, il faut donc remonter le versant de la vallée, puis, après avoir traversé la « Champagne », escalader la falaise.

Qui ne voit de suite l'importance humaine de cette falaise abrupte qui limite le Pays d'Othe à l'est et au sud. Cet obstacle aux communications ne pouvait pas rester sans influence sur la vie des habitants. Les villages qui, dans la vallée de la Seine, s'allongent démesurément sur le bord des routes, se tournent uniquement vers la ville de Troyes, avec laquelle les échanges sont quotidiens; pas un, même parmi ceux qui sont bâtis au pied de la falaise, n'ont de relations avec le Pays d'Othe; ils l'ignorent, n'en recevant rien, ne lui donnant rien. Les villages qui sont disséminés dans la « Champagne » ne le connaissent guère davantage; Ery, Saint-Florentin, Brienon sont leurs centres d'attraction; bien que certains aient une partie

de leur finage sur le Pays d'Othe, leur activité n'est pas tournée vers le nord, mais se dirige tout entière vers le sud.

Le pays qui nous occupe est-il aussi isolé sur ses autres frontières qu'il l'est sur les côtés ouest et sud? Il suffit d'une rapide étude pour se convaincre de l'affirmative.

A l'ouest, de Joigny à Sens, il est bordé par un fossé large de 2 à 3 kilomètres et profond de plus d'une centaine de mètres : la vallée de l'Yonne. A gauche, le Gâtinais avec ses bois; à droite, le Pays d'Othe avec sa couronne de forêts; sur les pentes, des vignobles, parfois réputés comme ceux de Joigny; sur le fond, plat et alluvial, des prés et de hauts peupliers. Ce couloir est essentiellement une région de passage : l'Yonne y est navigable, la voie ferrée et la grande route l'empruntent. Il est même en passe, par une conséquence assez naturelle, de devenir une petite région industrielle : Saint-Julien-du-Sault possède scierie, pelleterie, tannerie et fabrique de rasoirs; Villeneuve a un four à chaux et des scieries; Rousson une importante fabrique d'engrais; mais de toute cette activité, de tout ce flot de vie qui passe et repasse sans cesse à ses pieds, le Pays d'Othe ne profite pas; un abrupt d'une centaine de mètres, dont la muraille n'est entaillée que par la petite vallée du rû Galand, est un obstacle qui décourage les meilleures volontés et rend bien difficile l'établissement de rapports suivis. Aussi, le Pays d'Othe ignore le Gâtinais, dont il n'est distant que de quelques kilomètres, et qui, dans un même cadre de forêts, a les mêmes préoccupations avec ses plantations de pommiers à cidre, ses champs de blé et ses étables où s'élèvent des veaux destinés au marché parisien. Bien plus, sur les rares chemins

qui le mettent en communication avec la vallée de l'Yonne, il descend bien quelques fardiens qui vont décharger leurs chènes dans quelque port de la rivière; mais il n'y remonte aucune denrée, aucune idée. De ce côté-là, encore, le Pays d'Othe est complètement clos.

Du côté nord, heureusement, il ne l'est pas autant. Six vallées, parallèles entre elles, larges et profondes, ont entaillé la falaise, et, en les remontant, on arrive sans peine sur le plateau. C'est la porte ouverte sur le monde; c'est par là que les courants de choses et de gens pourront pénétrer. Mais encore avec quelles difficultés! Ces vallées, en effet, qui descendent du sud au nord, débouchent sur la vallée de la Vanne. Or, cette dernière, qui va confluer avec l'Yonne à Sens, est un fond plat dont les 1.000 à 1.500 mètres de largeur ne sont pas en rapport avec le filet d'eau large de 2 à 3 mètres qui y coule; la Vanne s'y attarde en maints détours; de tous côtés, des sources jaillissent et viennent accroître l'humidité du sol; la tourbe s'y est installée. De chaque côté de la rivière, court une bande marécageuse, où le pied s'enfonce entre les talles de roseaux, et qui, par trois fois, s'élargit jusqu'à occuper tout le fond de la vallée. L'établissement de ponts n'est qu'un jeu à côté de la construction des chaussées qu'il faut élever pour traverser ces marais. La circulation y est si difficile qu'aucun lien ne s'est noué entre le pays du sud de la Vanne (Pays d'Othe) et le pays qui s'étend au nord, plaine de craie, aux horizons plats, aride et monotone, aux rares villages, aux maigres champs de céréales dépourvus d'arbres, aux bois rectangulaires de sapins, et qui n'est accidentée que dans sa partie occidentale, où s'élèvent quelques buttes couvertes de forêts. La vallée de la Vanne

n'en reste pas moins la seule voie qui mette le Pays d'Othe en relation avec le reste de la France.

Une conclusion découle d'elle-même de cet examen : par son relief, le Pays d'Othe est un pays isolé, et cette notion ne devra jamais être oubliée dans l'étude qui va suivre. Ce n'est pas seulement l'organisation des échanges qui aura à tenir compte de cette situation, c'est toute la production industrielle et agricole qui en subira aussi les conséquences : le progrès ne va-t-il pas entrer plus lentement que dans une région plus largement ouverte ? Le pays ne va-t-il pas être forcé à vivre sur lui-même, à éviter toute spécialisation et à se créer une multiplicité de produits et de ressources, qui lui permettent de mener une existence autonome ? Ce sont justement ces principes qui, comme nous le verrons, dominent toute la vie économique du pays.

Si nous pénétrons maintenant dans le Pays d'Othe et que nous examinions son relief interne, nous constatons qu'il est essentiellement formé par une surface plane en pente vers le nord et entaillée par de multiples vallées. Il s'ensuit, comme nous venons de le voir, que le pays trouve vers le nord un débouché naturel, mais il en résulte aussi qu'il est morcelé en une série de petites régions constituées chacune par une vallée : vallée de Rigny, vallée d'Aix, vallée d'Estissac, etc. Entre elles s'allongent des débris du plateau, de sorte que les communications de l'est à l'ouest et *vice versa* se heurtent à une série de fossés et de remparts ; et, comme les pentes sont très raides, les relations en sont rendues très difficiles. De fait, elles n'existent presque pas, et ces vallées s'ignorent l'une l'autre.

Une autre conséquence de la raideur des pentes est une culture très pénible. Le travail y est rendu très fatigant pour les gens et les bêtes. Il faut de forts attelages pour mener de petites charges, ce qui entraîne des pertes fort appréciables de temps et d'argent. Par contre, la présence de ces pentes a seule permis la culture de la vigne, qui doit à l'obliquité du terrain d'être soumise à une insolation particulièrement intense.

§ 2. — La Constitution géologique

Tâchons de nous rendre compte, à présent, des roches qui constituent ce relief si accidenté, car leur nature nous révélera à la fois les richesses du sous-sol et les aptitudes du sol. Le plateau du Pays d'Othe est essentiellement un massif de craie, mais d'une craie compacte, se présentant en bancs très épais, ce qui explique qu'elle ait résisté à l'érosion et soit restée en relief, dominant les régions voisines. Mais cette craie a toute une histoire géologique. Exondée à une époque très reculée, sa surface est restée depuis lors exposée à toutes les intempéries; elle s'est décomposée sur une plus ou moins grande épaisseur. Le produit de cette décomposition est une argile renfermant des rognons de silex et présentant, par endroits, dans des poches, du minerai de fer qui se trouve à l'état pisolitique ou réniforme. Cette couche d'argile à silex qui recouvre la craie ne resta pas insensible à l'action des eaux courantes; elle fut ravinée, des vallées s'y creusèrent et lorsque les eaux eurent atteint la craie, elles l'attaquèrent à son tour et il se forma ainsi des vallées creusées dans leur plus grande partie dans la craie et à leur partie supé-

rieure dans l'argile. L'argile des rives ne présente pas beaucoup de consistance et fut tout naturellement entraînée sur les pentes; elle ne put toujours s'y maintenir, elle glissa peu à peu, laissant sur place les rognons de silex qui forment de véritables champs de pierres et descendant jusqu'au fond des vallées, où sans cesse remaniée et accrue par de nouveaux apports des eaux, elle forme des terres d'alluvions.

Ajoutons qu'entré temps, le Pays d'Othe fut envahi, dans sa partie occidentale, par une mer que les géologues appellent mer des sables de Fontainebleau; cette mer, en se retirant, laissa des dépôts de sables plus tard agglomérés en bancs de grès; ces bancs furent ultérieurement disloqués en blocs, qui, à l'heure actuelle, gisent par trainées sur le plateau ou sur les pentes, soit plus ou moins enfoncés en terre, soit complètement dégagés.

Cette revue rapide de la géologie du Pays d'Othe nous expliquera bien des choses. La craie en est l'élément néfaste. Par sa perméabilité extrême, elle détermine un régime hydrographique spécial dont nous étudierons plus loin les caractères et les conséquences funestes sur toutes les formes de l'activité humaine. Les matériaux de construction qu'elle donne sont de fort médiocre qualité et sont vite effrités par la gelée. D'un autre côté, elle est très rarement assez pure pour être utilisée industriellement, en vue, par exemple, de la fabrication de la chaux ou du « blanc de Troyes ». Mais elle est surtout désastreuse pour l'agriculture : elle ne lui fournit que des sols arides et pauvres, manquant de potasse, et surtout manquant d'eau. On remédiera peut-être au premier défaut, mais le second subsistera.

Depuis des siècles, l'homme lutte contre cette terre ingrate, et il serait prétentieux de parler de victoire.

L'argile à silex, au contraire, dont l'épaisseur atteint parfois une vingtaine de mètres, fait la richesse du Pays d'Othe; c'est grâce à elle qu'il ne présente pas l'aspect désolé de la Champagne pouilleuse. Le minerai de fer qu'elle renferme a été exploité et a fait éclore au moyen âge une florissante activité métallurgique. Elle même supporte la cuisson pour donner briques et tuiles. Les silex qu'elle contient ont fourni aux premiers hommes les armes et les outils dont ils avaient besoin; ils ont ainsi puissamment aidé à leur établissement dans le pays, et ont probablement donné lieu à une industrie et un commerce d'exportation dont il ne reste malheureusement d'autres traces que quelques polissoirs. L'homme historique s'en sert encore journellement pour construire sa maison, mais leur doit de la reconnaissance pour d'autres qualités. En effet, par leur nombre, ils divisent l'argile; ce faisant, ils l'empêchent d'être imperméable et de devenir marécageuse, tout en lui permettant de garder assez d'eau pour entretenir une vigoureuse végétation. Mais surtout ils en font un sol particulièrement propice à l'arbre, qui a besoin d'une terre très divisée pour enfoncer sans difficulté ses racines, et nous verrons bientôt comment cette aptitude a donné au Pays d'Othe une physionomie propre et une prospérité que lui envieraient bien des régions. Aussi est-on assez disposé à leur pardonner les difficultés que, d'un autre côté, ils créent à l'agriculture en rendant le travail de la terre très pénible: la pioche ou la charrue heurtent, à chaque instant, leurs masses dures; il faut des bras vigoureux pour manier la première et des chevaux solides pour

tirer la seconde; l'une et l'autre s'usent vite à frotter contre du silex.

Le grès, d'ailleurs moins abondant que le silex, est aussi moins populaire. On l'emploie peu pour la construction, car, si cette pierre est excellente, elle est trop difficile à tailler. On le connaît surtout pour l'entrave qu'il apporte aux cultures. Les gros blocs épars à la surface du sol sont encore les moins gênants : on les évite, et ce n'est que du terrain perdu. Mais beaucoup sont enfoncés en terre, leur sommet arrive à quelques centimètres de la surface; lames de charrues et dents de scarificateurs viennent se briser contre ces obstacles invisibles. Leur extraction n'est pas aisée, car leurs racines sont profondes, et il faut faire appel à des ouvriers carriers sachant manier la mine. Aussi, on a dû renoncer à cultiver les régions où elles atteignent une densité particulièrement forte et les gens du pays ont donné à ces climats des noms évocateurs : « Les Friches », « Les Roches ».

Ces contrées partagent leur triste privilège avec les pentes où l'argile qui y avait été entraînée n'a pu se maintenir et n'a laissé que les silex malaisément transportables par les eaux de ruissellement. On se trouve alors en présence de véritables champs de pierres, qui font la joie des entrepreneurs de construction ou de cylindrage de routes, et le désespoir des cultivateurs.

Mais ces derniers trouvent une compensation dans l'argile qui a glissé jusqu'au fond des vallées : elles forment là de riches terres alluviales, où toutes les cultures prospèrent, où le chanvre poussait bien, où les prés sont toujours verts.

Que trouve, en résumé, l'habitant du Pays d'Othe dans

le sol qu'il foule aux pieds? Il y a découvert du minerai de fer pour son industrie, il y puise encore des matériaux de construction en abondance; s'il se heurte à des pentes crayeuses rebelles à l'exploitation, tout en permettant l'élevage du mouton, il rencontre sur le plateau et dans les vallées de bonnes terres qui lui donnaient du chanvre et qui lui donnent toujours du bois et les produits alimentaires les plus importants.

Mais relief et constitution géologique ne sont pas ainsi dissociés dans la nature, et de leur combinaison résulte un état de fait riche en conséquences. Les vallées descendant du sud au nord, et se trouvant naturellement beaucoup plus larges à leur embouchure qu'à leur naissance, il s'ensuit qu'au sud le plateau se présente presque intact, tandis qu'au nord ce sont les vallées qui occupent la plus grande place, réduisant le plateau à d'étroits promontoires qui s'avancent entre elles. Comme le plateau est argileux et les vallées crayeuses, il en résulte qu'au sud le sol est surtout argileux et au nord surtout crayeux.

Mais cette différence dans la répartition des sols ne diminue en rien la variété de ressources signalée plus haut, et cette variété est particulièrement précieuse, car elle seule va permettre au Pays d'Othe de supporter, sans trop de dommages, la vie isolée que lui impose son relief.

CHAPITRE II

LE CLIMAT ET LE RÉGIME DES EAUX

§ 1^{er}. — Le Climat

Son climat va-t-il également l'aider à mener cette existence solitaire? L'homme trouve-t-il dans l'atmosphère qui baigne ces hautes terres des conditions de chaleur et d'humidité favorables au développement de son activité? Le Pays d'Othe jouit du même climat tempéré que l'ensemble du bassin parisien. Mais son altitude, relativement élevée, lui donne une température plus rude et des pluies plus abondantes.

L'hiver y est sensiblement plus rigoureux qu'à Paris; la moyenne de janvier y est de 1^o,8, alors qu'elle atteint 2^o,6 à Paris (1). De même, la moyenne des minima mensuels y descend en janvier à — 11^o,6, tandis qu'à Paris elle ne baisse pas au-dessous de — 7^o,9 (2). Par contre, l'été y est un peu plus chaud, avec une moyenne d'août de 18^o,6, dépassant de 0^o,5 la moyenne de Paris (3). Aussi les écarts de température y sont considérables, atteignant jusqu'à 50^o. De même, l'écart entre la température du jour et celle

(1) Chantriot : *La Champagne*, p. 196.

(2) Chantriot : *La Champagne*, p. 197.

(3) Chantriot : *La Champagne*, p. 196.

de la nuit est très fort ; les nuits sont généralement fraîches, et, en été, la moyenne des minima s'abaisse à 4^o,67. Par conséquent, si le climat présente des hivers un peu rudes et inhospitaliers, il présente par contre des étés chauds qui favorisent la végétation.

Mais celle-ci trouve surtout une aide précieuse dans un autre caractère du climat : dans sa pluviosité. Le Pays d'Othe, grâce à son altitude dominante, joue le rôle de condensateur et se trouve, par suite, plus abondamment arrosé que les régions avoisinantes ; il reçoit dans son ensemble une moyenne de 700 millimètres d'eau, alors que la Champagne pouilleuse n'en reçoit que 600 (1). Le phénomène de condensation est particulièrement intense sur la falaise méridionale, qui arrête les vents pluvieux du sud, lesquels sont les vents dominants ; il diminue au fur et à mesure qu'on descend vers le nord, où, comme nous l'avons vu, l'altitude est moindre. Aussi la pluviosité varie-t-elle en décroissant du sud au nord : elle monte à 750 millimètres sur le rebord de la falaise, elle est de 700 au centre du pays, elle s'abaisse à 600 dans la vallée de la Vanne. On sait comment les régions bien arrosées sont facilement des régions forestières ; nous verrons que les 700 millimètres d'eau du Pays d'Othe, tombant sur l'argile à silex, ont fait merveille dans ce domaine ; et nous verrons de même comment la forêt s'éclaircit au point de disparaître dans la région moins arrosée, ce qui ne va point sans d'importantes conséquences humaines.

(1) Chantriot : *La Champagne*, p. 186 et 187. Comme terme de comparaison, signalons que Brest, qui jouit du climat océanique dans toute sa pureté, reçoit 824 millimètres.

§ 2. — Le Régime des Eaux

L'abondance des pluies qui tombent sur le Pays d'Othe ferait imaginer un pays sinon humide, du moins largement pourvu d'eau. Or, c'est un pays sec, où se pose la question de l'eau.

Sans doute, il est entaillé par sept vallées, d'allure à peu près rectiligne, dirigées du sud au nord, parallèles entre elles, et qui sont tributaires de la Vanne. Mais ces affluents sont insignifiants. Le rû de Maussanes n'a de l'eau que quelques jours par an. Le rû de Vauchassis tarit l'été et ne coule que l'hiver. L'Ancre, qui passe à Estissac, est pérenne, mais peu important. Seule, la Nosle, qui arrose Aix-en-Othe, fait figure de gros ruisseau, grâce aux belles sources de la Duée et de l'Echévêtre. Mais le rû de Cérilly se traîne péniblement ; car les deux belles sources pérennes que l'on trouve en amont, celles du Fournaudin et celle du Jardin, ont des émissaires qui se perdent en route. Le rû de Vanne coule à peine et le rû de Vareilles n'est guère moins pauvre. Il faut une année humide pour que leur débit total atteigne 1 mètre cube à la seconde (1). Et ces vallées principales sont les seules qui voient couler de l'eau ; toutes les vallées secondaires sont des vallées sèches. Ces dernières ne deviennent humides que quelques heures, de temps en temps, à la suite d'orages particulièrement violents : il se forme alors de véritables torrents qui ravagent les terres situées au

(1) Chiffre donné par Belgrand. *La Seine : études hydrologiques* (p. 230 et suivantes).

confluent de plusieurs vallées; outre que la récolte de l'année est perdue, le sol est recouvert d'une couche de gravier et de sable qui le rend stérile (1); ces terres atteignent, par suite, un prix bien inférieur à celui des autres; les villages qui occupent la même situation ne sont pas épargnés davantage; Bérulles fut inondé deux fois de suite au mois de juin 1900, Rigny-le-Ferron eut tant à souffrir de ces trombes d'eau (2) qu'il fallut y remédier en creusant, autour du bourg, un fossé qui détourne ces torrents.

Les eaux courantes étaient moins rares jadis; des ruines de petits moulins, sur des emplacements maintenant dépourvus d'eau, le souvenir du flottage qui se pratiquait sur le rû Saint-Ange et sur la Nosle, sont les indices d'une baisse générale du niveau des eaux. Il n'en reste pas moins que, de tous temps, les rares ruisseaux qui entaillent le massif ont eu une action très limitée, se faisant sentir sur une bande large de quelques centaines de mètres tout au plus. Si ces conditions suffisent pour permettre l'entretien d'une zone de prairies permanentes, elles rendent leur extension impossible.

En dehors de ces étroits rubans où l'humidité est constante, le pays est désespérément sec : la craie absorbe toute l'eau qui tombe, et nous avons vu que l'argile, par suite de la présence des silex, était aussi perméable. L'eau disparaît en profondeur, où il s'organise une circulation

(1) *Les Cahiers de paroisses* sont remplis de doléances à ce sujet. Voir, dans Vernier (2), pour Bérulles, tome I, p. 387; pour Paisy-Cosdon, tome II, p. 398; dans Porée (3), pour les Sièges p. 358.

(2) On s'en plaignait déjà amèrement en 1879 : pour Rigny-le-Ferron, Porée (3), p. 322; pour Vareilles, Porée (3), p. 429; pour Maraye, Vernier (2), tome II, p. 262.

souterraine encore peu connue, mais dont les grands courants semblent suivre les vallées actuelles. Il se forme ainsi un niveau d'eau qui affleure en sources puissantes et nombreuses sur le pourtour du Pays d'Othe : au sud, ces résurgences se produisent au pied de la falaise, où elles jalonnent une ligne de villages ; au nord, elles se produisent dans la vallée de la Vanne, qu'elles contribuent à rendre marécageuse. Les Romains en avaient profité pour fonder la cité d' « Aix » ; de nos jours, la ville de Paris a capté les plus belles pour son alimentation en eau.

Mais, à l'intérieur du pays, il faut aller chercher l'eau en profondeur : le puits est, par excellence, le moyen de s'en procurer. Dans les vallées, il suffit de creuser quelques mètres ; mais, sur le plateau, il faut creuser jusqu'à 30 mètres au moins, très souvent jusqu'à 40 et 50 mètres, parfois même jusqu'à 100 mètres. En vain recourt-on aux citernes, en vain établit-on des mares pour les bestiaux ; l'eau reste toujours la marchandise précieuse que l'on épargne. Et, dans les années très sèches, la citerne ne se remplit pas, la mare se dessèche, le puits tarit : il faut, avec des tonneaux, aller chercher de l'eau dans la vallée. On en vient assez rarement à ces extrémités, mais on vit toujours sous leur menace. On devine sans peine combien cette question de l'eau entrave l'établissement de l'homme sur le plateau et la mise en valeur de la terre.

Ce qui manque donc le plus au Pays d'Othe, c'est l'eau. Mais quand on songe que, malgré cela, il a disposé de ruisseaux pour moudre ses grains et faire flotter ses bois, qu'il a encore des prés toujours verts pour nourrir ses bêtes, on ne peut s'empêcher de remarquer qu'ici encore, le pays ne s'est pas trouvé complètement déshérité.

CHAPITRE III

LA FORÊT

Maintenant que nous connaissons les différentes conditions physiques qui régissent le Pays d'Othe, et que nous avons vu, par là même, les sols et les produits minéraux de la région, examinons quelle est sa végétation : résultat du terrain et du climat. Nous connaissons par là même ses ressources végétales, ainsi que l'aide ou l'obstacle qu'elle pouvait apporter à la vie de l'homme.

Pourvu d'un sol argileux où l'arbre pousse volontiers, bien arrosé par des pluies abondantes, le Pays d'Othe possédait toutes les conditions naturelles voulues pour le développement d'un magnifique manteau forestier. De fait, si l'on excepte la vallée de la Vanné, avec sa tourbe et ses fourrés de joncs et de roseaux, la forêt est la formation végétale caractéristique de la région ; nous étudierons tout à l'heure comment elle a reculé devant les cultures et combien elle a été réduite. Si mutilée qu'elle soit, elle occupe encore de nos jours 42.027 hectares sur les 106.232 que comprend le pays, recouvrant ainsi 40 % de la superficie totale.

§ 1^{er}. — Ses Caractères

Son domaine est l'argile à silex. Cette dernière donne un sol où les racines s'enfoncent facilement, grâce au silex

qui leur ouvre la route, et peuvent s'étendre à leur aise dans l'épaisseur de cette couche végétale, qui atteint jusqu'à 20 mètres. C'est, en outre, un sol frais qui, tout en étant rarement humide au point de devenir marécageux (1), entretient une végétation vigoureuse et lui évite les souffrances des années de sécheresse. Le climat, malgré sa rudesse, n'est pas un obstacle. Ses pluies sont bienfaisantes. Les vents ne sont ni violents, ni persistants; cependant, ceux de l'ouest sont quelquefois dangereux, et, en 1876, année d'ailleurs exceptionnelle à ce point de vue, ils ont, dans la forêt de Courbépine, brisé ou déraciné plus d'un millier d'arbres. Les gelées printanières sont plus à craindre et causent parfois quelques dégâts. Mais, grâce à son altitude, la forêt n'a pas à souffrir du brouillard (2).

Aussi la végétation est active et régulière; sa longévité est aussi considérable que partout ailleurs. Toutefois, on ne rencontre pas de sujets d'un âge très élevé: les plus vieux ne dépassent pas deux siècles.

Les essences les plus importantes sont le chêne (5/10^e); le charme (3/10^e) et le hêtre (1/10^e); on trouve à côté, généralement par pieds isolés, le bouleau, le tremble, le cerisier et le saule marsault qui forment le dernier dixième. Le chêne règne sur le plateau, où il se trouve parfois à l'état presque pur; il est moins abondant sur les versants; il devient rare dans les vallons, où il fait place au charme.

En dehors de ces vallons, où le charme se rencontre

(1) Seule, la forêt de Courbépine souffre d'englober dans son territoire une zone de 5 hectares environ, où l'eau séjourne une grande partie de l'année.

(2) Plan d'aménagement de la forêt de Courbépine, 1896.

presque seul, ce dernier ne se trouve guère qu'en sous-bois; le hêtre, de son côté, ne se montre qu'à l'état disséminé: là où domine le calcaire il croît lentement jusqu'à vingt ans, rapidement ensuite, et atteint de fortes dimensions. La futaie qui, à quatre-vingt-dix ans, s'élève à 22 et 24 mètres, est formée presque exclusivement de chênes; le hêtre et le bouleau entrent pour un centième à peine dans la composition des réserves (1).

§ 2. — Son Extension

L'argile à silex étant, comme nous l'avons vu, le sol forestier par excellence, la forêt se trouve localisée au plateau, le suivant dans ses avancées et dans ses reculs, épousant le tracé de ses promontoires et de ses rentrants, s'arrêtant lorsqu'il a été entaillé par les eaux et que la craie apparaît. Sans doute, l'argile a parfois été entraînée sur les pentes et là où ses dépôts ont atteint une épaisseur suffisante, la forêt s'est installée. Mais le cas est rare, la forêt s'arrête ordinairement sur le rebord du plateau, et ce sont justement ces pentes crayeuses et nues, surmontées de bois, qui forment le paysage caractéristique du Pays d'Othe; ce contraste répété à chaque pas entre la blancheur de la colline éblouissante l'été et la couleur sombre de sa couronne, entre l'aridité de la côte et la verdure du bois, donne au pays une note originale et personnelle.

(1) Plans d'aménagement des forêts de l'Abbesse, Courbépine, Malgouverne, etc.

L'érosion ayant attaqué le plateau par le nord et l'ayant par suite moins déchiqueté au sud, la forêt se présente dans le sud sous forme d'une bande continue, dont la largeur varie avec les progrès de l'érosion, dépassant 8 kilomètres au nord de Joigny et de Bussy, se réduisant à 4 kilomètres au nord de Chailley, atteignant 6 kilomètres au nord d'Eaux-Puiseaux. C'est là que se pressent les plus beaux massifs, que s'élèvent les magnifiques futaies des forêts domaniales de Coubèpine, de Ragèuse, de Malgouverne.

En descendant vers le nord, la forêt ne se trouve plus que sur les étroits débris du plateau qui s'allongent entre les larges vallées crayeuses : constamment interrompue, essentiellement discontinue, mais s'étendant jusqu'à la Vanne, elle présente un peuplement moins dense et des arbres moins élevés, des chênes moins nombreux.

Le langage des habitants marque la différence : au sud, c'est la forêt ; au nord, ce sont les bois.

Nous pouvons donc distinguer dès maintenant entre la zone forestière du sud et la zone boisée du nord ; c'est la première conséquence des faits signalés plus haut ; au sud, le plateau, respecté par l'érosion, étend partout son argile, qui reçoit des pluies abondantes ; au nord, ce sont les vallées avec leurs terrains crayeux qui prennent la première place, et elles sont médiocrement arrosées. Nous verrons, par la suite, comment ces différences de sol et de végétation ont entraîné, entre ces deux régions, de profondes différences dans la forme du groupement humain, dans le régime de la propriété et dans le système de l'exploitation.

§ 3. — Ses Rapports avec l'Homme

Cette forêt, dont nous avons essayé de dégager les caractères principaux, a-t-elle été un secours ou, au contraire, un obstacle à la vie de l'homme? Elle tut les deux, simultanément et tour à tour.

Quand on songe à ce que devaient être les conditions de la vie aux premiers siècles de l'histoire, on devine facilement combien elle était précieuse pour l'homme. Outre la sécurité contre l'envahisseur toujours possible, elle lui fournissait du bois pour construire sa maison, pour fabriquer ses outils, pour se chauffer, pour cuire ses aliments; elle lui fournissait de l'herbe et des glands pour ses bêtes, elle lui offrait ses fruits sauvages et son gibier; à elle seule, elle satisfaisait ses principaux besoins, et elle était inépuisable. Les haches en silex, les vestiges d'exploitation métallurgique, les restes des voies romaines que l'on trouve dans la forêt et ses environs, sont la preuve que le Pays d'Othe fut très tôt un centre de peuplement.

Mais au fur et à mesure que la civilisation se développait, que la nécessité se faisait moins pressante, on oubliait peu à peu les inappréciables services que la forêt avait rendus et continuait de rendre, pour ne plus voir que l'obstacle à une vie meilleure encore; elle mettait obstacle aux communications, elle offrait asile à un gibier dévastateur de récoltes, et surtout elle limitait étroitement la superficie des terres à cultiver, alors que la population à nourrir augmentait. Après avoir été l'ami, l'arbre devenait l'ennemi; il l'est resté longtemps. La chasse ne parvenait pas à protéger les cultures contre les attaques incessantes du gibier; au XVIII^e siècle, les cahiers de doléances sont

remplis de plaintes à ce sujet : Villechétive constate que « le gibier détruit une partie des récoltes (1) ». Pont-sur-Vanne écrit : « Les terres voisines des bois sont dévastées par le gibier, principalement par le lapin ; il a fallu les abandonner (2) ». Flacy note également que la grande quantité de gibier « dévaste les emblaves, ce qui cause un dommage notable et considérable aux cultivateurs, en les privant d'une récolte intéressante pour eux (3) ». Nogent-en-Othe se plaint de même « des bêtes sauvages (4) » ; de nos jours encore, bien que le gibier soit rare (5), les champs avoisinant les bois n'atteignent pas le même prix que les autres. Le seul moyen de lutter contre ce danger, et surtout le seul moyen de développer l'agriculture en augmentant les emblavures, c'était le défrichement.

Après le premier établissement de l'homme, ce fut la grande tâche qui lui incombait. Elle s'est poursuivie pendant des siècles, avec des alternatives d'activité et de repos, et il n'y a pas longtemps que la forêt a cessé de reculer devant le champ. L'étude de la vie agricole du Pays d'Othe ne saurait mieux débiter que par l'histoire de ce gros effort de l'activité culturelle.

(1) *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*, p. 201.

(2) *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*. Notice de Sandrier, p. 388.

(3) *Cahiers de doléances du Bailliage de Troyes*, tome II, p. 109.

(4) *Cahiers de doléances du Bailliage de Troyes*, tome II, p. 379.

(5) Le sanglier ne fait souvent que passer et ne devient un peu abondant que dans les années pluvieuses, lorsqu'il fuit les forêts de la Champagne humide (de Chaource et d'Aumont), pour venir se mettre au sec sur le plateau du Pays d'Othe. Le loup a presque disparu et le renard ne se rencontre pas communément. Le lapin non plus ne pullule pas, et l'hiver 1879-80 l'avait même presque complètement détruit.

DEUXIÈME PARTIE

La Vie agricole

CHAPITRE IV

LE DÉFRICHEMENT

Pour cultiver, il fallait défricher. L'herbe des sous-bois ne nourrissait qu'un bétail bien réduit, et surtout l'arbre excluait la céréale. Pour avoir du grain et du foin, il fallait des champs et des prés, et non une forêt.

Dur travail que d'entamer ces bois, que les buissons d'épines, les viornes et les ronces devaient souvent rendre inaccessibles.

§ 1^{er}. — L'Œuvre des Moines au Moyen Age

Les premiers ouvriers de cette œuvre de longue haleine semblent avoir été les moines. Dès le début du xii^e siècle, on les voit apparaître. Au nord, des moines de l'ordre de Cîteaux s'installent à Vauluisant en 1127 et, dès 1147, deviennent propriétaires de la terre de Cérilly (1); d'autres,

(1) *Cartulaire général de l'Yonne*, tome I, p. 437, charte n^o 283.

de l'ordre des Prémontrés, reçoivent de Louis VI le droit de prendre ce qui leur est nécessaire dans la forêt d'Othe et s'établissent à Dilo (1); certains, de l'ordre de Citeaux, fondent l'abbaye de Pontigny et, en 1126, reçoivent en donation la terre de Chailley (2), des moines du même ordre, de l'abbaye de Notre-Dame-des-Echarlis, auprès de Villefranche, possèdent une « grange » à Vaumorin (près de Cerisiers), dès 1151 (3); à cette époque Coulours abrite déjà depuis dix ans des représentants de l'ordre des Templiers (4).

§ 2. — L'Exploitation agricole

Travaillant sans cesse, brûlant, arrachant, ces moines ouvrent de vastes clairières dans la forêt, et sur l'emplacement ainsi libéré de la végétation, ils élèvent une métairie ou grange.

Ces établissements, éloignés d'au moins un mille des lieux habités les plus voisins, devinrent bientôt des exploitations agricoles complètes. Un maître y dirigeait les frères convers, bergers, bouviers, laboureurs, charretiers, forgerons, laitiers, au nombre de huit à dix par grange. Les bâtiments formaient un parallélogramme, entourant une cour; d'un côté était le logement des frères, de l'autre les écuries et les magasins. A l'entour, s'étendaient jardins,

(1) *Cartulaire général de l'Yonne*, tome I, p. 288, charte n° 167.

(2) *Cartulaire général de l'Yonne*, tome I, p. 260, charte n° 142.

(3) *Cartulaire général de l'Yonne*, tome I, p. 482, charte n° 330.

(4) *Cartulaire général de l'Yonne*, tome I, p. 347, charte n° 208.

vignes, terres labourables; puis, venaient les prés, et enfin les bois (1).

On cultivait le froment, le seigle, l'orge et l'avoine; on semait des pois et des fèves. On faisait du vin, et, dès le x^e siècle, des vignes sont déjà signalées à Bagnaux, à Bellechaume, à Champlost.

La culture n'empêchait pas l'élevage; il semble même que cette seconde spéculation tenait plus de place que la première dans les préoccupations d'alors. Des vaches, des chèvres, des moutons et surtout des porcs formaient le cheptel. Ils allaient paître dans les prés et dans les bois; parfois, ils s'éloignaient à une telle distance qu'ils ne revenaient pas chaque soir à leur métairie et que leur gardien se construisait une cabane pour passer la nuit (2). Dans ces courses, il leur arrivait fatalement de pénétrer sur des territoires que revendiquait une autre grange; d'où des conflits, qui se réglaient ordinairement par un traité passé entre les deux abbayes rivales. Tantôt, le traité fixait les limites respectives des pâturages, comme celui conclu en 1146 entre les moines de Dilo et ceux de Pontigny (3). Tantôt, il réglait les conditions d'admission des troupeaux dans les pâturages; tel celui signé, en 1193, par les moines de Vauluisant et les Templiers de Coulours, au sujet du pâturage dans les bois de Cérilly et des Loges (4): « Dans les prés qui sont en dehors de la barrière... les troupeaux n'entreront pas du milieu de mars jusqu'à la quinzaine de la Saint-Jean-

(1) *Cartulaire général de l'Yonne*, introduction, p. 34.

(2) *Cartulaire général de l'Yonne*, tome I, p. 526, charte n° 367.

(3) *Cartulaire général de l'Yonne*, tome I, p. 411, charte n° 260.

(4) *Cartulaire général de l'Yonne*, tome II, p. 450, charte n° 444.

Baptiste (1), à moins que les prés n'aient été coupés avant cette date, et s'ils avaient été coupés, ils pourront entrer librement. Au temps des glands, les porcs de un an et plus paieront 4 deniers pour le panage; au-dessous de un an, 2 deniers; les porcs qui têtent encore ne paieront rien pour le panage; et si, par hasard, il y a contestation sur l'âge du porc, on s'en rapportera à l'affirmation de son propriétaire. Les chèvres aussi n'entreront pas au bois depuis la fête de Saint-Remi jusqu'à la Purification de la Bienheureuse Marie (2); et si elles y entrent, elles paieront le panage comme les porcs. Les bœufs et tous les autres bestiaux, excepté les porcs et les chèvres, entreront dans les pâtures en tous temps et sans contestation». Certains traités, encore plus complets, prévoyaient des sanctions : les moines de Vaultisant, traçant avec ceux de Pontigny les limites de leurs pâturages, stipulent que les frères qui auront enfreint le traité jeûneront pendant trois jours au pain et à l'eau et que le maître de la grange qui aurait toléré le délit serait frappé de la même peine (3).

Pour donner encore plus d'extension à leur œuvre, les moines n'hésitaient pas à confier certaines de leurs métairies à des laïques, reconnaissant même aux femmes les qualités nécessaires pour diriger une exploitation agricole; c'est ainsi qu'en 1198, l'abbé de Vaultisant donne à bail « à Marie, dame de Charmoy, la grange d'Armentières, pour sa vie entière»; la fermière paiera chaque année « 6 muids de grain par quart froment, seigle, avoine

(1) Deuxième quinzaine de juin.

(2) Du 1^{er} octobre au 2 février.

(3) *Cartulaire général de l'Yonne*, tome II, introduction, p. 36.

et orge», et le dixième du produit des terres et des troupeaux; l'abbaye lui donne, à son entrée, 30 bœufs et 12 ânesses (1).

De telles méthodes devaient donner de magnifiques résultats; l'activité des moines leur attirait des donations de la part du roi et des seigneurs, qui voyaient en eux d'excellents colons. C'est ainsi que Louis le Jeune permet aux chanoines de Dilò de « jouir de tous droits d'usage dans sa forêt d'Othe pour leur chauffage, pour bâtir leurs maisons et pour le pâturage des porcs et des autres troupeaux»; il défend également « d'élever aucune étable à porcs ou tout autre bâtiment à moins d'une lieue de ceux des chanoines, sans leur consentement (2) ». Grâce à ces libéralités et à ces protections, le domaine des abbayes s'étend chaque jour; celle des Echarlis possède des propriétés à Vaumorin; celle de Pontigny à Chailley, Bœurs et Rigny; celle de Vauluisant à Foissy, Cérilly, Bérulles, Armentières; enfin, celle de Dilo en possède presque partout: à Bussy, Paroy, Bellechaume, Bligny, Eaux-Puiseaux, Vaudeurs, Bérulles, Chenegy, Vaujuraines, Villemaur, Vareilles et Vaumort. Les Templiers, de leur côté, élargissent peu à peu leurs domaines autour de Coulours.

Ce grand travail de défrichement fondait la vie agricole du Pays d'Othe. Il lui donnait des cadres qu'elle a toujours conservés; de nos jours encore, les grandes clairières que présente la forêt et dans chacune desquelles est bâti un village: Dilo, Vaudeurs, Coulours, Cérilly, Bœurs, corres-

(1) *Cartulaire général de l'Yonne*, tome II, p. 499, charte n° 489.

(2) *Cartulaire général de l'Yonne*, tome I, p. 341, charte n° 202.

pondent aux anciens établissements monastiques. Au xiv^e siècle, la plus grande partie de la besogne était faite; presque tous les noms des villages actuels apparaissent dans les chartes de cette époque. Le moyen âge laissait donc une forêt défrichée et peuplée de villages : loin d'être une époque de stagnation économique, il avait été une ère de progrès.

§ 3. — Alternatives de défrichement et de reboisement

Depuis lors, la lutte entre la forêt et le champ a été plus égale; leur situation respective ne semble pas avoir beaucoup changé, car les succès n'ont pas toujours été du même côté. Si le défrichement n'a d'autre limite matérielle que la disparition de la forêt, il rencontre des limites économiques dont l'action, pour être moins brutale, ne s'en révèle par moins impérieuse. Lorsque la zone défrichée s'est élargie autour du village et qu'on en vient à mettre en valeur des terres très éloignées, les allées et venues font perdre un tel temps que tout bénéfice disparaît. Il faut alors ou bien abandonner le champ à la forêt, qui a tôt fait de le réoccuper, ou bien y installer sa maison. Mais le moindre établissement humain exige de l'eau, et nous avons vu que, sur le plateau, on ne peut s'en procurer qu'à l'aide de puits profonds, d'où l'impuissance de l'initiative individuelle et la nécessité d'un effort collectif; c'étaient là des conditions bien défavorables à l'extension du défrichement et des cultures. Aussi, suivant que les conditions économiques générales agissent dans le même sens ou en sens contraire, on voit des périodes de reboisement succéder à des périodes d'essartement.

La seconde moitié du xviii^e siècle semble avoir été mar-

quée par une avancée de la forêt; c'est, du moins, ce qu'on est amené à penser quand, de la misère de la classe paysanne et du dépeuplement qui, comme nous le verrons, s'en suivait, on rapproche les indications données par certains cahiers de doléances. La paroisse de Nogent-en-Othe signale que quatre-vingts arpents ont été replantés en 1787 (1); Vaumort se plaint des reboisements opérés à l'instigation du seigneur (2), et Saint-Benoit-sur-Vanne demande « qu'il soit défendu aux seigneurs de planter en bois leurs terres labourables, bois qui, en grandissant, ruinent les terres voisines par l'ombrage qu'ils causent et par les accrues autour de ces bois dont les seigneurs s'emparent au préjudice des particuliers et empêchent le pâturage des bestiaux (3) ».

Le mouvement inverse se produisit dans la première moitié du xix^e siècle. Ce fut une ère de prospérité agricole et de fort peuplement. Une main-d'œuvre abondante offrait ses bras, en même temps qu'elle accroissait la consommation des produits alimentaires. Il fallait augmenter l'étendue des terres labourables; dans le canton de Cerisiers, Verrollot d'Ambly constate, en 1838, qu'on « ne plante plus, et peu s'en faut qu'on ne défriche les jeunes boulinières pour les remplacer par la luzerne (4) ». D'autres cantons se montrèrent moins timides; le défrichement

(1) *Cahiers de doléances du Bailliage de Troyes*; Cahier de Nogent, tome II, p. 379.

(2) *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*, Vaumort, p. 392.

(3) *Cahiers de doléances du Bailliage de Troyes*, Saint-Benoit, tome II, p. 507.

(4) Agriculture des cantons de Brienon et de Cerisiers. — *Annuaire de l'Yonne*, 1838, p. 203.

y reprit, et sans qu'il soit possible de le chiffrer il fut particulièrement actif à Bucey, Neuville, Rigny-le-Ferron et Coulours (1).

Mais la fin du siècle tomba sur des campagnes inquiètes, appauvries par une grave crise agricole, abandonnées de ses habitants. Les travailleurs deviennent rares. On a tendance à ne plus cultiver les terres trop pauvres ou trop éloignées de la ferme. On les reboise. Le canton d'Aix-en-Othe qui, en 1859, comptait 7.393 hectares (2) de bois, en comprend aujourd'hui environ 700 hectares en plus, soit 8.084 (3). De toutes parts, à l'heure actuelle, on signale des reboisements : à Bellechaume, Maraye, Chennegy, Villemoiron, Neuville, Rigny, Vareilles, Villechien, Villevallier (4). Ce sont les pentes crayeuses qui, les premières, sont abandonnées à la forêt ; elles sont, pour la plupart, plantées en conifères. Sans doute, ce mouvement ne s'est pas encore traduit par de grands reboisements, mais ses causes, qui nous apparaîtront plus loin en détail, sont trop profondes pour qu'il soit éphémère : il se continuera (5).

(1) Renseignements donnés par les instituteurs.

(2) Monchaussé (8), p. 55.

(3) Statistique agricole annuelle de 1920.

(4) Renseignements donnés par les instituteurs.

(5) Voir plus loin, p. 59 et 60, la concurrence possible du mouton.

CHAPITRE V

LES SPÉCULATIONS RURALES

§ 1^{er}. — Les Céréales

Il n'empêchera pas toutefois la région de rester un pays agricole, pour lequel la culture constitue la principale source de revenus : céréales, prairies artificielles, pommiers à cidre, voilà de quoi faire vivre un pays.

Les céréales forment la production dominante; à elles seules, elles occupent près de la moitié de la superficie des terres labourables; cette proportion se retrouve aussi bien dans les communes du centre de la forêt (1) que dans les communes de la vallée de la Vanne et de ses abords (2).

Le défrichement avait permis la culture de ces plantes, dont le grain faisait tant défaut, et nous avons vu que les chartes du ^{xii}e siècle mentionnent des champs de froment, de seigle, d'orge et d'avoine. Toutes les céréales cultivées de nos jours l'étaient donc au moyen âge. Mais la proportion relative de ces différentes plantes différerait fort de celle qui prévaut aujourd'hui; les céréales pauvres,

(1) Arces, 465 hectares sur 1.020; Dixmont, 1.020 sur 2.105; Saint-Mards, 715 sur 1.734.

(2) Fontvannes, 451 hectares sur 907; Saint-Benoît, 460 sur 1.041; Rigny, 637 sur 1.160.

en particulier le seigle, occupaient la première place; tandis que le blé était récolté en quantité infime.

Cette situation persista longtemps, et les statistiques agricoles du *xviii^e* siècle permettent de nous en faire une idée précise. Vers la fin de ce siècle, à Malay-le-Petit (1) et à Vareilles (2), un dixième des terres labourables seulement est emblavé en froment; à Villeneuve-l'Archevêque, un cinquième produit du froment, deux cinquièmes donnent du seigle, les deux cinquièmes restant donnent du sarrasin ou du seigle ou sont laissés en triches (3); à Rigny-le-Ferron, le seigle occupe les sept huitièmes; l'autre huitième donne du sarrasin ou du froment (4).

Mais le *xix^e* siècle vit s'accomplir une révolution agricole: le froment (5) l'emporta sur le seigle, grâce au concours que lui apportèrent les prairies artificielles. L'introduction de la luzerne, du trèfle et du sainfoin amena rapidement une amélioration sensible. Un gros propriétaire de la région, Verrollot d'Ambly écrivait, en 1838: « La propagation de la luzerne a considérablement diminué déjà la proportion des seigles. Autrefois, le froment était presque inconnu; aujourd'hui, il couvre près de la moitié de la sole des céréales d'hiver et s'étend chaque

(1) *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*. Voir notice relative à Malay-le-Petit, p. 381.

(2) *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*. Notice relative à Vareilles, p. 429.

(3) *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*. Voir notice relative à Villeneuve-l'Archevêque, p. 499.

(4) *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*. Voir notice relative à Rigny-le-Ferron, p. 322.

(5) C'est le seul nom usité dans le pays; on n'y parle jamais de « blé ».

jour (1)». Il signalait qu'à Coulours la moitié des seigles avait été remplacée par du froment et qu'à Vaudeurs on semait un quart de froment et trois quarts de seigle. Vingt ans plus tard, le progrès s'était encore accentué; en 1859, le froment occupait le tiers de la superficie consacrée aux céréales (2). Il en occupe aujourd'hui près de la moitié; si on lui assigne un coefficient de 20, il faudra donner 17 à l'avoine, 3 au seigle et 5 à l'orge.

Comment ces différentes cultures, dont nous venons de retracer rapidement l'histoire, sont-elles assurées actuellement? Le pays a-t-il, au point de vue des méthodes, des engrais et des machines agricoles, réalisé les progrès que l'on retrouve ailleurs?

L'assolement triennal est seul usité : la première année, on sème blé ou seigle; la seconde, orge ou avoine; la troisième année est réservée aux plantes : racines, prairies artificielles et cultures diverses. Pendant longtemps, la terre restait en repos la troisième année. Mais, dès 1860, la jachère nue commençait à diminuer pour faire place à la jachère verte. Elle existe encore à l'heure actuelle, mais on ne la fait ordinairement revenir que tous les cinq ans, ce qui donne la rotation suivante : blé ou seigle, orge ou avoine, plantes racines ou prairies artificielles; blé ou seigle, orge ou avoine, jachère nue. On a souvent recommandé la pratique de l'assolement quadriennal (plantes racines, blé ou seigle, trèfle, avoine ou orge), mais les cultivateurs la repoussent, arguant que le trèfle

(1) Agriculture des cantons de Brienon et de Cerisiers. — *Annuaire de l'Yonne*, 1838, p. 203.

(2) Monchaussé (8), p. 66.

demande des sols riches en potasse et ne peut pas revenir tous les quatre ans dans un sol qui en manque, comme celui du Pays d'Othe (1).

Le remède a bien été trouvé; c'est l'emploi intensif des engrais. Malheureusement, dans ce domaine, le pays est très en retard, et ce retard ne laisse pas de lui être préjudiciable. Là où l'argile a été entraînée sur les pentes et s'est mélangée à la craie, il s'est formé d'excellentes terres. Mais le sol du plateau, constitué uniquement d'argile à silex, est pauvre en chaux et magnésie. D'où nécessité des apports de marne et d'engrais commerciaux. L'emploi des amendements calcaires s'est généralisé depuis 1870; en général, le cultivateur ne pratique pas assez le marnage et ignore trop que chaque chaulage doit être accompagné d'une fumure complète, sinon « la chaux enrichit le père et ruine le fils (2) ». L'emploi des engrais chimiques, de son côté, ne se développe que très lentement; l'éloignement des voies ferrées est peut-être un obstacle, mais le manque de connaissances techniques chez le cultivateur est la principale cause de cette infériorité; les grandes fermes du nord du pays en ont été les initiatrices, les syndicats agricoles multiplient les efforts pour en démontrer les bienfaits et en assurer la fourniture à des prix inférieurs à ceux du commerce; mais ils sont peu nombreux et peu puissants. Sans doute, actuellement, leur emploi ne rencontre plus guère de sceptiques, mais il se heurte encore à bien des indifférents; on ne sème guère, et encore

(1) *Revue agricole du Comice départemental de l'Aube*, 5 septembre 1902, n° 35.

(2) Statistique agricole de 1892 : Yonne.

en petites quantités, que des superphosphates minéraux et du nitrate de soude. L'engrais principal reste donc toujours le fumier de ferme; or, là aussi, le pays est bien en retard.

Le fumier est rarement bien fabriqué; dans les étables, les urines sont en grande partie perdues, absorbées par le sous-sol; le peu de purin produit n'est pas recueilli dans une fosse; dans les journées de pluie, il coule dans les rues du village et va s'accumuler dans la mare communale; le fumier, souvent éparpillé, jamais arrosé, se dessèche. Le pavage des étables, l'établissement de fosses à fumier et à purin augmenteraient sensiblement la valeur de l'engrais de ferme. Mais la population est bien difficile à convaincre, et si des progrès ont été réalisés, il en reste encore bien davantage à faire.

Toutefois, il semble que déjà on soit arrivé à améliorer la qualité des terres, du moins celle des plus mauvaises; alors que le prix des terres a baissé considérablement dans la deuxième moitié du xix^e siècle par suite de la dépopulation; que, dans le canton d'Aix-en-Othe, les meilleures terres sont tombées de 2.200 à 800 francs l'hectare, les terres de la dernière catégorie ont haussé de valeur et sont passées de 400 à 600 francs (1), ce qui tend à prouver une augmentation dans leur rendement (2).

Cependant, le pays s'est montré moins timide dans l'uti-

(1) Ces chiffres se rapportent à 1860 et à 1911; et sont empruntés pour la première époque à Monchaussé (8), p. 96, et pour la deuxième aux archives de la direction des Contributions directes, à Troyes.

(2) Pour les variations du prix des terres, voir plus loin chap. VI: « Le Champ » (§ 4: le prix de la terre).

lisation des machines agricoles, malgré les obstacles réels qu'elles rencontraient. Sans doute, la charrue à avant-train est la plus communément employée, les brabants sont rares, les scarificateurs encore plus; les semoirs sont peu répandus, et l'on préfère encore semer à la main. Mais le progrès est en marche : tous les instruments utilisés sont bien conçus et bien construits, ce qui est d'ailleurs nécessaire pour résister aux silex; le brâbant tend à se répandre et, dans les grandes exploitations, les tracteurs automobiles et les charrues polysocs ont fait leur apparition. Pour la moisson, tous les instruments agricoles sont déjà employés : faucheuses, moissonneuses simples et moissonneuses-lieuses, râteliers à cheval, faneuses. Certes, toutes les exploitations n'en sont pas encore pourvues, mais ils ont pénétré dans les hameaux les plus reculés; là encore, le progrès remonte du nord au sud et est parti des fermes de la vallée de la Vanne. Il paraît étonnant au premier abord, quand on songe aux difficultés qui se présentaient : pentes très rapides, morcellement, présence des pommiers à cidre. Les fermes du nord, avec leur territoire d'un seul tenant et sans arbres, avec leurs pentes adoucies par l'érosion, ne connaissaient pas ces obstacles, et si les autres cultivateurs ont fait effort pour les surmonter, c'est par manque d'ouvriers; il est à remarquer, en effet, que les machines qui épargnent de la main-d'œuvre, comme les faucheuses, se répandent, tandis que celles comme les semoirs, qui n'en épargnent pas, sont négligées. De même, le battage se fait actuellement dans les meilleures conditions : des entrepreneurs, possédant des machines mues par la vapeur, l'assurent dans toutes les moyennes exploitations; les grandes possèdent chacune leur manège

ou leur « tripoteuse » et battent, lentement, au cours de l'hiver, avec leur seul personnel.

Telles sont les conditions générales de l'agriculture dans le Pays d'Othe. De particularités, elle en offre peu. Les semailles sont faites dans la première moitié de septembre pour le seigle, dans la première moitié d'octobre pour le froment; il se fait très peu de blé de printemps, car les chaleurs de juillet sont trop intenses pour que la maturité puisse se faire dans de bonnes conditions. Le blé présente ordinairement de nombreuses variétés : blé rouge de Bordeaux, blé de Noé, blé de Saumur, Dattel, Bon Fermier, Japhet, blé barbu de Champagne. Les semences sont rarement achetées dans le commerce; le cultivateur les prend dans son grenier, sans même avoir pratiqué de choix, et se contente de les renouveler de temps à autre, chez le voisin ou chez le marchand. Le froment est ordinairement passé au sulfate de cuivre, afin d'échapper à la carie. La moisson commence pour les seigles vers le 10 juillet, pour les blés à la fin du mois; elle se fait ordinairement huit jours plus tôt dans le pays qui s'étend entre le pied de la falaise et l'Armançon. Quand elle ne se fait pas à la machine, elle se fait à la faux; les blés et les seigles sont liés et mis en « moyettes », l'avoine est rarement liée, l'orge plus rarement encore. Les récoltes sont rentrées dans des charrettes à deux roues et sont presque toutes mises à couvert dans les granges ou les hangars; seules, les grandes exploitations font des meules. Le grain est conservé sur le plancher du grenier jusqu'au moment de la vente, que le cultivateur recule ordinairement assez loin dans l'année.

Quels sont les résultats d'une telle culture? Moyens,

dans l'ensemble. Le manque d'engrais chimiques entraîne des rendements qui varient entre dix et quinze quintaux à l'hectare. Ces chiffres représentent un progrès sensible sur le passé, car, dans la première moitié du xix^e siècle, ils dépassaient rarement cinq à six quintaux à l'hectare (1). Les produits sont de bonne qualité. Le blé de la région Fontvannes-Estissac est le meilleur du département; son rendement est de 64 %; sa farine est excellente, facile à travailler, se développant bien et donnant une belle couleur au pain.

Le grain est, la plupart du temps, vendu directement aux meuniers. Ces meuniers ont vu leur nombre diminuer chaque jour; la baisse du niveau des eaux a fait fermer les petits moulins qui s'étaient multipliés le long des affluents de la Vanne (2); aujourd'hui, ils se sont réfugiés sur cette dernière rivière et, là encore, les petites entreprises disparaissent et seuls subsistent les établissements à l'outillage moderne, comme ceux de Villeneuve-l'Archevêque. Ces industriels sont, en même temps, courtiers, et revendent ce qu'ils n'ont pu transformer. Les négociants, et surtout les commissionnaires, sont rares. Les marchés sont : Troyes, Estissac, Villeneuve-l'Archevêque, Sens, Villeneuve-sur-Yonne, Brienon, Saint-Florentin. Ils expédient surtout sur Paris et sur l'Est.

Il en est de même pour le seigle et pour l'orge, qui sont récoltés en faible quantité, puisque la surface ensemencée

(1) Verrollet d'Ambly : Agriculture des cantons de Brienon et de Cerisiers. *Annuaire de l'Yonne*, 1838, p. 203.

(2) Des deux moulins, par exemple, que Rigny-le-Ferron possédait encore en 1860, il ne reste plus que des ruines.

est souvent insignifiante. Ils sont, d'ailleurs, consommés en partie à la ferme pour l'engraissement des bestiaux, vaches et porcs.

L'avoine se trouve sur tous les marchés de la région, mais le récoltant n'en vend qu'une faible partie et consacre tout le reste à l'alimentation de ses chevaux et de sa volaille.

La paille, également, n'est pas vendue au dehors.

La culture des céréales n'est donc pas une culture intensive, spécialisée, donnant un gros rendement, alimentant un important commerce d'exportation. Elle ne peut donc suffire à faire vivre les habitants; ceux-ci doivent se tourner d'un autre côté pour trouver un supplément de ressources. C'est le bétail qui leur fournit ce supplément, et il suppose naturellement au préalable l'existence des prairies.

§ 2. — Les Prairies

L'ensemble des prairies couvre de un quart à un tiers de la superficie des terres labourables; la proportion est évidemment moins forte dans les communes de l'intérieur du pays que dans celles de la vallée de la Vanne, où les prés s'ajoutent aux sainfoins et aux luzernes.

Les prairies naturelles. — Des prairies naturelles se trouvent cependant dans tout le pays. Elles occupent, en effet, le fond de presque toutes les vallées et remontent ainsi très haut. C'est une surprise que d'en rencontrer jusque sur le sommet du plateau, d'en voir 25 hectares près d'Arces, 30 hectares près de Vaudeurs, et de voir une mince bande de prés s'allonger avec ses rangées de

peupliers jusqu'à Laperrière (au sud de Bercenay), entre deux versants crayeux et incultes. Les prés qu'arrosent ainsi les affluents de la Vanne sont étroitement localisés au fond de la vallée, qui présente seule les conditions naturelles nécessaires à leur entretien; leur étendue n'a pas varié au cours des âges, elle semble n'avoir pas diminué (1), et elle n'est susceptible d'aucune extension; c'est là leur grand défaut, qu'aggrave leur exiguité dont les deux chiffres cités plus haut donnent une idée. Ils le rachètent un peu par leur excellente qualité; bien entretenus, ils donnent un très bon foin que l'on fauche au milieu de juillet et fournissent, pour l'arrière-saison, un bon pâturage.

Il n'en est pas de même des prés de la vallée de la Vanne; sans doute, ils présentent plus d'étendue : Estissac, Neuville, Saint-Benoit, Vulaines en possèdent chacun plus d'une centaines d'hectares. Mais ces « prés bâtards » reposent sur un sol marécageux et parfois tourbeux, qui ne porte guère qu'une végétation de laïche, de carex, de roseaux; les hauts peupliers n'y poussent pas et sont remplacés par des touffes « d'aunelles » ou des saules en têtard. La plupart du temps, le foin ne peut être consommé par les bêtes et doit être utilisé comme litière; d'ailleurs ces « pâtures », comme on les appelle dans le pays, sont souvent inondées; la fauchaison en est rendue difficile, parfois même impossible, et il faut alors attendre les gelées de l'hiver pour pouvoir

(1) Les 180 arpents de prés signalés à Rigny-le-Ferron en 1789 (*Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*, p. 322), correspondent sensiblement aux 76 hectares qu'indique la Statistique agricole de 1920.

s'y aventurer et aller y récolter le foin. L'eau est donc ici le grand ennemi qu'il faut repousser. Aucune amélioration de ces terres n'est possible, si on ne procède, au préalable, à leur assèchement. Aussi, la mise en valeur de ces pâtures, qui créerait dans la vallée de la Vanne près de 2.000 hectares (1) de prairies et qui modifierait complètement l'économie rurale de cette vallée, est un rêve maintes fois caressé, abandonné, puis repris et de nouveau abandonné. Il revêtit une forme précise vers le milieu du xix^e siècle : une compagnie privée s'efforça d'acquérir le droit d'extraire la tourbe, s'engageant à pousser les travaux jusqu'à assèchement des terres; mais l'administration voulut éviter l'intervention d'une compagnie et demanda aux intéressés de se grouper en syndicat; l'affaire en resta là. On en reparla quelques années avant la guerre, mais les événements empêchèrent les plans de se préciser et de se réaliser. Les gens du pays montrent d'ailleurs la plus parfaite indifférence pour ces projets, et il ne semble pas qu'il faille attendre beaucoup de leur initiative.

Le travail à entreprendre ne serait pourtant pas des plus considérables, du moins si l'on se range à l'avis de l'Office agricole du département de l'Aube qui, dans son *Programme d'action* (2), écrivait en 1920 : « La transformation en prairies de ces terres basses, marécageuses ou tourbeuses, mais riches en réserves organiques, ne demanderait souvent qu'une entente des intéressés pour l'abaissement du plan d'eau par le redressement du cours des

(1) Chiffre donné par Belgrand. *La Seine* : études hydrologiques p. 230.

(2) *Programme d'action*, p. 28.

rivières, l'assainissement à l'aide de fossés, puis l'amélioration du fonds par le pâturage et l'apport de scories de déphosphoration et de kaïnite. Les dépenses seraient, de ce chef, peu élevées par hectare et, d'après les exemples de travaux analogues déjà exécutés, il est permis d'affirmer que les capitaux engagés dans ces entreprises rapporteraient de jolis bénéfices».

Il semble légitime d'être moins optimiste et de penser que bien des difficultés se rencontreraient au cours des travaux. En effet, ce n'est pas le manque de pente qui rend la vallée marécageuse; le courant de la rivière est, au contraire, rapide. Mais, comme nous l'avons vu plus haut (1), le niveau d'eau qui s'est établi dans le massif crayeux du Pays d'Othe affleure au nord, dans le fond de la vallée de la Vanne (2), et c'est cette coïncidence qui cause tout le mal. Le problème n'est donc pas d'abaisser un plan d'eau local, mais d'abaisser le plan d'eau de tout le Pays d'Othe. C'est peut-être le moment de se rappeler qu'il vaut mieux avoir le sol pour allié que pour adversaire, et qu'il faut faire de « l'argent avec l'agriculture, et non pas de l'agriculture avec de l'argent (3) ».

(1) Voir plus haut, chap. II : Le Climat et le Régime des Eaux, p. 19.

(2) Chantriot : *La Champagne*, p. 212; Belgrand : *La Seine* : études hydrologiques, p. 96 et suivantes (sources des terrains perméables). Dans le fond de la vallée de la Vanne débouchent ainsi un grand nombre de sources, visibles ou cachées, dont le débit total se trouve être considérable: d'après Belgrand, la Vanne débite près de sa source 1 m. 10 à la seconde, et, à Malay-le-Petit, 5 mètres cubes. Or, le débit de ses affluents entre ces deux points ne dépasse guère 1 mètre cube; elle est donc beaucoup plus alimentée par les sources qui jaillissent dans son fond que par les eaux courantes.

(3) Un exemple de ce qui pourrait être fait en ce sens est donné

Quoiqu'il en soit de cette question, elle n'est pas encore à la veille d'être résolue, puisqu'aucun projet n'a été arrêté, et, pour le moment, les prairies naturelles sont nettement insuffisantes. Le besoin s'en fait tellement sentir que les gens de Saint-Mards possèdent des prés en Champagne humide, à plus de 20 kilomètres de distance, aux environs d'Auxon. Le foin est fané par les gens du pays; quand il est bon à enlever, ils avertissent par télégramme les propriétaires de Saint-Mards, qui partent avec leurs voitures avant le lever du soleil, chargent le foin dans la journée et rentrent tard dans la nuit. De tels remèdes sont peu pratiques. Peut-être trouverait-on le salut dans une suggestion de l'Office agricole qui recommande « d'augmenter les surfaces consacrées aux prairies permanentes, partout où la couche d'argile recouvrant la craie est suffisamment épaisse pour donner des terres un peu fraîches(1) ». Un tel effort mérite d'autant plus d'être tenté qu'un propriétaire de Villechétive a fort bien réussi à entretenir, sur le plateau, les prés nécessaires au haras qu'il y avait installé.

Prairies artificielles. — En attendant, les prairies artificielles sont appelées à jouer un grand rôle pour suppléer à l'insuffisance des prairies naturelles, et, de fait, elles se sont largement développées.

Elles sont apparues dès le ^{xviii}e siècle dans le sud, à

par un habitant de Saint-Benoit, qui a procédé à l'établissement d'une cressonnière (en 1920, elle a donné 100 quintaux de cresson; la plus grande partie des produits est exportée sur Troyes). On trouve également, près de Vulaines, des viviers abandonnés, qui sont une indication intéressante.

(1) *Programme d'action*, p. 25.

Venisy; elles y ont été introduites par des gens du pays qui allaient chaque année faire du charbon de bois en Brie et, de là, le transportaient à Paris ou dans les environs; cette entreprise occupait de nombreux chevaux, qu'ils ramenaient passer l'hiver à Venisy; ils avaient besoin d'une grosse quantité de fourrages, alors que le pays possédait peu de prés; ils furent ainsi amenés à imiter ce qu'ils voyaient faire en Brie et semèrent des prairies artificielles : « Les plus forts en ce genre de commerce sont les nommés Fourey, de Vigny et des Fourneaux. Ils ont tout l'été, en Brie, depuis 18 jusqu'à 24 chevaux, et font de grosses entreprises... C'est dans la Brie, et en faisant leur commerce, qu'ils ont pris des connaissances économiques et le désir de les mettre en pratique dans leur pays... Ils ont donné l'exemple d'ensemencer une prairie de jachère en plantes propres à fournir aux bestiaux la nourriture fraîche en hiver, ou à engraisser la terre en les enfouissant, et ils se livrent, tous les ans, avec le plus grand zèle, à faire de nouvelles expériences pour l'amélioration de l'agriculture. Nombre de ces expériences réussissent, et quelques-unes sont déjà imitées par leurs voisins. Ce germe peut produire de grands biens (1) ».

Au *xix^e* siècle, trèfle, luzerne et sainfoin se répandirent dans le pays. Sans doute, en 1838, des plaintes s'élèvent encore contre leur peu d'extension et les mauvaises méthodes qui président à leur culture : on les sème trop clair, on les coupe trop tard, on les laisse trop vieillir (jusqu'à

(1) *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*. Voir notice relative à Venizy, p. 452.

sept et huit ans), de sorte qu'elles ne donnent généralement qu'une seule coupe et de faibles rendements; sans doute, on se plaint que la luzerne nuise aux pommiers à cidre et l'on hésite à tarir une des plus belles sources de richesses du pays; il n'en reste pas moins que leur culture s'étend, entraînant avec elle deux progrès considérables. « On ne plante plus, et peu s'en faut qu'on ne défriche les jeunes boulinières pour les remplacer par de la luzerne » (la propagation de cette plante précieuse a considérablement diminué la proportion des seigles; autrefois, le froment était presque inconnu; aujourd'hui, il couvre près de la moitié de la sole des céréales d'hiver et s'étend chaque jour) [1]. En 1860, le canton d'Aix-en-Othe comptait, en prairies artificielles, le cinquième de la superficie des terres labourables (2); la proportion, depuis, est restée sensiblement la même.

On cultive trèfle, luzerne et sainfoin. Le trèfle est peu exigeant, mais il donne un fourrage de mauvaise qualité, aussi en sème-t-on le moins possible (3). Par contre, la luzerne et surtout le sainfoin, qui donnent un excellent fourrage, sont cultivés avec soin; la luzerne se rencontre dans les terres fortes du plateau; le sainfoin, qui « pousse gaiement en terre maigre », est réservé pour les pentes crayeuses des vallées, qui sont rebelles à la plupart des cultures et où son aptitude à s'accommoder des terres

(1) Verrollot d'Ambly: Agriculture des cantons de Brienon et de Cerisiers, 1838. *Annuaire de l'Yonne*, p. 203.

(2) Monchaussé (8), p. 77.

(3) Dans le canton d'Aix-en-Othe, en 1920 : 341 hectares de trèfle, 479 de luzerne, 766 de sainfoin.

calcaires le rend précieux. On en fait deux coupes, l'une au milieu de juin, l'autre au commencement de septembre; à la fin de ce dernier mois, on y mène les bêtes pour les faire paître.

A ces ressources, il faut ajouter celles que donnent les fourrages annuels: vesce, parfois mélangée de seigle, lupuline, trèfle incarnat; leur étendue atteint 218 hecàres dans le canton d'Aix-en-Othe. Enfin, il ne faut pas oublier les betteraves fourragères; introduites dans le pays peu après 1850, elles ne couvraient, en 1859, que 25 hectares dans le canton d'Aix-en-Othe; elles en couvrent aujourd'hui 322 dans ce canton et 312 dans celui d'Estissac; mises en silo aussitôt après la récolte, elles sont consommées pendant l'hiver.

§ 3. — Le Bétail

Le pays a donc les ressources nécessaires pour nourrir un cheptel varié: bêtes à cornes, moutons, chevaux.

Bêtes à cornes. — Le Pays d'Othe fut longtemps pauvre en bêtes à cornes. La mauvaise qualité des « pâtures » dans la vallée de la Vanne, la faible étendue des prés dans les vallées intérieures l'expliquent suffisamment. Une des plus grandes ressources était fournie par l'herbe des sous-bois; quand elle venait à manquer, c'était un désastre pour les paysans; témoin le cahier de la paroisse de Dixmont, qui demande la permission « d'envoyer paître les bestiaux dans les bois, tant des seigneurs que des particuliers, qui auront atteint l'âge de sept ans, âge où ils ne sont point dans le cas d'éprouver des dégâts. Cette permission serait de la plus grande utilité, particulièrement

pour cette paroisse, qui ne peut entretenir autant de bestiaux qu'exige l'étendue de son terrain qui n'est amenable qu'à force d'engrais, à quoi ils ne peuvent parvenir que par un grand nombre de bestiaux (1)». Des mesures administratives avaient encore aggravé la situation à la fin du xviii^e siècle : le droit de parcours avait été supprimé, en 1769, pour la province de Champagne; le droit de vaine pâture avait subi de nombreuses restrictions de la part de la maîtrise des Eaux et Forêts de Troyes.

L'introduction des prairies artificielles apporta le salut, en fournissant le fourrage qui manquait. Le nombre des bovins s'accrut rapidement; de 1789 à 1860, il est passé à Vulaines de 80 (2) à 130 (3), à Aix de 300 (4) à 837 (5).

Malheureusement, cette prospérité ne dura pas. On ne compte plus aujourd'hui que 15 à 20 vaches (6) par 100 hectares de terres labourables, ce qui est peu. En 1859, le canton d'Aix-en-Othe renfermait 3.196 bêtes à cornes; en 1920, il en renferme 1.952. Cette diminution est chose grave, tant par elle-même que par ses conséquences; il est produit moins de viande et moins de lait, ce qui cause un manque à gagner fort appréciable; il est fabriqué

(1) *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*. Cahier de Dixmont, p. 190.

(2) *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*. Voir notice relative à Vulaines, p. 525.

(3) Monchaussé (8), p. 185.

(4) *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*. Voir notice relative à Aix, p. 96.

(5) Monchaussé (8), p. 109.

(6) Il n'existe pour ainsi dire pas de bœufs; on n'en trouve que quelques-uns dans la région sud-ouest du pays, où ils sont employés au transport des bois.

moins de fumier, ce qui entraîne un moindre rendement des céréales ou une augmentation de leur prix de revient, par suite de l'achat d'engrais commerciaux de remplacement. Et ce qui rend le mal encore plus inquiétant, c'est la profondeur de ses racines. L'action passagère de la guerre s'est peut-être fait sentir ici, mais la disparition progressive et, comme nous le verrons (1), irrémédiable des petites exploitations y joue le plus grand rôle : avec très peu de terres et beaucoup de travail ingénieux, elles nourrissaient chacune deux ou trois vaches, et comme elles étaient très nombreuses, la réunion de ces infimes troupeaux donnait un total respectable ; lorsque ces petits propriétaires durent vendre leurs champs aux moyens propriétaires, ceux-ci n'augmentèrent pas leur bétail en même temps que leurs terres. Pourquoi ? Parce que, et c'est la seconde cause de la décadence actuelle, les agriculteurs portent toute leur attention sur la culture des céréales et les chevaux qui en sont les instruments immédiats, et n'accordent à leur cheptel qu'une importance secondaire. Cette attitude est en partie justifiée par le peu de profit tiré ordinairement de l'étable, et cette médiocrité des bénéfices tient essentiellement au caractère primitif que présente encore, dans le Pays d'Othe, « l'industrie de la vache ».

Il n'existe pas de race spéciale. Les races étrangères y progressent plus ou moins vite au hasard des achats et se pénètrent par voie de croisements indéfinis. Cependant, alors que les races suisse et montbéliarde se rencontrent

(1) Voir plus loin, chap. VI : « Le Champ » (§§ 2 et 3).

peu souvent, la race normande se rencontre communément et, grâce à ses nombreux bâtards, constitue la majorité. Elle se trouve, dans le Pays d'Othe; à la limite orientale de son aire d'extension géographique (1), et paraît y avoir été introduite à une date relativement récente puisque, en 1860, la race dominante était celle du Morvan (2). L'innovation était peu rationnelle, les bêtes ne retrouvant, dans le Pays d'Othe, aucune des conditions naturelles de la Normandie; aussi, elle n'amène que de mauvais résultats; la production en lait diminue très vite chez les sujets importés, qui ne donnent bientôt que dix à douze litres par jour, ce qui est un maximum rarement atteint; la dégénérescence se manifeste rapidement chez leurs descendants. Les races tachetées des Alpes et du Jura conviendraient mieux au pays, mais aucun effort n'est tenté pour remédier aux conséquences de ce contresens.

Ces résultats fâcheux se perpétuent d'autant mieux qu'on ne pratique aucun élevage dans le pays même. Les vaches sont achetées au dehors, au lieu d'origine, par l'intermédiaire de marchands installés dans le Pays d'Othe; l'acclimatation est donc à refaire pour chaque sujet. Parfois, sans doute, on renouvelle son étable à l'aide de bêtes qu'on élève soi-même; mais aucun soin n'est apporté à la reproduction (3); aucune sélection n'est opérée.

Rien de plus différent, en outre, que le mode de vie des vaches restées en Normandie et celui des vaches impor-

(1) *Enquête sur l'Industrie laitière*, 1903, p. 102.

(2) Monchaussé (8), p. 88.

(3) Seules les grandes exploitations possèdent un taureau.

tées au Pays d'Othe. Ces dernières, en effet, sont nourries à l'étable la plus grande partie de l'année; l'hiver, on leur donne foin, fourrage, paille, auxquels on ajoute des betteraves et de la menue paille; l'été, elles reçoivent en plus un peu de fourrage vert; mais on ne les mène aux champs qu'à la fin de septembre, après les regains; elles n'y restent que quelques heures par jour et, dès la fin de novembre, elles sont de nouveau enfermées dans les étables mal entretenues et peu aérées, d'où elles ne sortent que quelques minutes chaque jour pour aller boire à la mare ou à l'auge du puits.

Ce sont là des méthodes bien peu favorables à de bons rendements.

Le parti qu'on peut tirer de ce bétail n'a pas également été l'objet de recherches suivies et bien conduites; aucune spécialisation n'est intervenue, et l'on produit indifféremment viande, lait et beurre. Les quatre cinquièmes des veaux sont vendus à la boucherie, à l'âge de trois ou quatre mois; nourris exclusivement au lait (ce qui nécessite le lait de plusieurs vaches), ils donnent ce qu'on appelle les veaux blancs. La consommation locale ne suffit pas à en absorber la production; ils sont vendus à des bouchers ou à des négociants, qui en expédient la plus grande part sur Paris par wagons complets. Par contre, le pays n'expédie pas de bétail adulte; on n'engraisse que les vaches qui ne donnent plus suffisamment de lait, et encore, cet engraissement est modéré et n'amène ordinairement les bêtes qu'à l'état dit « en chair »; elles sont abattues et mangées dans le pays.

Le lait, également, fut pendant longtemps absorbé par la consommation locale, qu'accroissait encore la présence

des centres bonnetiers (1). Depuis une vingtaine d'années, il est partiellement exporté sur Paris; des laiteries sont installées dans la vallée de la Vanne, à Malay-le-Grand, à Vulaines, à Estissac, à Fontvannes; dans la vallée de l'Yonne, à Villeneuve-sur-Yonne, parfois même à l'intérieur du Pays d'Othe, à Chennegy, à Villemoiron. Elles vont elles-mêmes chercher le lait chez le cultivateur, et leur rayon d'achat atteint parfois 15 kilomètres; elles ne se préoccupent d'ailleurs nullement de la façon dont leurs fournisseurs nourrissent les vaches et ne fixent aucun délai entre le vêlage et la livraison du lait. Celles qui sont situées sur la voie ferrée expédient ordinairement le lait sur Paris, après l'avoir « pasteurisé »; toutefois, et suivant les années, elles en conservent une partie pour fabriquer beurre et fromage; celles de l'intérieur du pays se consacrent entièrement à cette fabrication. A la ferme, on produit également beurre et fromage maigre, mais uniquement pour la consommation locale; les instruments modernes y sont d'ailleurs à peu près inconnus et les écrémeuses centrifuges, par exemple, y sont bien rares.

L'industrie laitière est donc dans l'enfance, ce qui ne surprend pas quand on songe à toutes les connaissances techniques, à toute l'organisation commerciale qu'elle suppose, et qu'on se rappelle combien peu les méthodes modernes ont pénétré le Pays d'Othe. Toutefois, malgré la décadence actuelle, elle ne paraît pas entièrement dépourvue d'avenir. Sans parler de l'amélioration toujours rêvée des pâtures tourbeuses de la Vanne, sans parler

(1) Voir plus loin, chap. XII : « Les Industries textiles » (§ 2 : la bonneterie).

de l'établissement projeté de prairies permanentes sur les terres argileuses du plateau, les prairies artificielles peuvent encore se développer; l'emploi des tourteaux, encore localisé dans quelques fermes, peut se répandre; un plus grand nombre de bêtes peut être nourri dans le pays et, de fait, l'effectif actuel ne représente plus, comme nous l'avons vu, que les deux tiers de ce qu'il a été; la production en lait peut être augmentée par la substitution à la race normande d'une race mieux préparée à s'adapter aux conditions naturelles de la région, le rendement en beurre peut être intensifié par l'emploi d'un matériel perfectionné. Mais, dans ce pays de moyenne exploitation, seule l'association, sous forme de syndicats ou de coopératives, permettrait des progrès rapides; comme le cultivateur du Pays d'Othe est irréductiblement hostile à toute association (1), de longues années s'écouleront avant que ces améliorations entrevues aient été réalisées.

Ovins. — Les moutons ont la même histoire que les bêtes à cornes, et connaissent tour à tour les mêmes périodes de prospérité et de décadence. Pendant la première moitié du xix^e siècle, le développement des prairies artificielles fut accompagné d'une augmentation correspondante de la population ovine; c'est ainsi que, de 1789 à 1859, elle passa à Rigny-le-Ferron de 800 (2) à 1.500 (3). Mais, depuis cette date, l'effectif diminue sans cesse; le canton d'Aix-

(1) Voir plus loin, chap. VIII : « Le Travailleur » (§ 2 : l'exploitant).

(2) *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*. Voir notice relative à Rigny, p. 322.

(3) Monchaussé (8), p. 198.

en-Othe, qui comptait 11.770 moutons en 1859 (1), n'en compte plus que 3.474 en 1920 (2).

L'effectif actuel représente donc à peu près le quart de l'effectif ancien; cette réduction, pour si considérable qu'elle soit, est approximativement la même que celle subie par le troupeau français dans son ensemble (3). Ses causes semblent avoir été la disparition de la jachère nue, qui a restreint le parcours; la baisse du prix de la laine, qui valait 8 fr. 91 le kilo en 1860 et 3 francs en 1910; la pénurie de bergers, qui ne laisse subsister les moutons que dans les grandes exploitations possédant un troupeau assez nombreux pour pouvoir payer largement un berger. Ces causes sont sensiblement les mêmes que celles qui ont agi dans le reste de la France; et il n'y a pas lieu de s'y attarder.

Contrairement à ce qu'on pourrait prévoir, la population ovine est également répartie sur l'ensemble du pays; les communes forestières comme Bœurs, qui possède 600 moutons, et Vaudeurs, qui en a 1.000, en sont aussi bien pourvues que les communes de la vallée de la Vanne, comme Pont-sur-Vanne, qui n'en a que 550 et Neuville, qui n'en a que 470. C'est que l'érosion a fait apparaître la craie dans les vallées et que partout s'étendent ces pentes crayeuses à l'herbe courte, où le mouton se plaît.

La race champenoise forme la majorité du cheptel; les Dishley mérinos sont assez rares. Les moutons sont aux champs la plus grande partie de l'année; l'hiver même

(1) Monchaussé (8), p. 89.

(2) Statistique agricole annuelle.

(3) 29.529.678 ovins en 1862, 8.990.990 en 1919.

n'empêche pas de les mener paître ; un supplément de nourriture sèche, en paille ou fourrage, leur suffit ; quand la pluie ou la neige s'opposent à leur sortie, on leur donne des betteraves. •

Le commerce de la laine se fait à la ferme par l'intermédiaire de courtiers, qui la ramassent de mars à juin ; elle est livrée quelquefois lavée à dos, mais le plus souvent en suint ; ces courtiers la revendaient ordinairement à Reims ou aux grandes filatures du nord. Mais, de plus en plus, on élève le mouton pour sa viande. L'agneau, qui naît généralement en décembre ou en mai, est vendu pour l'extérieur à l'âge de six ou dix mois ; il est acheté par des négociants qui expédient directement des wagons entiers d'agneaux gras sur la Villette. Au contraire, les moutons que l'on engraisse à l'âge de trois ou quatre ans, les brebis de réforme que l'on « met en état », sont livrés à la consommation locale. C'était la seule méthode suivie naguère ; le mouton était surtout élevé pour sa laine, et on ne l'engraissait pas avant l'âge de trois ou quatre ans (1) ; comme aujourd'hui on l'engraisse avant qu'il ait atteint un an, une exploitation, qui entretient moins de bêtes qu'autrefois, produit néanmoins, dans un temps donné, un poids de viande supérieur à celui qu'elle produisait il y a quarante ans (2).

Il y a là un symptôme rassurant pour l'avenir, et l'on

(1) Monchaussé (8), p. 89.

(2) Statistique agricole décennale de 1892 : Yonne. Ce fait n'est pas particulier au Pays d'Othe, il est général ; le troupeau français, malgré une diminution constante, a réussi jusqu'en 1913 à satisfaire une demande croissante de viande et de lait (*Le Mouton*, par Girard et Jannin, p. 3 et suivantes).

peut prévoir que la dépréciation de la laine n'agira plus comme agent de dépeuplement, puisque les cultivateurs se tournent vers la production de la viande. Mais les deux autres causes de décadence signalées plus haut continueront-elles à se manifester? Seront-elles combattues par des circonstances contraires? La rareté des bergers se fera probablement encore sentir longtemps; la profession est délaissée, non pas pour des causes économiques, car le salaire est sensiblement le même que celui d'un charretier (1), mais pour des raisons d'ordre moral : le métier est considéré comme un métier de paresseux, bon seulement pour les enfants et les vieillards; la conduite des chevaux est considérée comme la fonction la plus relevée et les charretiers forment une sorte d'aristocratie enviée. Il faut avouer que les patrons ont tout fait pour arriver à ce résultat, ne sachant pas organiser le travail de façon à donner aux bergers les mêmes libertés qu'aux autres ouvriers, et surtout l'accablant, en dehors de sa tâche, des besognes ordinairement dévolues à l'homme de cour, ce qu'il n'oserait jamais imposer à un charretier; comme une réforme morale est toujours longue à s'opérer, on rencontrera pendant longtemps encore, du côté de la main-d'œuvre, de grosses difficultés. Mais la diminution des moutons, par suite de la diminution du parcours, porte en elle-même son propre remède, du moins quand la première dépasse la seconde, comme ce paraît être le cas : à l'heure actuelle, 100 moutons paissent là où, autrefois, en paissaient 400, alors que le parcours ne s'est pas réduit

(1) Voir plus loin, chap. VIII : « Le Travailleur » (§ 1 : le salarié).

dans une aussi forte proportion; les cultivateurs s'aperçoivent chaque jour de l'immense place qui reste disponible; ils sont tentés d'en profiter et se sentent attirés vers cette spéculation délaissée; il n'y a évidemment là qu'un état d'esprit, mais il peut se traduire en actes. Il est encore fortifié par la pénurie générale d'ouvriers agricoles qui a fait abandonner, depuis la guerre, les terres trop pauvres ou trop éloignées de la ferme, ce qui élargit le champ de parcours des troupeaux. Mais, sur ce terrain, il rencontre un adversaire : la forêt de conifères, qu'on établit peu à peu sur les pentes crayeuses délaissées par la culture (1). Qui l'emportera, l'arbre ou l'animal? Tous deux se trouvent fort bien dans ces sols perméables et secs, qui sont leurs terres d'élection; et si le premier est d'un rendement très lointain et ne donne pas à son propriétaire le pain quotidien, il offre l'avantage sur le second de ne pas nécessiter une main-d'œuvre permanente et spécialisée. L'avenir seul dira si les croupes calcaires du Pays d'Othe se peupleront de pins ou de moutons.

Chevaux. — La population chevaline n'a pas connu les mêmes alternatives. Elle est restée à peu près stable; le canton d'Aix comptait 953 chevaux en 1859(2), il en compte actuellement 873. Le Pays d'Othe possède en moyenne 8 chevaux pour 100 hectares de terres labourables.

Le cheval, en effet, n'est pas ici un objet de commerce, soumis comme tel à toutes les vicissitudes du marché. Il est exclusivement employé comme animal de trait; c'est lui qui fait tous les travaux agricoles, qui traîne

(1) Voir plus haut, chap. IV, *in fine*: « Le Défrichement ».

(2) Monchaussé (8), p. 86.

voitures et charrues. C'est lui le roi de la ferme; le cultivateur n'a d'yeux que pour lui (1) et lui réserve le meilleur de ses soins... et de son avoine, ménageant ses forces, surveillant sa santé avec sollicitude. Une de ses ambitions les plus chères est de pouvoir montrer à ses compatriotes une bête robuste, aux formes opulentes, au poil luisant, à l'œil vif : l'honneur de la maison est en jeu, le cheval en est le champion. Il s'écoulera sans doute bien des années avant que les rares tracteurs qui existent dans la région se soient multipliés au point de réduire son rôle et lui ravir la primauté.

Aucun cheval ne naît dans le pays; ils sont tous achetés au dehors. Le cultivateur ne manifeste aucune préférence quant à leur origine; cheval du Morvan ou du Boulonnais, cheval de race belge ou de race bretonne; la question lui est indifférente, pourvu que la bête soit solide et ne recule pas devant les fortes pentes du Pays d'Othe. Ces chevaux lui sont amenés par des marchands qui vont les chercher au pays d'origine ou se les font expédier par des commissionnaires. Ordinairement, il garde un vieux cheval, bien habitué aux rudes descentes de la région et l'attelle aux limons; pour lui servir de chevaux de flèche, il achète de jeunes bêtes de dix-huit mois à deux ans, les dresse, les nourrit bien et les revend, à l'âge de cinq ou six ans, à des courtiers qui les envoient aux entreprises industrielles des grandes villes, entre autres de Paris. Cette spéculation est régulièrement pratiquée et rapporte aux cultivateurs; un bénéfice appréciable (2).

(1) Voir plus loin, p. 303.

(2) Il existe également quelques ânes dans chaque commune :

Basse-cour. — Vaches, chevaux, moutons forment donc, avec la culture des céréales, la principale ressource des habitants du Pays d'Othe. Mais il en est d'autres qui, pour secondaires qu'elles soient, ont puissamment contribué à enrichir le pays.

Il faut d'abord signaler l'engraissement des porcs. Ces animaux n'occupent plus, dans l'économie rurale, la place énorme qu'ils y tenaient au moyen âge; on n'en rencontre plus de troupeaux allant paître les glands de la forêt. On n'en fait même plus l'élevage dans le pays et leur nombre s'abaisse sans cesse, tombant, dans le canton d'Aix-en-Othe, de 600, en 1859 (1), à 246 en 1920 (2). Cette diminution peut être regrettable à certains égards, elle n'en est pas moins l'indice d'un progrès. Elle provient, en grande partie, de ce que le cultivateur qui, autrefois, se nourrissait presque exclusivement de porc, introduit de plus en plus de variété dans son alimentation. Cette spéculation ne visant que la consommation familiale et ayant de moins en moins des buts commerciaux, elle ne peut être pratiquée que par des exploitations assez considérables pour consommer un ou deux porcs par an.

Les bêtes leur sont fournies sous forme de porcelets par

peu nombreux dans la vallée de la Vanne (2 à Neuville, 4 à Vulaines, 6 à Bagneaux); ils sont un peu plus répandus dans la zone forestière (12 à Arces, 15 à Dixmont) et au pied de la côte (9 à Bellechaume, 23 à Brion). Ils étaient autrefois plus nombreux, car beaucoup de petits propriétaires, aujourd'hui disparus, en possédaient un; le canton d'Aix en comptait 90 en 1859 et n'en compte plus que 38 en 1920. On disait alors de Bussy-en-Othe : « La maison de M. le Curé est la seule où il n'y ait pas d'âne ».

(1) Monchaussé (8), p. 89.

(2) Statistique agricole annuelle.

des courtiers qui ont été les chercher au dehors, ordinairement vers le sud (Morvan, Nivernais ou Bourbonnais). Elles en achètent quelques-uns chaque année, deux ou trois ou plus, suivant leur importance; elles les nourrissent avec les résidus de la laiterie, de l'orge, de pommes de terre et du son. La chair ainsi obtenue est considérée par le commerce comme d'excellente qualité et est presque tout entière mangée à la ferme.

La basse-cour, au contraire, revêt un caractère plus commercial; on lui fait produire pour vendre.

S'il est difficile de fournir des chiffres à son sujet, il n'est pas nécessaire de vivre longtemps dans le pays pour voir combien elle est florissante. Si le manque d'eau exclut tout élevage d'oie et de canard, le terrain perméable et sec du Pays d'Othe est particulièrement favorable à l'élevage de la poule, que facilite encore l'abondance des déchets de céréales. Toutes les basses-cours sont abondamment peuplées; une exploitation d'une vingtaine d'hectares ne nourrit pas moins d'une centaine de poules. Dans les fermes isolées, surtout à l'ouest, on trouve la race du Gâtinais, poule à plumage blanc, de grande taille et bonne pondeuse; dans les exploitations de villages, aux cours mal closes, où il est à peu près impossible de conserver pure une race de volaille, on trouve la poule commune, au plumage varié, et qui, bien acclimatée au pays, donne d'excellents rendements en œufs. La production des œufs, en effet, est plus recherchée que celles des poulets; ils sont achetés par un intermédiaire très actif, le coquetier, qui parcourt les campagnes et achète à son compte pour expédier directement sur Paris ou vendre sur les marchés de Sens et de Troyes.

Aux produits du poulailier, il faut joindre ceux du clavier, qui sont loin d'être négligeables; une moyenne exploitation a souvent une trentaine de lapins et surtout il n'est pas une maison qui n'en possède une dizaine. On en fait une grande consommation dans le pays même, et on en vend encore au coquetier qui vient lever les œufs. Les bénéfices sont encore accrus par la vente de la peau; autrefois, on élevait une variété spéciale de lapins, dit « argentés de Champagne », très renommés pour leur fourrure; cette race tend à disparaître, mais le commerce des peaux est resté très actif et contribue à alimenter les pelleteries de Sens.

De cette revue des ressources du Pays d'Othe, une impression se dégage : aucune spécialisation n'est intervenue, aucune spéculation ne l'a emporté sur les autres; on continue à produire de tout en moyenne quantité; on ne cherche pas à atteindre ce stade de la monoculture, parfois considéré comme la plus haute expression du progrès agricole. Mais cette variété de ressources qui est, à n'en pas douter, un élément de force et une garantie de sécurité, est encore plus grande que nous l'avons dit jusqu'alors, puisque le Pays d'Othe possède des vignes et récolte, en outre, plus de cidre qu'il n'en peut boire.

§ 4. — La Vigne

Un vignoble dans le Pays d'Othe, voilà qui surprend. Pour que la vigne prospère à une si haute altitude, il lui faut des conditions particulières tout à fait favorables. Or, nous avons vu que ces conditions lui étaient entièrement contraires, puisque la région est soumise à un climat

rude (1), aux hivers longs et rigoureux, aux gelées de printemps tardives, aux nuits toujours froides.

Et cependant la vigne est ancienne dans le pays puisque, dès le ^{xii}^e siècle, les chartes en signalent l'existence (2). Malgré les déboires qu'elle procurait certainement aux vigneronns d'alors, sa culture ne fut pas abandonnée. Les statistiques agricoles du ^{xvii}^e siècle mentionnent son étendue; nous savons ainsi que Bérulles en possédait 47 arpents (3), Rigny-le-Ferrou 32 (4), Vaudeurs 26 (5), Dixmont 114 (6). C'était peu, et la production était encore moindre que pourrait le faire croire la superficie cultivée : les gelées faisaient les mauvaises années plus nombreuses que les bonnes; même quand le temps avait été clément, le rendement était insignifiant, le vin faible, de médiocre qualité, quand il n'était pas franchement détestable. Tout le monde sait, tout le monde est d'accord pour reconnaître que la vigne se montre bien marâtre à ceux qui la cultivent. Et cependant, si l'on s'en rapporte aux cahiers de doléances, elle semble avoir joué dans les préoccupations des gens du pays un rôle hors de proportion avec son importance matérielle. On est étonné de voir des paroisses comme Bérce-

(1) Voir plus haut, chap. II : « Le Climat et le Régime des Eaux » (§ 1 : le climat).

(2) Voir plus haut, chap. IV : « Le Défrichement » (§ 2 : l'exploitation agricole).

(3) *Cahiers de doléances du Bailliage de Troyes*. Notice relative à Bérulles, tome I, p. 387. Arpent : 42 ares.

(4) *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*. Notice sur Rigny, p. 322.

(5) *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*. Notice sur Vaudeurs.

(6) *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*. Notice sur Dixmont, p. 190.

nay (1) et Bérulles (2) ranger la question du vin parmi celle qui leur tiennent le plus à cœur et demander, pour son commerce, la liberté entière : « Lorsqu'on vend, dit Bérulles, il est incompréhensible que l'on paie 6 droits par muid de vin ». Tout verjus qu'il est, le vin jouit d'un prestige incomparable, car il semble représenter un état de civilisation supérieure, où le bien-être est plus grand.

Aussi, les plantations de vignes se poursuivent au cours du xix^e siècle ; Vulaines, qui n'en possède que 4 hectares en 1789 (3), en a 13 en 1859 (4) ; dans la même période, Rigny-le-Ferron a vu leur étendue presque triplée, passer de 15 (5) à 38 hectares (6). Chaque commune tenait à récolter son vin ; qu'on plante de la vigne sur les coteaux qui bordent la Vanne, qu'on en accroche sur les pentes extérieures du plateau, aussi bien à Bouilly qu'à Champlost ou Joigny, rien de plus naturel. Mais qu'on aille en planter jusque dans la zone forestière, au climat plus rude, aux vallées plus étroites et moins ensoleillées, voilà qui dénote une véritable passion et qui est un parfait contresens ; le vignoble d'Arcees, le vignoble de Maraye-en-Othe qui atteignait jusqu'à 22 hectares (7), avaient contre eux trop de forces naturelles pour pouvoir subsister.

(1) *Cahiers de doléances du Bailliage de Troyes*. Cahier de Bercenay, tome I, p. 355.

(2) *Cahiers de doléances du Bailliage de Troyes*. Cahier de Bérulles, tome I, p. 387.

(3) *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*. Voir notice relative à Vulaines, p. 525.

(4) Monchaussé (8), p. 54.

(5) *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*. Notice sur Rigny-le Ferron, p. 322.

(6) Renseignements recueillis auprès des instituteurs.

(7) Renseignements recueillis auprès des instituteurs.

De fait, si l'on excepte la région de Joigny, plus méridionale et mieux abritée des vents du nord, la vigne ne prospéra jamais réellement dans le Pays d'Othe. Elle ne réussissait entièrement que dans les années exceptionnelles; la récolte était toujours incertaine, et souvent les gelées, comme on dit dans le pays, « faisaient la vendange », alors que les terres de labour rapportaient toujours quelque chose; fabriqué avec des raisins pas mûrs, le vin n'était, la plupart du temps, qu'un verjus aigrelet, sans force, se gardant mal. Monchaussé calculait, en 1859, qu'un hectare de vigne rapportait, dans les bonnes années, un bénéfice net de 403 francs (1), ce qui est peu quand on songe qu'elles étaient bien rares, et qu'une telle somme payait, en définitive, le travail de plusieurs années.

Aussi, la crise due au phylloxera marqua, pour le Pays d'Othe, la fin de son vignoble. Tout fut détruit, et il aurait fallu tout replanter. La concurrence des vins du Midi, accrue par le développement des communications et du commerce, les faibles rendements qu'on avait toujours obtenus, la rareté d'une main-d'œuvre décimée par la dépopulation, firent qu'on recula devant les frais d'une telle entreprise : le vignoble ne fut pas reconstitué. Les 196 hectares de vignes du canton d'Aix-en-Othe (2) se sont réduits à 7; seules, les pentes sud du plateau ont retrouvé leurs vignes; c'est ainsi qu'en 1920 Bussy a pu récolter 645 hectolitres de vin et Brion 753 hectolitres, mais Foissy n'en a récolté que 40 et Cérilly que 2 (3).

(1) Monchaussé (8), p. 80.

(2) Monchaussé (8), p. 54.

(3) La production totale pour le Pays d'Othe a été de 5.308 hecto-

De cette ancienne extension de la vigne dans le pays, il ne reste plus que des vestiges; les lieux dits abondent qui rappelle cette culture; la façade de chaque maison s'orne d'une treille; l'emplacement des anciens vignobles se distingue encore par son morcellement excessif et par la présence de nombreux arbres fruitiers, pêchers et poiriers.

Cette disparition de la vigne est d'autant moins à déplorer que, depuis longtemps déjà, le Pays d'Othe récolte un autre genre de boisson, dont la production est plus en harmonie avec les conditions naturelles de climat et de sol: le cidre.

§ 5. — Les Pommiers à cidre

Il est difficile de savoir à quelle époque précise les pommiers à cidre ont été introduits en Pays d'Othe. Les documents du ^{xvii}e siècle mentionnent leur existence, mais sans y attacher d'importance; les « notices de Sandrier » elles-mêmes (1) qui, pour chaque paroisse relevant du bailliage de Sens, donnent les détails les plus complets sur la nature du sol et sur ses productions, n'en signalent guère qu'à Dixmont, « où il y a des fruits dont on fait du cidre (2) ».

litres en 1919 et de 9.930 hectolitres en 1920 (chiffres fournis par la direction des Contributions indirectes de Troyes, et la sous-direction de Joigny). Le prix varie entre 125 et 150 francs l'hectolitre, pris chez le récoltant.

(1) *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*. Introduction, p. XXVIII.

(2) *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*. Voir notice relative à Dixmont, p. 190.

Mais, dès 1838 (1), le canton de Cerisiers boit surtout du cidre et la commune d'Arcees en produit, dans les bonnes années, 3.000 hectolitres, ce qui représente presque la moitié de la production actuelle. Si l'on songe que la population était alors le double de ce qu'elle est aujourd'hui, on peut penser que la consommation locale absorbait toute la production. En outre, à côté de cette culture du pommier à cidre, « on voyait encore, à cette époque, autour de toute ferme et même de toute maison un peu importante, un verger, un enclos, généralement non cultivé, mais clôturé et abrité par une haie haute et large, formant brise-vent, rempli de grands arbres, de variétés très robustes, la majeure partie en fruits à couteau destinés à la consommation de la maison d'exploitation, à la vente aux revendeurs, dits cossonniers, qui approvisionnaient le marché de Troyes. Les cantons du département de l'Yonne s'occupaient, en outre, et plus spécialement, de la confection du raisiné, du « poiré », comme on le désignait dans le pays, sorte de confiture composée de moût réduit et de poires coupées en morceaux; le tout cuit à point, mis en tonneaux et expédié sur Paris (2) ».

En somme, jusqu'alors, la pomme à cidre ne jouait qu'un rôle insignifiant dans l'économie du pays; chacun récoltait sa « boitte » et ne cherchait pas à produire davantage; car, dans les années de grande abondance, le cidre, n'étant pas exporté, embarrassait son propriétaire à court

(1) Verrollot d'Ambly (16): Agriculture des cantons de Brienon et de Cerisiers.

(2) Noël (17), p. 5 et 6: Les arbres à cidre et le cidre du Pays d'Othe.

de tonneaux; seule, l'exploitation des fruits à couteau donnait lieu à quelque commerce.

Tout changea dans la seconde moitié du ^{xix}^e siècle, lorsque se développa un réseau bien entretenu de chemins vicinaux, et surtout lorsque se construisit la voie ferrée de Sens à Troyes. C'était l'exportation du cidre rendue possible, facile même. On abandonna la culture des fruits à couteau dans les vergers, ou, du moins, on la réduisit à la satisfaction des besoins familiaux, et on fit porter tous les efforts sur le fruit à cidre (1). Aujourd'hui, cette culture a pris une grande extension.

Les conditions naturelles y sont particulièrement favorables. Le pommier recherche les sols argilo-siliceux, caillouteux, un peu calcaires, suffisamment frais, tout en reposant sur un sol perméable. L'argile à silex présente toutes ces qualités. Aussi occupe-t-il le haut du plateau et les pentes sur lesquelles l'argile a été entraînée et est restée en quantité suffisante; c'est pourquoi il est plus fréquent sur les pentes tournées à l'est que sur celles qui sont exposées aux vents pluvieux de l'ouest et qui ont perdu leur couverture d'argile. Il s'accommode également fort bien du climat, car il préfère les régions un peu froides aux régions trop chaudes.

Pommiers et poiriers sont plantés partout où le sol convient. Chaque maison possède toujours son enclos et y récolte une partie de son cidre. Mais les arbres sont surtout plantés dans les terres cultivées, ordinairement en rangées parallèles au milieu des champs. Cette méthode,

(1) Noël (47), p. 6 et 7.

qui n'est pas particulière au Pays d'Othe, est parfois mal appliquée : les plantations sont trop denses et gênent les travaux aratoires. Elle présente, en outre, par elle-même, de graves inconvénients : les céréales donnent de maigres récoltes à l'ombre des branches et ne produisent guère que de la paille, et encore bien courte ; l'utilisation des machines agricoles est rendue très difficile ; nous avons vu plus haut que le pommier avait entravé leur extension, et il faut se résigner à ne pas les faire travailler sous les arbres, à leur faire éviter ces obstacles, à envoyer la faux là où la moissonneuse ne peut passer. Aussi a-t-on cherché des remèdes à ce mal. La ferme des Rosiers (commune de Coulours) a planté une partie de ses pommiers dans les « ravines » qui entaillent de quelques mètres la surface du plateau et dont la raideur des pentes interdit toute culture ; excellente solution qui n'est, malheureusement, pas applicable partout. La même ferme a planté également nombre de ses arbres en bordure des champs ; la ferme de Chasse-Profit (commune de Rigny-le-Ferron) a fait de même ; le dommage causé aux récoltes reste égal, mais l'encombrement est réduit au minimum et cette pratique vaut la peine d'être retenue.

On ne plante ordinairement que des « sauvageons » ; on les arrache dans les bois et on les greffe lorsqu'ils ont atteint la taille suffisante. La prévention est générale contre les sujets sortant des pépinières, que l'on considère comme moins rustiques et d'une reprise moins assurée. Les arbres sont ordinairement bien entretenus, taillés en temps voulu, débarrassés de leur vieille écorce, des mousses et des lichens. Les arbres morts sont soigneusement remplacés, mais l'on a peut-être tort de planter les jeunes arbres

dans les vides laissés par les arbres arrachés, car toutes les cultures ont besoin d'être alternées.

Le pommier est beaucoup plus fréquent que le poirier; il faut descendre en Champagne humide pour trouver une prédominance de ce dernier. On recherche principalement les variétés à floraison tardive, afin d'échapper aux gelées du printemps. Mais on estime surtout les fruits très acides et très âpres. On rejette avec dédain tous les fruits sucrés. Le Pays d'Othe s'est ainsi constitué toute une flore originale, comprenant des variétés qu'on ne retrouve pas ailleurs: Petit Locard blanc et Vérollet, à floraison tardive et maturité hâtive; Glénou, Chataignier; Gros Locard, à fruits très juteux; Nez de chat, très fécond; Pomme d'Avrolles, au fruit très acide et au coloris vif; les poires, les plus cultivées sont celles de « Petit Malice », d'une fécondité remarquable; celles de Saussinet, aux fruits de belle couleur; celles de Sauge, aux fruits âpres et tardifs.

La récolte est faite pendant les mois d'octobre, novembre et décembre; le cidre est fabriqué au fur et à mesure du ramassage des fruits.

La fabrication du cidre s'est peu modernisée et continue à s'opérer suivant les anciennes méthodes. Peu ou pas de cidreries industrielles; chaque village, chaque hameau possède quelques pressoirs dont le nombre varie avec son importance; dans bien des cas, les fruits sont mis dans une auge circulaire et broyés par une lourde roue en grès qu'un cheval fait tourner; les casse-pommes, au travail plus rapide et moins fatigant, n'ont pas encore pénétré partout; de même, le pressurage se fait encore souvent à l'aide d'un assemblage de poutres que l'on fait descendre sur le marc, qui, au préalable, a été recouvert de paille.

Sans doute, ces procédés sont primitifs, mais ils tendent à disparaître, et surtout, à aucun moment, ils ne comportent l'adjonction d'eau. Le cultivateur du Pays d'Othe ne boit que du « pur jus »; il se croirait déshonoré d'y mêler la moindre goutte d'eau et n'a que mépris pour le cidre « baptisé » de Bretagne et de Normandie.

Est-ce à dire que le cidre du Pays d'Othe fait prime sur le marché? Loin de là. Pauvre en tannin, il est âpre, acide, « râcle le gosier ». Il faut être né dans le pays pour le boire avec plaisir, et les gens du pays eux-mêmes le laissent parfois vieillir deux ans avant de le consommer. Ce défaut vient uniquement de la nature des fruits; il sera facilement corrigé par l'adoption de nouvelles variétés plus douces et plus amères qui, mélangées aux anciennes, donneront un cidre capable de plaire à la clientèle des grandes villes (1).

Tel qu'il est, il se vend très bien. Le pays en produit, dans les bonnes années, plus qu'il n'en peut consommer (2). En 1920, il n'en produisait que 22.500 hectolitres; mais, en 1919, il en avait produit 67.900 (3). On voit apparaître

(1) Au jugement des spécialistes, il faudrait utiliser : deux cinquièmes de pommes douces, deux cinquièmes de pommes amères, un cinquième de pommes acides. (*Revue agricole du Comice départemental de l'Aube*, numéro du 17 octobre 1913 : article de M. Cassarini.).

(2) Le cidre est rarement distillé. Seul, le marc est utilisé pour la fabrication de l'eau-de-vie; l'opération est faite par chaque récoltant, pour son propre compte; les gens du Pays d'Othe sont des « bouilleurs de cru » et tiennent à leur privilège, dont ils ont toujours largement usé. Le canton d'Aix-en-Othe a produit, en 1919, 150 hectolitres d'eau-de-vie et, en 1920, 626. La production est presque entièrement consommée sur place.

(3) Chiffres fournis par la direction des Contributions indirectes de Troyes et la sous-direction de Joigny.

ici le plus gros inconvénient de ce genre de culture : l'irrégularité de la production. Ces énormes variations, allant du simple au triple, rendent difficile l'organisation d'un commerce stable, et l'établissement d'entreprises industrielles de transformation. Toutefois, dans les années d'abondance, le cultivateur, après avoir fait sa provision en vue des années de disette, vend le surplus; commerce difficile à saisir, car il ne possède pour ainsi dire ni marchands, ni courtiers, ni commissionnaires; le cidre se vend « par relations » et directement au consommateur (1). Ce dernier vient en prendre lui-même livraison avec ses voitures; il appartient ordinairement à la région que les gens du pays appellent la « Champagne » et qui comprend aussi bien la région située au nord de la Vanne que la région viticole située au sud de Troyes, où l'on boit du cidre les années de mauvaises récoltes.

En 1909, toutefois, ce commerce avait pris une forme spéciale, qui a laissé de durables souvenirs dans le pays; on vendait les pommes au lieu d'en faire du cidre et on les exporta à l'étranger (2). La récolte avait été excellente et l'on craignait un avilissement des prix, lorsque survinrent des courtiers wurtembourgeois. Le cidre est, en effet, la boisson favorite de l'ouvrier et du paysan souabe, et comme les plantations de Wurtemberg sont encore insuffisantes, Stuttgart importe chaque année en moyenne

(1) Le prix de la feuillette de 136 litres s'est maintenu aux environs de 60 francs en 1921; il avait atteint 100 francs en 1920.

(2) Les renseignements qui suivent sont empruntés à un article de L.-C. Baltet : « L'exportation en Allemagne des fruits du Pays d'Othe » (*Annales de la Société horticole, vigneronne et forestière de l'Aube*, tome XII, décembre 1909).

5.000 wagons de pommes, provenant de l'Italie et de France. Or, le cidre wurtembourgeois est acide et aigrelet; et les acheteurs allemands reprochaient à la Normandie la saveur douce de ses fruits; ils trouvèrent dans le Pays d'Othe le fruit qu'ils recherchaient; ils s'y abattirent avec empressement, achetant toutes les variétés indistinctement. On dut organiser, entre Sens et Troyes, des trains spéciaux, dits « trains de pommes », qui prenaient sur leur passage tous les wagons chargés dans les stations intermédiaires et qui se rendaient ensuite directement sur Avricourt; plus de 6 millions de kilogrammes furent ainsi expédiés en octobre et novembre (1) [sans compter un million qui furent expédiés vers l'intérieur de la France]. On évalue à 1 million de francs la valeur de ce trafic qui se fit à peu près entièrement pendant ces deux mois, au cours desquels les fruits à cidre entraient en Allemagne en franchise. La plus grande partie de ces expéditions fut absorbée par Stuttgart; le reste se répartit entre quelques autres villes, où l'on produit beaucoup de pseudo-

(1) En voici le détail, d'après l'article précité :

Gares expéditrices	A destination de l'Allemagne		A destination de l'Intérieur	
	Nombre de wagons	Poids en kilogs	Nombre de wagons	Poids en kilogs
Aix-en-Othe	2	20.980	16	92.400
Chigy-Sièges	14	144.070	8	43.850
Neuvy-Sautour	28	292.425	28	145.436
Theil-Cerisiers	285	2.935.470	97	621.586
Vulaines, Rigny-le-Ferron ..	273	2.821.780	49	295.066
	602	6.214.725	198	1.198.338

champagne. Les envois du Pays d'Othe furent très appréciés des Wurtembourgeois; un commissionnaire fit même à leur sujet la déclaration suivante : « Les fruits étaient de belle apparence et de qualité supérieure; généralement pas de fruits pourris, même après de longs stationnements sur les voies. Si la France pouvait expédier chaque année de tels fruits, l'importation des autres pays, surtout de l'Italie, serait supplantée; car, malgré l'énorme différence de prix (200 marks et plus pour 1.000 kilogr.) qu'on demandait pour la marchandise française, ces wagons ont pu être placés facilement (1) ».

L'année 1909 est toujours restée vivante dans la mémoire des cultivateurs du Pays d'Othe, qui espéraient la voir se renouveler. La guerre a repoussé bien loin la réalisation de leurs espoirs.

Il n'en reste pas moins que les années d'abondance se marquent toujours par d'importants envois de pommes ou de cidre; ces ventes ont augmenté l'aisance dans la contrée; les districts particulièrement bien pourvus en pommiers, comme les plateaux qui dominent Bœurs, sont connus dans la région sous le nom de « pays aux pommes » et passent pour être riches; les maisons cossues que l'on y trouve semblent d'ailleurs le prouver : murs en briques, toits en ardoises, belles grilles en fer forgé.

Si l'on ajoute cette source de richesse à celles déjà décrites plus haut, on conviendra que les gens du Pays d'Othe ont à leur disposition une variété de ressources qui les rend privilégiés : la prospérité dans un genre de

(1) *Revue agricole du Comice départemental de l'Aube*, 20 mai 1910.

production vient toujours suppléer à l'insuffisance dans un autre, et les mauvaises années sont, de la sorte, bien rares.

Il nous faut voir maintenant ce que deviennent ces différents produits. A qui vont-ils ? Qui en profite ? Appartiennent-ils toujours à celui qui les récolte ? C'est tout le problème de la répartition qui se trouve posé, et nous allons voir, chemin faisant, combien multiples sont les questions qu'il pose, combien nombreuses et complexes sont les solutions qui y répondent et qui ont été dictées par des influences d'ordre physique et d'ordre humain, par des facteurs géographiques et économiques.

CHAPITRE VI

LE CHAMP

Le champ nous est apparu jusqu'ici dans son rôle de nourricier de plantes et d'animaux. A côté de cette existence matérielle, il en mène une autre toute abstraite et qui ne tombe point sous les sens : le champ a une existence légale, il est objet de droit. Entre l'homme et la terre sur laquelle il s'est installé, il s'est vite établi d'autres rapports que des rapports physiques, le sol donnant ses fruits, commandant à qui le cultive son mode de vie, déterminant son genre de nourriture, réglant ses occupations; l'homme, de son côté, retournant la terre sans cesse, l'ameublissant, l'engraissant et finissant par la transformer : des liens se sont noués, moins immédiats, moins visibles, mais aussi tenaces, des liens juridiques. Le droit de propriété réunit l'homme au champ par une chaîne aussi solide; il lui permet de le cultiver aussi longtemps qu'il voudra et comme il voudra; il lui permet de le diviser à sa guise, d'en céder certaines parties à autrui et d'en garder le reste; il lui permet de profiter de tous les fruits qu'il y aura récoltés. Mais, par l'effet de ce même droit de propriété, il y a des hommes qui sèment sans récolter, qui tracent le sillon et n'auront pas ce qui y poussera, car ils travaillent sur un champ qui ne leur appartient pas.

Nous allons donc étudier sous quelle forme se présente en Pays d'Othe ce droit de propriété, s'il appartient à la communauté ou à l'individu, s'il est exercé par un petit nombre de gens ou par la masse des habitants, s'il a eu pour effet de morceller le champ en parcelles exigües ou de le grouper en vastes domaines; nous examinerons quelle attitude le propriétaire prend envers la terre, s'il cultive lui-même ou se décharge de son exploitation sur un fermier ou un métayer; enfin, pour nous rendre compte de la faveur dont jouit ce droit de propriété, nous serons amenés à rechercher quelles sommes d'argent les habitants du Pays d'Othe consentent à dépenser pour acquérir un champ.

§ 1^{er}. — La Propriété communale

Propriété collective ou propriété individuelle? C'est la première question qui se pose.

Il suffit de comparer leur étendue respective pour voir combien l'une domine l'autre, pour constater combien peu compte la propriété communale (1); là même où elle

(1) Il est très difficile de se documenter sur les communaux.

Les préfectures, qui contrôlent pourtant leurs mutations, prétendent n'en point posséder la liste. Une enquête a été prescrite en 1916 pour toute la France sur l'origine, l'histoire, la nature, l'étendue, les modes d'exploitation des communaux. Son résultat pour le département de l'Yonne a paru, en 1917, dans le *Bulletin des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne* (21); il est malheureusement incomplet. Dans l'Aube, rien n'a été fait. Les chiffres qui sont utilisés ici ont été recueillis dans les mairies ou fournis par les instituteurs.

est la plus développée, elle ne recouvre qu'une très petite partie du territoire : 6 % à Bellechaume, 7 % à Chennegy et Arces, 8 % à Maraye; Saint-Benoît, où elle en occupe 14 % et Villemoiron, où elle en occupe 17 %, sont des exceptions. Quand on songe que ces chiffres atteignent 51 % dans le département des Hautes-Alpes, pour descendre à 1 % dans la Somme ou la Seine-et-Marne (1), on a nettement cette impression de « pays moyen » que donne le Pays d'Othe sous bien des rapports.

Ces communaux sont rarement constitués par des terres labourables. Seule, la commune de Sormery possède 70 hectares de terres qu'elle loue à ses habitants; celle de Malay-le-Petit n'a que quelques hectares de terres pauvres, situées sur les pentes nord du finage; elle les concède par petites parcelles aux gens généralement peu aisés qui en font la demande et qui ont ainsi, suivant l'expression du pays, leur « plaine ». La commune n'est pas organisée en vue de fonctions économiques et ne peut se charger de cultiver des terres; elle est obligée de recourir à la location et, dans ce cas encore, surveille mal; c'est un obstacle au progrès qu'un tel mode de propriété; il convient de constater qu'il n'apparaît guère dans le Pays d'Othe.

Au contraire, la propriété communale s'étend sur la forêt et, dans la vallée de la Vanne, sur les pâtures. Arces et Chennegy possèdent 180 hectares de bois, Villemoiron 220, Les Sièges 386, Maraye 360. Toutes les communes ne sont pas aussi riches, et certaines même, comme Nogent, Cérilly, Coulours et Villechétive, ne possèdent aucun bois.

(1) Graffin : *Les Biens communaux en France*, Paris, 1899.

L'origine de ces propriétés n'a pas encore été éclaircie. Pour beaucoup, il n'existe pas de titres (par exemple, à Cerisiers, à Aix, aux Sièges) [1]. D'autres ont été données par le seigneur à la communauté, comme à Chailley, où elles sont dues à la libéralité des seigneurs de Venizy, en 1247 (2); comme à Rigny-le-Ferron qui eut, au xvi^e siècle, un maître généreux en la personne de Galas de Chaumont (3). Dans certaines communes, au contraire, la propriété communale eut fort à souffrir des seigneurs; ces derniers s'emparèrent des bois; du moins ils en sont accusés par les paroissiens de Nogent (4) et de Neuville (5), et l'accusation ne manque pas de vraisemblance.

Ces communautés exploitaient leurs bois comme elles l'entendaient, d'où des abus. La Maîtrise des Eaux et Forêts de Sens essaya d'y remédier au xviii^e siècle, et imposa l'enregistrement des baux à son greffe (6). Aujourd'hui, la totalité de ces bois est soumise au contrôle technique de l'Administration des Eaux et Forêts. On pratique le régime du taillis sous-futaie, à révolution de 20 ou 26 ans. La plupart ont « un quart de réserve », dont les coupes sont adjudgées au plus offrant; pour le reste, on pratique la coupe affouagère; chaque habitant qui vit « à son feu,

(1) Plans d'aménagement de ces forêts pour 1825, 1830, 1836.

(2) Plan d'aménagement de la forêt de Chailley, 1858.

(3) Archives de la commune.

(4) *Cahiers de doléances du Bailliage de Troyes*. Cahier de la paroisse, p. 379.

(5) *Cahiers de doléances du Bailliage de Troyes*. Cahier de la paroisse, p. 362.

(6) Vathaire de Guerchy (21): Enquête sur les biens communaux dans le département de l'Yonne.

pot et sel» a droit à une « part », qu'il soit ou non inscrit au rôle des contributions. Ces bois « produisent moins que les forêts domaniales, la majeure partie des coupes affouagères étant exploitées en bois coupé l'hiver et non écorcé(1) ». Ils ne constituent pas moins, pour les communes, « d'appréciables richesses : le produit du quart de réserve » est souvent important (2), celui des coupes affouagères fournit aux habitants presque tout le combustible nécessaire au chauffage et à la cuisine.

Il n'en est pas de même des prés marécageux, des « pâtures » de la vallée de la Vanne ; les 30 hectares de Paisy, les 38 de Neuville ne sont pas sources de gros revenus. Quand seul le roseau y croît, comme à Rigny-le-Ferron, le produit est vendu en adjudication comme litière ; quand l'herbe y pousse, on vend le foin dans les mêmes conditions ou bien on en réserve une partie pour que les bêtes aillent y paître ; Paisy perçoit ainsi la somme vraiment modique de 5 francs par tête de bétail qui pâture.

Par conséquent, la propriété communale ne s'étend que sur des pâtures et des bois, c'est-à-dire sur des étendues qui ne se cultivent pas et dont l'exploitation ne demande pas une vigilance constante. C'est là un genre de propriété collective extrêmement solide ; il disparaîtra peut-être de la vallée de la Vanne, si celle-ci est un jour mise en exploitation, mais il subsistera sur la forêt.

(1) Vathaire de Guerehy (21) : Enquête sur les biens communaux dans le département de l'Yonne.

(2) Rigny-le-Ferron dispose ainsi de six coupes en réserve, dont chacune peut produire 60.000 francs.

§ 2. — La Propriété individuelle

La propriété individuelle domine donc partout, et son étude nous amène à nous demander entre quelles mains elle se trouve, quel degré de division elle a atteint, sous quelle forme enfin elle se présente aux yeux.

A. — *Les propriétaires.* — De nos jours, la terre est généralement possédée par le paysan qui la cultive. Mais en a-t-il toujours été ainsi? C'est ce qu'il est bien difficile de savoir d'une façon précise.

Les documents que nous a laissés le ^{xviii}^e siècle sont souvent contradictoires. Le cahier de doléances de Neuville prétend que « les biens appartiennent presque tous au seigneur, de même que les bois; une petite partie reste aux habitants » (1); celui de Villemoiron observe que « les habitants n'ont en propriété, des biens situés sur leur finage, tout au plus que le quart » (2); sur les cinquante laboureurs que compte la paroisse d'Aix-en-Othe, « deux seulement cultivent leur bien propre » (3); à Foissy, « M. de Bérulles, seigneur, possède presque toutes les terres où les habitants ne sont que manœuvres et journaliers » (4).

Dans d'autres communes, au contraire, la terre appartient, en grande partie, aux paysans. A Theil, ils en pos-

(1) *Cahiers de doléances du Bailliage de Troyes*. Cahier de la paroisse, tome II, p. 362.

(2) *Cahiers de doléances du Bailliage de Troyes*, tome II, p. 682

(3) *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*. Notice sur la paroisse, p. 96.

(4) *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*. Notice sur la paroisse, p. 223.

sèdent 462 arpents, alors que le seigneur n'en possède pas plus de 780 (1); à Noë, ils en détiennent 658 arpents sur 1.539 (2); à Vaumort, 549 arpents de terre sont à eux, tandis que le seigneur se contente de 390; il est vrai qu'il possède, par ailleurs, 860 arpents de bois. Ces quelques renseignements ne sont pas assez nombreux pour permettre un jugement d'ensemble; cependant, ils semblent révéler une situation très complexe, variant de paroisse à paroisse et montrer, d'autre part, une prédominance de la propriété seigneuriale, prédominance tantôt éclatante et tantôt atténuée.

Mais, il ne faut pas l'oublier, à supposer même que la plus grande partie de la terre appartint aux seigneurs, le nombre des paysans propriétaires a pu être considérable. De fait, Theil comptait 61 feux et 51 propriétaires (3); à Vaumort, il y avait 60 feux et 60 propriétaires (4). Dans ces paroisses, presque tous les habitants étaient donc propriétaires, et si, à eux tous, ils ne possédaient qu'une partie du territoire, c'est qu'il s'agit là de très petits propriétaires; sur les 51 propriétaires de Theil, 30 ont moins de 5 arpents, et à Vaumort, 46 propriétaires sur 60 ont moins de 10 arpents (5). La vente des biens nationaux leur per-

(1) *Documents relatifs à la vente des biens nationaux dans le district de Sens*. Introduction, p. CCVII et XLII.

(2) *Documents relatifs à la vente des biens nationaux dans le district de Sens*. Introduction, p. CCI.

(3) *Documents relatifs à la vente des biens nationaux dans le district de Sens*. Introduction, p. CCVII.

(4) *Documents relatifs à la vente des biens nationaux dans le district de Sens*. Introduction, p. LVIII.

(5) *Documents relatifs à la vente des biens nationaux dans le district de Sens*. Introduction, p. LX.

mit justement d'agrandir leur propriété. Elle donnait, en même temps l'occasion à ceux qui, jusqu'alors, n'avaient travaillé que sur la terre d'autrui, de posséder à leur tour.

C'est ainsi que, de 1789 à 1911, le nombre de propriétaires est passé : à Noë, de 84 à 100; à Theil, de 51 à 76 (1).

Actuellement, la terre appartient aux gens du pays, habitant la commune ou les villages voisins. Les exceptions sont rares. Le nombre des propriétaires forains ne doit pas faire illusion; il est sans doute très élevé : peu de communes en comptent moins de 200; Aix-en-Othe en compte 514 sur un total de 1.180; Dixmont 692 sur un total de 1.143. Mais ces propriétaires forains sont simplement des habitants des communes limitrophes. En dehors des bois communaux et des forêts domaniales, qui couvrent 40 %, la presque totalité et parfois la totalité du territoire est la propriété des gens du Pays d'Othe.

Les propriétaires étrangers sont si rares que l'existence de chacun d'eux est connue de tous; les habitants de Bercey, par exemple, savent que seule leur échappe la propriété d'une famille, originaire de la commune, et dont les descendants résident à Paris. Les exceptions ne deviennent un peu plus nombreuses et ne prennent un peu d'importance que dans le nord du pays, dans la vallée de la Vanne et ses abords. Il y a là de grosses propriétés possédées par des étrangers, ordinairement par des bourgeois,

(1) Sauf indication contraire, tous les chiffres qui concernent l'époque actuelle ont été relevés dans les bureaux de la direction des Contributions directes à Troyes et Auxerre, ou calculés à l'aide de ces données. Ils se rapportent à l'année 1911, date à laquelle a eu lieu la revision cadastrale.

fonctionnaires ou industriels, avocats, médecins ou notaires; ces bourgeois, dont les aïeux sont nés dans la commune et qui ont reçu ces propriétés par héritage, habitent la ville, ordinairement Troyes, Sens ou Paris. Ils possèdent ainsi une ferme à Malay-le-Petit, deux à Rigny-le-Ferron, quatre à Vareilles, et une telle situation se retrouve dans presque toutes les communes de la zone bordière du nord.

B. — *Petite, moyenne et grande propriété.* — Dans l'ensemble donc, les terres du Pays d'Othe appartiennent aux habitants. A ce fait, s'en rattache un autre : la division de la propriété, sa répartition en une infinité de mains. Le nombre des cotes foncières est partout considérable; on en compte 373 à Pont-sur-Vanne, 741 à Bœurs, 1.143 à Dixmont. Il ne faudrait pas croire cependant que cette division de la propriété atteigne des limites inconnues ailleurs; si l'on calcule le nombre de propriétaires par 100 hectares, on obtient 19 pour Foissy et Les Sièges, 20 pour Arces, 24 pour Saint-Mards, 32 pour Chailley; Paroy fait exception avec 56 (1). Or, dans la Somme et dans le Pas-de-Calais, il a été calculé que dans 220 communes sur 330, ce nombre dépasse 40 et que, dans 83, il dépasse 50 (2). Ici encore, le Pays d'Othe se révèle pays moyen bien équilibré.

Voyons maintenant de quelle façon la terre est répartie entre ces multiples propriétaires, et voyons si la part de chacun est la même. Si nous prenons comme exemple

(1) Si l'on ne considère que les terres labourables, on trouve 37 pour le canton de Cerisiers, 45 pour celui d'Estissac, 48 pour celui d'Aix.

(2) Demangeon : *La Picardie*, p. 343.

Bœurs-en-Othe, situé au cœur même du pays, nous constatons que l'examen de 221 propriétés rurales (1) fait apparaître la répartition suivante :

Moins de 1 hectare.....	117
De 1 à 5 hectares.....	56
De 5 à 15 hectares.....	31
De 15 à 30 hectares.....	15
Plus de 30 hectares.....	2

dont l'une de 44 hectares et l'autre de 35.

Cette répartition, qui peut être considérée comme typique, montre que la petite propriété (jusqu'à 15 hectares) l'emporte en nombre. Mais, pour se représenter d'une façon exacte l'économie rurale de la région, il faudrait en distraire les 117 propriétés d'une contenance inférieure à 1 hectare situées pour la plupart sur le pourtour du finage, car elles appartiennent, en presque totalité, aux habitants des communes limitrophes; elles sont, pour eux, un champ séparé de leurs autres champs par une simple limite administrative; elles sont entièrement rattachées, pour l'exploitation, à la terre qu'ils possèdent dans leur propre commune. Elles ne constituent donc pas des propriétés distinctes et l'on peut dire que la propriété naine ne se rencontre pas dans le Pays d'Othe.

Les lots supérieurs à 1 hectare sont, au contraire, presque tous possédés par les habitants de la commune et forment

(1) Il s'agit ici des propriétés figurant sur le premier volume de la matrice cadastrale, qui en comprend quatre. Document consulté à la mairie de Bœurs-en-Othe.

autant de propriétés autonomes. Ceux dont la contenance ne dépasse pas 15 hectares, ce qui est l'étendue à partir de laquelle il est avantageux d'exploiter soi-même à l'aide d'un cheval, sont entre les mains de journaliers agricoles; ils forment la petite propriété, au sens propre du mot, lequel a, dans le Pays d'Othe, un sens cultural: c'est, par définition, celle qui ne se suffit pas à elle-même; celle qui n'offre pas assez d'étendue pour occuper utilement un cheval; le petit propriétaire est donc obligé d'avoir recours aux cultivateurs qui possèdent un cheval. Ces derniers sont les moyens propriétaires, et l'étendue de leurs terres dépasse 15 hectares; ils sont inférieurs en nombre aux petits propriétaires, puisqu'ils ne sont que 17 et que ces derniers sont 87, mais ils leur sont supérieurs par la contenance totale de leurs terres et ils occupent la première place dans le pays, dont ils sont les dirigeants; ils tiennent sous leur dépendance les journaliers propriétaires, qui ont besoin d'eux tant pour trouver du travail que pour faire exécuter sur leurs champs les opérations de culture qui nécessitent un cheval.

Il est à remarquer que la grande propriété (supérieure à 50 hectares) n'apparaît pas dans l'exemple choisi: Bœurs, en effet, se trouve au centre du Pays d'Othe, et la grande propriété n'existe que dans le nord, dans la vallée de la Vanne et ses abords immédiats, là où la forêt ne vient pas restreindre l'étendue des terres cultivées. C'est ainsi qu'à Bucey, on compte trois grandes propriétés de 75, 80 et 120 hectares; à Neuville, on en trouve une de 85 hectares et une de 195 hectares; Saint-Benoît est encore mieux partagé avec quatre grandes propriétés, dont l'une dépasse 300 hectares; Flacy en compte trois; Malay-le-Petit,

Vareilles en comptent chacun une (1). Cette situation se traduit d'ailleurs dans les statistiques d'une façon très nette. Dans la zone forestière, le nombre de propriétaires par 1.000 habitants est considérable : 438 à Chailley, 582 à Chenegy, 643 à Cérilly. Cette proportion, tout en restant élevée, s'abaisse sensiblement dans la vallée de la Vanne : 279 à Neuville, 294 à Paisy, 320 à Theil.

Ces chiffres font voir le large développement qu'a pris la grande propriété, mais ils montrent également qu'elle n'y règne pas d'une façon exclusive.

Si l'on essaye de préciser son influence, on constate qu'outre la diminution du nombre de propriétaires, elle semble avoir eu pour effet de restreindre notablement l'importance de la moyenne propriété, sans avoir cependant porté atteinte à la petite. En laissant de côté les nombreux petits champs appartenant aux habitants des communes limitrophes, on constate que Bucey compte 47 petits propriétaires, 3 moyens et 3 grands (2), et qu'à Saint-Benoit-sur-Vanne ces chiffres s'élèvent respectivement à 50, 7 et 5 (3). La petite propriété y tient donc la même place que dans le reste du pays, et c'est la moyenne propriété qui a souffert dans son développement de la présence de la grande.

Cette situation doit être rapprochée de celle signalée plus haut : de l'existence de propriétaires étrangers dans la vallée de la Vanne. Ces deux faits se complètent : ce sont ces bourgeois, ne résidant pas dans le pays qui possè-

(1) Renseignements recueillis auprès des instituteurs.

(2) Renseignement dû à M. Dugas, ancien instituteur.

(3) Renseignement dû à l'instituteur.

dent ces grandes propriétés, et la connexion de ces deux faits entraîne des conséquences importantes pour l'exploitation (1).

De cette revue, il semble légitime de tirer les conclusions suivantes : la propriété naine est absente du Pays d'Othe ; cela s'explique facilement quand on songe que les cultures minutieuses, susceptibles de faire vivre une famille sur un champ minuscule, comme celles du vignoble ou des jardins maraîchers, ne présentent dans la région qu'une extension insignifiante. La petite propriété de 1 à 15 hectares est très largement développée dans toute la contrée, et bien rares sont les habitants du pays qui n'en bénéficient pas ; mais, si elle l'emporte par le nombre de ses titulaires, elle ne l'emporte pas par l'étendue qu'elle couvre. La première place revient, sous ce rapport, à la moyenne propriété (de 15 à 50 hectares), dont le régime se trouve dominer toute l'économie rurale de la région. Elle ne trouve de rivale que dans la zone bordière du nord, où la grande propriété la supplanté en partie (2).

Il nous reste à voir si cette répartition des différents modes de propriété a toujours existé, ou si, dans ce domaine comme dans les autres, on peut relever une évolution dans le passé et des signes de transformation pour l'avenir.

Cette histoire est bien difficile à retracer, car les documents précis font défaut. Cependant, il semble que, pendant la seconde moitié du *xix^e* siècle, la situation respec-

(1) Voir plus loin, § 3 : « L'exploitation », et chap. VIII : « La Ferme ».

(2) Pour l'explication probable de cette répartition, voir plus loin, chap. VII : « La Ferme » *in fine*.

tive des différents modes de propriété n'ait pas sensiblement changé; pour aucune d'entre elles, on ne signale d'avancée ou de recul. Est-ce à dire que les transactions de terres furent nulles pendant toute cette période? Non, certes; jamais peut-être elles ne se montrèrent plus actives et les statistiques elles-mêmes nous le révèlent, puisqu'elles dénombrent, dans le canton d'Aix-en-Othe, 4.046 cotes foncières en 1859 (1) et 4.972 en 1911, ce qui correspond à une augmentation de 25 % environ du nombre des propriétaires. Comment concilier ce changement avec la stabilité indiquée plus haut? Il semble que ces nouveaux acheteurs étaient pour la plupart des journaliers agricoles qui accédaient à la propriété grâce à des circonstances économiques particulièrement favorables. A la prospérité agricole, commune alors à toute la France, s'ajoutait la prospérité d'une industrie à domicile, particulière à la région, la bonneterie (2); comme les travailleurs des champs faisaient marcher de front la charrue et le métier, leurs gains s'en trouvaient doublés. Ils purent réaliser leur rêve et posséder à leur tour. Leurs ressources modestes ne leur permettaient que l'achat de quelques arpents, et comme ni les moyens, ni les grands propriétaires ne vendaient une terre qui les faisaient vivre largement, ils devaient acheter aux petits propriétaires dont les terres, à la suite de décès, se trouvaient dispersées. Il en résultait que le nombre des petits propriétaires croissait, sans que l'étendue totale de la petite propriété augmentât.

(1) Monchaussé (8), p. 54.

(2) Voir plus loin, chap. XII : « Les Industries textiles » (§ 2 : La bonneterie).

La fin du xix^e siècle et le début du xx^e siècle amenèrent des modifications plus importantes. Les circonstances économiques changèrent.

Ce fut d'abord la crise agricole de 1880-90 qu'aggrava ici la décadence profonde de la bonneterie (1). La moyenne et la grande propriété, qui n'avaient jamais eu de rapports avec la bonneterie, eurent seulement à lutter contre la baisse des produits agricoles et une série de mauvaises récoltes; elles parvinrent à maintenir leurs positions. Mais beaucoup de petits propriétaires succombèrent sous le double coup qui les atteignait. Il s'en suivit bien des liquidations foncières. Il semble qu'elles profitèrent surtout aux petits propriétaires qui, pour une raison ou pour une autre (souvent parce qu'ils s'étaient tenus à l'écart de la bonneterie), avaient pu résister à la crise. Le nombre des petits propriétaires diminua (de un vingtième environ) [2], l'étendue totale de la petite propriété resta fixe, mais la contenance de chaque propriété augmenta. Il se produisit, en somme, un mouvement inverse du précédent.

La petite propriété avait, jusqu'alors, très bien résisté, mais elle trouva un ennemi mortel dans la dépopulation des campagnes, qui date de loin, mais dont les effets, longtemps cachés, se manifestèrent avec éclat dès le début du xx^e siècle. Des journaliers agricoles, petits propriétaires, émigrent à la ville et, avant leur départ, vendent leurs quelques lopins de terre. Et le déficit de main-

(1) Voir plus loin, chap. XII: « Les Industries textiles » (§ 2: La bonneterie).

(2) *La petite Propriété rurale en France*. Ministère de l'Agriculture 1908-1909, p. 31 et 283.

d'œuvre qui s'ensuit amène les petits propriétaires qui restent à vendre, contre leur gré. En effet, ces derniers sont, comme nous l'avons vu, sous la dépendance étroite du moyen propriétaire qui possède des chevaux, et qui « lui fait son ouvrage »; or, de plus en plus difficilement, il trouve un cultivateur qui consente à lui rendre ce service, pourtant chèrement payé : car, dans un pays où la main-d'œuvre est rare, où les familles comptent peu d'enfants, où l'emploi des machines agricoles rencontre maints obstacles, le cultivateur suffit avec peine aux travaux de sa propre exploitation; à plus forte raison, ne va-t-il pas travailler pour autrui. Et le petit propriétaire se trouve obligé de liquider des terres qu'il ne peut plus faire labourer.

Dès 1900, ce mouvement devenait sensible; la guerre de 1914, avec les pertes de vies humaines et les désertions agricoles qu'elle a entraînées, n'a fait que l'accélérer et l'aggraver. Aussi, à Vaumort, à Vareilles, à Noë, aux Sièges, à Saint-Benoît, à Neuville, à Bellechaume, partout on signale une diminution du nombre des petits propriétaires. Rares sont les communes, comme Bucey et Vauchassis, où l'état de la propriété paraît stationnaire (1).

Et, cette fois-ci, le changement est profond. Les terres liquidées sont en partie achetées par de petits propriétaires, qui profitent de l'occasion pour arrondir leurs champs; mais elles sont surtout acquises par les moyens propriétaires dont la situation, comme nous le verrons à propos de l'exploitation, est particulièrement forte;

(1) Renseignements recueillis auprès des instituteurs.

sans doute, ils ne sont pas encore en passe de se transformer en grands propriétaires; mais, en élargissant leurs domaines, ils accroissent leur importance qui était déjà considérable. Et le pays tend ainsi à devenir de plus en plus un pays de moyenne propriété.

A côté de la grande propriété qui reste immuable, la petite propriété verra sa décadence continuer; bientôt ne subsistera que celle possédée par les quelques salariés agricoles restés fidèles à la terre, et il semble qu'elle résistera plus longtemps dans la zone forestière que dans la zone bordière du nord, où les conditions de vie sont plus dures pour les manouvriers.

C. — *Le morcellement.* — Il est probable que cette concentration de la terre entre les mains des moyens propriétaires amènera une concentration du sol. Pour le moment, la division de la propriété a entraîné le morcellement. Ce mouvement s'est poursuivi activement pendant la seconde moitié du xix^e siècle; alors qu'en 1859, le canton d'Aix-en-Othe comptait 54.812 parcelles (1), il en comprend 70.946 en 1911. Aussi, tandis que la contenance moyenne de la parcelle est de 43 ares dans le Pas-de-Calais et de 66 dans la Seine-Inférieure (2), elle descend à 28 dans le canton d'Aix-en-Othe, à 26 dans celui d'Estissac, à 23 dans celui de Cerisiers (3).

(1) Monchaussé (8), p. 54.

(2) Foville : *Le Morcellement*, p. 139-141.

(3) Ces chiffres sont ceux donnés par les archives des Contributions directes (revision de 1911). Ils ont été calculés en prenant pour base la superficie totale. Mais, si l'on retranche les forêts pour ne tenir compte que des terres labourables, on obtient des chiffres notable-

En effet, on pratique scrupuleusement le partage égal entre tous les enfants, et pour que chacun ait sa part des terres rouges du plateau et des terres blanches des versants, pour que chacun ait son lot de prés, de vignes et de pommiers à cidre, pour que chacun ait des terres proches du village et des terres éloignées, on partage matériellement les champs entre les héritiers, et l'on aboutit ainsi à l'émiettement de la terre.

Cet émiettement est donc en rapport très étroit avec l'état de la propriété; aussi, la contenance moyenne de la parcelle, qui s'abaisse à 15 ares à Bœurs, reste aux environs de 25 dans la zone forestière, augmente brusquement lorsqu'on approche de la vallée de la Vanne, où apparaît la grande propriété; elle atteint 36 à Vaumort et Rigny-le-Ferron, 38 à Flacy, 43 à Neuville. Les statistiques ne font d'ailleurs que traduire l'impression produite par la vue du pays: du haut du plateau, on n'aperçoit qu'un vaste damier aux mille petites cases multicolores, qui se multiplient et deviennent plus petites encore dans les vallées, aux abords des villages et sur les coteaux où poussait la vigne. Il faut descendre vers le nord du pays pour observer les « pièces » de terre de plusieurs hectares. Ce morcellement est encore facilité par l'absence de toute clôture, de toute barrière entre les champs; pas une seule haie, pas un seul fossé; chaque champ n'est séparé de ses voisins que par un sillon un peu plus profond que les autres.

ment inférieurs : 14 ares pour les cantons d'Aix et d'Estissac, 17 pour celui de Cerisiers. Ces chiffres correspondraient mieux à la réalité.

Chaque cultivateur possède ainsi des champs aux quatre coins du finage; il en possède même dans toutes les communes limitrophes, ce qui explique le nombre considérable de cotes foraines. A Bœurs, un propriétaire moyen voit ses 25 hectares répartis en 158 parcelles (1)! On devine aisément combien de charrois supplémentaires entraîne un tel état de choses, quelle perte de temps s'ensuit (2), quelle augmentation de frais de culture en est la conséquence, quel obstacle cette dispersion et ce morcellement apportent à l'emploi des machines agricoles et aux améliorations foncières.

Le remembrement seul pourrait y porter remède; malheureusement, il en est à peine question dans le pays; les tentatives individuelles, qui se révèlent de temps à autre, se heurtent à l'indifférence, plus souvent encore à la mauvaise volonté du paysan, à son attachement pour le champ qu'il a acquis péniblement ou qui lui vient de ses parents, et parfois aussi à son entêtement à considérer « son champ » comme meilleur que celui de son voisin. Il y a là bien des progrès à réaliser et, pour commencer, toute une éducation à faire.

(1) Propriétaire figurant au folio 157 de la matrice cadastrale, consultée à la mairie.

(2) M. Voitellier calcule que le temps employé à tourner la charrue au bout du sillon s'élève de 15 à 30 secondes, ce qui, pour une largeur de raie de 28 centimètres, cause une perte de temps : de 2 h. 57 à 5 h. 54 pour une pièce carrée de 1 hectare; de 5 h. 55 à 11 h. 54 pour quatre pièces carrées de 25 ares.

§ 3. — L'Exploitation (1)

Cette éducation sera longue, car elle devra s'adresser à tous : tous les propriétaires sont intéressés de la façon la plus directe et la plus précise à ce que leurs champs soient situés dans telle ou telle partie du finage, car tous ils exploitent directement leurs terres. Le Pays d'Othe est un pays de faire-valoir direct, mais il convient d'étudier et les exceptions que souffre cette règle et les différentes modalités qu'elle présente, car il serait surprenant qu'un domaine de 40 hectares s'exploitât de la même façon que deux ou trois lopins de terre.

À la base, se trouvent les propriétaires qui ne possèdent pas assez de terres pour y occuper un cheval toute l'année ; leur exploitation ne dépasse donc pas un quinzaine d'hectares. Ils constituent la classe de ceux qu'on appelle les « manœuvres » ; le mot a, dans le pays, un sens qu'on pourrait appeler cultural ; le « gros manœuvre » possède 10 à 15 hectares, le « petit manœuvre » 3 ou 4. Le manœuvre habite une véritable maison de culture ; il a étable, grange et laiterie ; mais il n'a pas d'écurie, puisqu'il n'a pas de chevaux. Il a des vaches, fait du beurre et des fromages, produit du fumier. Mais doit-il labourer ou herser, un charroi est-il à faire pour rentrer les récoltes ou mener le grain au moulin, il lui faut s'adresser au cultivateur qui possède des chevaux, et qui sera celui qu'il appellera « son charretier ». En 1914, celui-ci se faisait payer 10 francs

(1) Les indications contenues dans ce paragraphe sont à compléter par celles du chapitre VII : « La Ferme ».

pour labourer un arpent (1) et 2 fr. 50 pour faire un charroi; ces prix ont quadruplé et atteint, en 1921, respectivement 40 francs et 8 francs.

On devine aisément quelle véritable sujétion économique représente une telle dépendance; si le « charretier » peut choisir à son gré le jour où il ira labourer le champ de son manœuvre, il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit, par exemple, d'engranger la moisson; le petit propriétaire l'accompagnera, car il faut être au moins deux pour charger les gerbes sur la voiture; il faudra donc faire l'accord des deux volontés, et ce ne sera pas toujours commode, car moyen et petit exploitants ont les mêmes occupations agricoles au même moment de l'année; le plus fort sera porté tout naturellement à exécuter ses propres travaux en premier lieu; aussi, quelle source de conflits quand un retard du « charretier » aura laissé venir l'orage et compromis toute la récolte ! Il faut reconnaître que ces inconvénients sont restés longtemps théoriques et que, dans l'ensemble, l'accord régnait entre « charretiers » et « manœuvres ». Mais avec le relâchement des liens personnels, avec l'esprit d'indépendance qui se manifeste dans tous les domaines de la vie sociale, ce mode d'exploitation devenait difficile; la pénurie et les exigences de la main-d'œuvre, en amenant les moyens exploitants à concentrer toute leur activité sur leurs propres terres, lui ont porté le dernier coup; il est aujourd'hui en train de mourir avec la petite propriété, à laquelle il est lié (2).

(1) De 42 ares.

(2) Voir plus haut, § 2 : « La propriété individuelle ».

Sur ses ruines, grandit et prospère la moyenne exploitation, dont l'étendue varie d'une quinzaine à une cinquantaine d'hectares. C'est le type d'exploitation le plus commun dans le Pays d'Othe; il y correspond à la moyenne propriété. Dans la grande majorité des cas, c'est le propriétaire qui assure lui-même la mise en valeur de la terre. Il en est le principal ouvrier; c'est lui qui soigne les chevaux et assure les travaux des champs; mais il ne saurait suffire à la besogne sans l'aide de sa famille, qui lui fournit le complément de main-d'œuvre; la femme s'occupe des vaches, de la laiterie, de la basse-cour, et trouve encore le temps, à l'automne, d'aller herser, en été d'aller charger une voiture de fourrage ou de blé; les enfants... quand il y en a, secondent les parents: les garçons secourent le père, les filles assistent la mère. L'emploi du salarié est réduit au minimum: on prendra, si le besoin s'en fait sentir, un ouvrier pour les semailles ou l'engrangement; on « louera », pour l'automne, un gamin qui ira garder les vaches; mais on prendra bien rarement un domestique à l'année. Autrefois, on confiait la moisson et la coupe des fourrages à un journalier, qui « l'entreprenait » à la tâche; l'emploi des faucheuses et des moissonneuses a permis de se passer de cet auxiliaire. La moyenne exploitation tend donc à se suffire à elle-même; elle y parvenait autrefois grâce à ses nombreux enfants; elle y parvient aujourd'hui grâce aux machines agricoles. Ce moyen exploitant, qui est en même temps moyen propriétaire, représente le cultivateur du Pays d'Othe dans toute son indépendance: il n'est pas, comme le manœuvré, sous la coupe d'un plus haut que lui; il n'est pas, comme le gros exploitant, à la merci des salariés. Dans sa cour de ferme, à

peine séparée de la rue du village par une petite barrière (1), il trône avec l'assurance d'un homme qui ne compte que sur lui; c'est là qu'il reçoit les sollicitations du manœuvre, qui, à l'automne, voudrait bien faire labourer son champ ou obtenir, pour l'hiver, la coupe de quelques cordes de bois. Mais, au sein même de cette prospérité, il est guetté par deux ennemis, d'autant plus à craindre qu'ils sont ignorés : le manque de connaissances techniques souvent, le morcellement du sol toujours. Nous avons vu les rayages économiques de ce dernier et les entraves qu'il oppose à toutes les formes du progrès. Le manque de connaissances n'est pas moins redoutable : revues et journaux agricoles ne pénètrent pas en Pays d'Othé, ce qui ne les empêche pas d'être considérés avec le plus grand mépris, quand, par hasard, un exemplaire vient s'égarer dans quelque ferme. A plus forte raison, ne faut-il pas parler de livres. On ne voyage pas, car on a trop à faire à la maison, et l'on se prive ainsi du seul moyen que l'on ait de s'instruire sans lire; on n'envoie jamais les enfants dans une école d'agriculture, car on estime que l'expérience paternelle leur suffit. Les professeurs d'agriculture passent pour des gens qui ignorent tout des travaux de la terre, et, comme suffisamment d'occupations les sollicitent de tous côtés, ils prodiguent leurs conseils aux cultivateurs des autres régions qui les leur demandent et délaissent pour le moment le Pays d'Othé, considéré comme un îlot rebelle, que le temps seul permettra de réduire (2).

(1) Voir plus loin, chap. VII : « La Ferme ».

(2) Sur le cultivateur moyen exploitant, voir également plus loin, chap. VIII : « Le Travailleur » (§ 2 : L'exploitant).

La grande exploitation, elle, ne présente pas ces inconvénients. Elle correspond, la plupart du temps, aux grandes propriétés dont les terres sont d'un seul tenant, et que l'on trouve dans la vallée de la Vanne et ses abords. Les propriétaires de ces domaines sont, nous l'avons vu, des bourgeois qui ne résident pas dans le pays et habitent la ville. L'exploitation directe est ainsi rendue impossible. Le fermage s'impose, et voilà déjà une exception au principe posé plus haut. Exception très limitée, car le fermage est localisé comme la grande propriété qu'elle accompagne (1) : alors que, dans la zone forestière, les fermiers sont rares, qu'il n'y en a aucun à Villechétive, qu'on n'en trouve que deux à Bercenay et trois à Chennezy, on en compte six à Neuville, sept à Rigny-le-Ferron, dix à Saint-Benoît.

Ils signent ordinairement des baux de douze ou dix-huit ans, alors que les rares fermiers qui s'installent dans les moyennes exploitations se contentent de baux trop courts de trois, six ou neuf ans. Pour les autres conditions du bail, ils se soumettent aux habitudes du pays : l'entrée en ferme a lieu le 23 avril, le jour de la Saint-Georges ; le fermier entrant a la jouissance des pailles, fourrages et fumier qu'il trouve en place ; il fait les semailles d'avoines, d'orge et de fourrage ; le fermier sortant récolte le blé qu'il a semé ; il n'est pas question, dans la plupart des cas, de petites redevances en nature.

Ces fermiers sont assez fréquemment des gens instruits ; du moins, ils ont souvent pratiqué la culture dans d'autres pays ; ils échappent à la routine. Ils sont d'autant mieux

(1) Pour l'explication probable de cette répartition, voir plus loin, chap. VII : « La Ferme », *in fine*.

soustraits aux influences retardatrices de la région qu'ils n'habitent pas, comme le moyen exploitant, une ferme située au village, mais une ferme isolée, construite au milieu du domaine (1), à 2 ou 3 kilomètres de toute agglomération. Leurs terres étendues et d'un seul tenant leur permettent l'emploi de méthodes culturales perfectionnées. De bonne heure, ils ont semé des engrais chimiques; de bonne heure aussi, ils ont adopté les machines agricoles. Charrues polysocs, et parfois charrues automobiles, herses articulées, semoirs, extirpateurs, faucheuses, faneuses, râteliers à cheval, moissonneuses-lieuses, tous les instruments modernes se rencontrent dans leur cour de ferme, tandis que le moyen exploitant se contente d'une faucheuse et d'une moissonneuse. Ils sont les seuls à posséder une machine à battre, mue ordinairement par un manège à chevaux et qu'ils font fonctionner pendant l'hiver, à temps perdu, avec leur seul personnel; le moyen exploitant, au contraire, s'adresse à un entrepreneur qui vient, avec une machine à vapeur et à grand renfort de bras, lui battre, en quelques jours, toute la récolte de l'année. De même, tous ces fermiers possèdent un taureau pour les besoins de leur étable, tandis que le moyen exploitant en possède rarement. Il n'est pas jusqu'à la basse-cour qui ne reflète la différence des méthodes employées : elle se peuple de poules communes et métissées dans les cours mal closes du village, elle ne renferme que des poules de race dans les cours bien closes des fermes isolées.

Ces fermiers se heurtent, par contre, à une difficulté

(1) Voir plus loin, chap. VII : « La Ferme ».

que la moyenne exploitation ne connaît qu'à un degré bien moindre : la pénurie de main-d'œuvre. Le domaine est trop grand pour être cultivé par une seule famille ; le patron est en partie absorbé par son rôle de direction, il faut au moins un ou deux charretiers, un berger, parfois un vacher, sans compter les aides saisonniers. Les machines agricoles n'arrivent pas toujours à suppléer les bras qui manquent, et le problème n'est pas encore résolu. La moyenne exploitation regagne, sur ce domaine, ce qu'elle perdait par l'infériorité de ses méthodes et de son outillage.

Tels qu'ils se présentent actuellement, ces fermiers sont un bienfait pour le Pays d'Othe. Par l'exemple vivant qu'ils donnent, ils sont un élément de progrès et on leur doit, en grande partie, l'introduction, puis le développement de l'emploi des engrais chimiques et des machines agricoles. Ils sont devenus, sans l'avoir voulu, les éducateurs du pays.

Mais leur importance sociale est loin d'égaliser leur rôle économique. Etrangers au pays, n'y passant souvent que la durée d'un bail, vivant à l'écart dans leur ferme isolée, ils ne tiennent qu'une place insignifiante dans la vie d'une population qu'ils ignorent, parce qu'ils n'ont guère l'occasion de l'employer : ils ont surtout besoin de domestiques qui se louent à l'année ; et qu'ils recrutent, la plupart du temps, parmi une classe de célibataires à moitié nomades ; les moyens exploitants, au contraire, utilisent les journaliers agricoles, chets de famille, installés au village depuis des générations et qui aiment mieux aller travailler pour le voisin qu'ils voient chaque jour que pour le gros fermier qu'ils ne connaissent pas ; aussi, ce dernier demande-t-il aux Belges et aux Polonais le supplément de main-d'œuvre

qui lui est nécessaire. Il ne constitue donc pas, comme le moyen exploitant, le pivot de la vie du pays.

Tels sont les modes d'exploitation en usage dans le Pays d'Othe. Ils sont en rapport très étroit avec l'état de la propriété. A la petite et la moyenne propriété correspond un faire-valoir direct; à la grande correspond le fermage. On peut y remarquer l'absence du métayage (1); elle s'explique fort bien. Les propriétaires qui n'exploitent pas eux-mêmes habitent ordinairement la ville; ils résident trop loin de leurs terres pour utiliser cette méthode qui nécessite, sinon une collaboration continue, du moins une active surveillance. Il semble, en outre, qu'elle répugne à l'esprit d'indépendance un peu farouche du cultivateur de la région.

Il ne faudrait pas croire que cet exposé traduise toute la réalité. Si les grands fermiers du nord se contentent de cette seule qualité, les moyens exploitants cumulent parfois la situation d'exploitants directs et de fermiers; aux terres qui leur appartiennent ils joignent, en vue d'accroître leurs revenus, des terres qu'ils louent; ou bien elles appartiennent à un propriétaire exploitant d'une commune voisine, et la distance seule oblige ce dernier à les louer, ou bien elles sont la propriété d'un manœuvre, contraint par l'âge à renoncer à l'exploitation directe; en aucun cas, ces terres ne sont constituées en exploitation autonome; elles ne comportent aucun bâtiment et elles ne peuvent être confiées qu'à un cultivateur possé-

(1) En 1920, on signalait seulement quatre métayers à Saint-Benoît.

dant déjà étable et grange. Le « manœuvre », de son côté, n'est pas toujours propriétaire des champs sur lesquels il récolte : petit salarié, pas toujours assez riche pour acheter la terre, il commence par la louer ; il l'exploite à l'aide d'un « charretier » ; c'est donc, à des titres divers, trois activités qui se croiseront sur un petit lopin de terre. Ce fait seul vient encore montrer quelle complexité présentent les faits d'économie rurale et quelles restrictions il faut toujours apporter aux lois générales.

Cependant, on peut dire que l'exploitation de la terre présente, dans le Pays d'Othe, avec sa prédominance du faire-valoir direct et du moyen exploitant, un ensemble de garanties matérielles et morales qui assurent une utilisation satisfaisante des ressources du sol.

§ 4. — Le Prix de la Terre

Nous avons recherché par qui le champ était possédé et par qui il était exploité. Nous devons maintenant reconnaître le rang qui lui est assigné dans l'ordre des valeurs, et qui se traduit, dans le domaine économique, par la somme d'argent dont on paie son acquisition, par son prix.

La nature accidentée du terrain, la diversité des sols rendent malaisée cette étude. Les terres alluviales des vallées et les terres fortes du plateau jouissent d'une fertilité dont sont dépourvues les terres crayeuses des versants ; mais les terres qui sont situées au confluent de plusieurs vallées et qui risquent, lors d'un orage violent, d'être recouvertes d'une couche de graviers stériles, sont tenues

en suspicion (1). Les champs qui s'étalent près des villages, ou dont l'accès est facile, sont recherchés avec une faveur qu'ignorent les champs éloignés et ceux dont la pente trop rapide gêne les charrois et les labours. Les plantations de pommiers ont encore compliqué la situation : leur densité est souvent trop faible pour qu'on les qualifie de vergers ; même dans ce cas, le manque d'uniformité dans les sujets de tout âge et de toute variété empêche l'établissement d'un prix d'ensemble ; très souvent, la valeur est encore plus difficile à fixer, car le champ ne contient que deux ou trois arbres. En 1911, on trouvait des terres à 420 francs l'hectare à Dixmont et à Neuville, à 1.300 francs à Bagneaux et Villeneuve-l'Archevêque.

Une grande prudence s'impose donc pour l'utilisation des prix obtenus dans les ventes de terres ; et leur généralisation donnerait souvent des résultats tout à fait étrangers à la réalité. Et s'il est cependant possible d'établir des moyennes, elles n'ont pas plus de valeur qu'une moyenne annuelle de température dans un climat à hivers rigoureux et étés très chauds ; elles constituent de simples indications et se rencontrent rarement dans la pratique des choses.

En 1859, dans le canton d'Aix-en-Othe, qui peut être pris en exemple, on estimait la valeur vénale d'un hectare de terre moyenne à 1.250 francs (2). C'est l'époque de la prospérité agricole du second Empire ; elle se prolonge encore pendant une vingtaine d'années, au cours desquelles ses

(1) Voir plus haut, chap. II : « Le Climat et le Régime des eaux » (§ 2 : Le régime des eaux).

(2) Monchaussé (8), p. 96.

effets se trouvent renforcés par le développement de la bonneterie; cette industrie apporte aux petits propriétaires et aux journaliers agricoles qui en constituent la main-d'œuvre un supplément de ressources. Une grande partie de ces salaires se porte sur les placements fonciers; la terre est activement recherchée et, comme la population est alors très nombreuse (1), la demande dépasse l'offre; les prix montent. Il semble que, vers 1880, l'hectare de qualité moyenne dépasse 1.500 francs.

Mais surviennent la crise agricole et la débâcle de la bonneterie (2). Bien des petits propriétaires sont obligés de liquider leurs champs; puis ils émigrent à la ville. Le pays se vide (1); la terre ne trouve plus preneur, faute d'habitants. Les prix s'effondrent.

En 1911, on constatait, lors de l'évaluation des propriétés non bâties (3), que la plus forte valeur atteinte dans le canton l'avait été à Saint-Mards et qu'elle ne dépassait pas 888 francs l'hectare. Dans le canton de Cerisiers, la baisse s'est faite sentir aussi fortement: 942 francs a été le maximum relevé (commune de Dilo); dans le canton d'Estissac, ce maximum fut de 1.118 francs (commune de Bucey). La moyenne, pour ces trois cantons, est respectivement de 729 francs, 778 francs et 671 francs. Les prés n'ont pas mieux résisté que les terres labourables: leur

(1) Voir plus loin, chap. XIV: « Population et Dépopulation » (§ 2: dépopulation).

(2) Voir plus loin, chap. XII: « Les Industries textiles » (§ 2: La bonneterie).

(3) Evaluation des propriétés non bâties (loi du 31 décembre 1907, (art. 3). Etat modèle n° 21.

prix se montait à 3.000 francs l'hectare en 1859 (1), il ne dépassait guère 1.100 francs en 1911 : moyenne du canton d'Aix-en-Othe (2). Dans la même période de temps, l'hectare de vigne tombait de 2.500 francs (1) à 940 francs dans ce même canton. En une trentaine d'années, la terre a donc perdu la moitié, parfois même les deux tiers de sa valeur (3).

Et la guerre, qui survint bientôt, qu'a-t-elle fait ? La hausse que l'on constate dans le prix de tous les produits s'est-elle fait sentir sur la terre ? L'enquête la plus sommaire démontre qu'il n'en est rien. Dans quelques communes seulement, on signale une hausse (4) : Chennegy et Bellechaume ont vu l'hectare passer de 1.000 à 1.400 francs ; Sormery de 800 à 1.200 francs ; Fontvannes de 500 à 700 francs ; d'autres, comme Bucey, ont constaté une hausse plus minime : le prix, qui variait entre 1.000 et 1.100 francs, varie maintenant entre 1.100 et 1.200 francs. Mais, dans la plupart des communes, le prix de la terre est resté le même qu'avant la guerre : à Villemoiron, Arces, Maraye, Neuville-sur-Vanne, Rigny-le-Ferron, toutes les ventes révèlent des cours stationnaires. La valeur de la terre n'a donc monté, dans les cas les plus favorables, et ils sont rares, que de 50 % au maximum ; ailleurs, la hausse n'a été que de 10

(1) Monchaussé (8), p. 96.

(2) Les prix oscillent entre 200 francs (pâtures de la Vanne), et 3.770 francs (près des vallées intérieures). Ces derniers valaient 5.000 francs en 1860.

(3) La dépréciation moyenne du département de l'Aube a été évaluée à 50 % (Pierre Caziot : *Valeur de la terre en France*, p. 157).

(4) Les renseignements concernant la période d'après-guerre sont dus pour la plupart aux instituteurs.

à 20 %; presque partout, elle ne s'est pas fait sentir. Comme le coefficient général d'augmentation des prix de 1914 à 1920 peut être évalué à 3, le maintien des prix de la terre cache donc une dépréciation réelle des deux tiers, qui vient s'ajouter à celle constatée plus haut. C'est donc un véritable effondrement.

Les hauts prix atteints par les produits agricoles n'ont pas pu l'empêcher. Leur seul effet a été d'augmenter, dans la plupart des communes, le prix du loyer de la terre; quelques communes signalent bien qu'aucun changement n'est survenu; mais, dans l'ensemble, l'hectare qui se louait avant la guerre de 20 à 30 francs se loue maintenant de 30 à 40 francs (1). En effet, les cours élevés des denrées alimentaires qui peuvent n'être que temporaires agissent sur le prix du fermage, qui ne constitue également pour le preneur qu'un engagement temporaire; ils restent sans action sur les prix de vente, qui obéissent à des influences plus profondes et plus permanentes.

Or, ces dernières poussent à la baisse : manque de main-d'œuvre, élévation des salaires, cherté de l'outillage et pertes humaines dues à la guerre (2). Aussi, la situation foncière est-elle lamentable. Les champs éloignés ne se vendent plus et la friche y gagne sur la culture. Seules, les parcelles proches des villages conservent une valeur certaine. Les autres ne trouvent comme acquéreurs que les exploitants qui possèdent eux-mêmes des parcelles à proximité et qui sont les maîtres du marché. C'est bien

(1) Ces chiffres sont les mêmes que ceux pratiqués en 1860.

(2) P. Caziot : *La valeur d'après guerre de la terre*.

un exemple de la ruine des pays calcaires, déjà décrite ailleurs (1). Le rôle du calcaire apparaît ici avec évidence : c'est dans la zone crayeuse du nord que les prix se sont les plus abaissés. Neuville présentait, en 1914, la moyenne la plus faible avec 423 francs, alors que dans la région du sud, où le plateau argileux a été peu entamé par les vallées, les prix se maintiennent plus hauts, 736 à Cerisiers, 822 à Bœurs. Dans toutes les communes de la vallée de la Vanne et de ses abords, les prix de 50 à 100 francs l'hectare ne sont pas rares. Les propriétaires qui ont parfois acheté ces terres fort cher, préfèrent les laisser incultes ou les boiser que de les céder à des prix dérisoires. La forêt s'en empare ainsi petit à petit ; leur « rôle est fini au point de vue agricole, il commence au point de vue forestier » (2) ; on ne cultivera plus que les terres d'alluvions du fond des vallées ou les terres fortes du plateau (3). C'est du moins ce qu'il est permis de prévoir, si les conditions actuelles ne changent pas (4).

C'est ainsi que l'effondrement du prix des terres est lié à toute l'évolution agricole du pays, et n'est qu'une des formes sous laquelle se manifeste la vie du champ, vie tantôt florissante, tantôt languissante.

(1) P. Caziot : *La valeur de la terre en France*, 1914, chap. III.

(2) P. Caziot : *loc. cit.*

(3) Voir plus haut, chap. I : « Le Défrichement », *in fine*.

(4) Voir plus haut, p. 59 et 60, l'obstacle que le développement du cheptel ovien peut opposer au reboisement.

CHAPITRE VII

LA FERME

Si le champ forme l'un des pôles de la vie agricole, la ferme en constitue l'autre. C'est entre eux une perpétuelle série d'échanges, dont le courant se renverse périodiquement aux grandes époques de l'année : à l'automne, au moment des semailles, la ferme se vide au profit du champ, elle lui envoie ses hommes, ses animaux, ses machines, ses grains les plus beaux ; à l'été, un flot de richesses s'écoule du champ pour aboutir à la ferme.

La ferme, création humaine, a dû s'adapter au champ ; elle doit être constituée de façon à lui fournir ce qu'il réclame et à en recevoir ce qu'il produit. Les bâtiments qui conviennent à une exploitation où les prairies dominent ne sauraient satisfaire les exigences d'une terre à céréales. L'homme n'a pas réalisé du premier coup cette exacte correspondance ; il a dû faire bien des essais malheureux ; de nos jours encore il tâtonne, car des besoins nouveaux apparaissent, qui demandent de nouvelles solutions. La ferme ne saurait, comme un monument qui traduit un idéal artistique éternel, se figer en une immobilité souveraine ; l'arrêt serait pour elle la mort ; elle doit se transformer sans cesse.

L'habitation rurale apparaît donc comme « résultant

d'une longue évolution; elle résume l'expérience des générations terriennes; elle forme en réalité un outil adapté au travail du paysan (1)». C'est à ce titre qu'elle doit être étudiée, afin de rechercher comment, tant par sa disposition interne que par ses modes de groupement, elle traduit l'économie agricole de la région dans son passé et son présent.

Elle en traduit d'abord les éléments physiques, le sol et le climat. Ses murs en rognons de silex, que surmontent parfois quelques lits de moellons en craie, disent assez la constitution géologique du pays; la façade tournée au midi, et le grand souci que l'on a partout conservé de cette orientation, révèlent la dureté du climat.

§ 1^{er}. — La Disposition interne de la Ferme

Mais elle traduit encore mieux l'activité de l'homme : l'ordonnance interne des bâtiments, les rapports qu'ils établissent entre les hommes, les bêtes et les biens en sont une image fidèle. Envisagées à ce point de vue, les fermes du Pays d'Othe présentent un certain nombre de caractères communs, associés à d'autres qui ne se retrouvent pas dans toutes et qui amènent à en distinguer deux catégories, correspondant la plupart du temps à deux types d'exploitation différente : la ferme du village ou hameau, la ferme isolée (2).

(1) Demangeon : L'habitation rurale en France. — *Annales de Géographie*, 1920, p. 352.

(2) Pour les deux types d'exploitation, voir plus haut, chap. VI (§ 3 : Le champ). Pour la description de la maison d'habitation, voir plus loin, chap. VIII (§ 2 : Le travailleur).

Toutes deux présentent leurs bâtiments rangés autour d'une cour, généralement rectangulaire. La cour est ordinairement vaste; il faut de la place pour le tas de fumier qui trône au milieu et il en faut encore davantage tout autour, car la cour est l'intermédiaire nécessaire de tous les efforts, de tous les travaux; c'est là que le matin les charretiers se rassemblent avant de partir, là souvent qu'ils finissent de harnacher les chevaux, qu'ils les attellent à la charrue ou à la voiture, que le patron admire le bon état de ses bêtes, auxquelles il tient comme à la prune de ses yeux, et qu'il donne ses ordres; à dix heures, la cour se remplit du galop des vaches et des veaux, que l'on fait sortir quelques minutes de l'étable pour leur permettre d'aller boire à l'auge du puits ou à la mare; à onze heures, c'est la rentrée des travailleurs; l'après-midi, à une heure et à sept heures, c'est la même activité du départ et du retour; c'est, au printemps, le tumulte bëlant des agneaux qu'on a tenus enfermés tout le jour et qu'on lâche lorsque les brebis reviennent des champs, le pis gonflé de lait; c'est, du matin au soir, le chant joyeux des coqs et le gloussement des poules; c'est dans la cour qu'on procède, à l'automne, au battage des récoltes, et que l'hiver on montait l'alambic pour distiller le marc. Et que dire de la fermière, qui vit dans la cour autant qu'à la maison? Il lui faut constamment traverser pour se rendre à la laiterie, pour aller au potager, pour donner ses soins à la basse-cour.

On comprend l'importance qu'on attache à la cour et pourquoi tout cultivateur tient à l'avoir belle et spacieuse. Si le paysan du Pays d'Othe ne va pas, comme certains paysans bretons, jusqu'à la balayer chaque di-

manche avec précaution, du moins en prend-il soin; il la nettoie souvent, veille à ce qu'elle présente une surface bien plane, à ce que l'écoulement de l'eau se fasse régulièrement et il ne manque pas chaque hiver, lorsque les travaux dans les champs ont cessé, d'amener des silex et de la mârne pour combler les moindres trous.

Autour de cette cour, s'élèvent les bâtiments: écurie, étable, grange, hangars, laiterie, porcherie, poulailler, — et pressoir assez souvent. Une égale importance est donnée au logement des animaux et à l'abri des récoltes, et c'est un signe de l'heureux équilibre des spéculations rurales du Pays d'Othe: aucune ne s'est imposée et n'a absorbé les autres; l'élevage n'a pas tué la culture et le froment n'a pas reculé devant les prairies; la ferme n'est pas plus faite pour la grange que pour l'étable: elle est faite pour les deux.

A côté de la maison d'habitation se trouvent l'écurie, puis l'étable. Le cheval, en effet, constitue l'élément de richesse par excellence. Le langage populaire évalue l'importance d'une ferme moins par l'étendue de ses terres que par le nombre de ses chevaux; on ne parlera pas d'une ferme de 150 arpents, mais d'une ferme « à 5 chevaux ». Acquérir un cheval! c'est le rêve du petit propriétaire, du «manœuvre»; il évite d'avoir recours à autrui pour le labour et les charrois; seul, il donne l'indépendance complète et son acquisition se traduit par une ascension dans l'échelle sociale. Aussi, le cultivateur tient-il à pouvoir surveiller de près, aussi bien de nuit que de jour, un animal si précieux; pour être mis au courant de ses moindres malaises afin d'y porter promptement remède, il a pensé qu'il ne saurait en être séparé par autre chose que par un simple

mur. Dans bon nombre de fermes, ce mur a même été percé d'une porte qui fait communiquer la maison d'habitation avec l'écurie, et permet ainsi de passer facilement de l'une à l'autre. Ce seul fait que l'homme admet le cheval dans son intimité et ouvre sa maison à toutes les odeurs de l'écurie, montre en quelle estime il le tient. Il faut ajouter toutefois que les progrès de l'hygiène ont fait condamner beaucoup de ces ouvertures.

Maison d'habitation, écurie, étable sont donc recouverts par le même toit et ce caractère, avec la présence d'une grande cour, est commun à la ferme du village et à la ferme isolée. Mais, ici, commencent les différences. On aurait tort, sans doute, de les ériger en règle absolue; elles ne se vérifient pas dans tous les cas, tant est grande la variété qu'ont engendré les mille conditions de la vie rurale; elles peuvent échapper à une observation superficielle, car elles sont souvent plus profondes qu'apparentes; elles n'en existent pas moins et tiennent à la nature même des exploitations.

En général, la ferme du village et du hameau correspond à une moyenne exploitation où le travail est assuré par le propriétaire lui-même et sa famille, où les champs sont morcellés en une infinité de parcelles. La ferme isolée correspond, au contraire, à une grande exploitation, dont le propriétaire habite ordinairement la ville, où réside un fermier et dont les champs sont d'un seul tenant (1). Le propriétaire de la première ferme est puissamment attaché au pays dans lequel il vit depuis sa naissance; son ambition la plus tenace est d'accroître son bien, d'agrandir

(1) Voir plus haut, chap. VI : « Le Champ » (§ 3 : L'exploitation).

tel champ, d'acquérir telle pièce de terre qui n'est séparée de la sienne que par une parcelle qu'il sait devoir être bientôt vendue et dont il compte également se rendre maître. Etant sur place, il assiste à toutes les ventes et profite de toutes les occasions, achetant la terre par lopins. Le propriétaire de la seconde ferme, au contraire, absorbé par des occupations étrangères la plupart du temps à l'agriculture, ne songe pas à augmenter un domaine qui présente déjà de grandes dimensions; le voudrait-il, son seul éloignement lui suscite bien des difficultés, et surtout comment pourrait-il s'étendre? Les terres mises en vente le sont ordinairement par de petits propriétaires et l'acquisition de quelques arpents n'intéresse pas celui qui possède une centaine d'hectares; bien plus, et c'est là le gros obstacle, ces terres sont morcellées à l'infini, situées aux quatre coins de la commune; ce serait diminuer la valeur d'une exploitation dont les champs sont d'un seul tenant que d'y adjoindre ainsi des parcelles dispersées. Il en résulte que le territoire de la ferme isolée ne s'accroît pas; fixé une fois pour toutes, après que le rayon de culture du village eut atteint ses limites, il reste stable; les bâtiments ont été construits en conséquence et il n'est pas besoin de les remanier. Au contraire, le territoire de la ferme du village ne cesse de s'étendre, les bâtiments deviennent à la longue insuffisants; il faut les adapter. De là, les différences que présentent les deux fermes.

La ferme isolée est une ferme bien close; la cour se trouve de tous côtés entourée de bâtiments et de murs; seule, la grande porte charretière y donne accès; pas d'autre ouverture. La ferme paraît aveugle; sa vie est toute interne et n'apparaît pas à l'extérieur, d'où l'on n'aperçoit

que de vastes murs nus. A l'intérieur, sur un côté, se rangent la maison d'habitation, l'écurie, l'étable; en face, la bergerie et la grange; sur les côtés perpendiculaires s'élèvent les hangars, la porcherie, le poulailler. Le tout est vaste, net, simple, bien ordonné; pas de constructions accessoires, pas d'appentis. Rien ne traîne dans la cour; les bâtiments suffisent à tout loger; on sent que, lors de la construction, quelqu'un a prévu et que ses prévisions n'ont pas été dépassées.

Il en est tout autrement de la ferme du village. C'est une ferme ouverte; pas de mur de clôture sur les côtés, parfois même pas de barrière pour l'isoler de la route. La vie en déborde de toutes parts, sauf sur la route, qui est toujours religieusement respectée; loin de se concentrer, elle s'étale à tous les yeux, faisant craquer son vieux moule, qui devient chaque année trop étroit. Sur un côté, le bâtiment principal, qui aligne sous un même toit tous les locaux nécessaires : maison d'habitation, écurie, étable, grange. Il fut la cellule mère de l'exploitation et, primitivement, suffisait à tous les besoins. Mais le propriétaire n'a cessé d'acheter des terres, d'accroître son bétail, d'augmenter sa récolte. Les bêtes se pressaient dans l'étable, on en a construit une petite sur le côté; on a élevé des hangars pour abriter les gerbes de froment et d'avoine. Puis l'exploitation a continué de grandir; on a annexé l'étable à l'écurie pour loger les chevaux, on a bâti sur l'autre côté de la cour une nouvelle étable et une nouvelle grange; peut-être faudra-t-il encore édifier une bergerie. Tout cela se fait sans aucun plan d'ensemble, au fur et à mesure des besoins immédiats; pas de prévision; on bâtit petit, ce qui oblige quelques années plus tard de s'agran-

dir. Sans doute, lorsque le mouvement de concentration de la propriété se sera effectué, lorsque chaque ferme aura atteint son maximum d'extension, l'équilibre s'établira. Mais, à l'heure actuelle, l'évolution est loin d'être terminée, et on peut la saisir à ses différents stades. Ici, cette ferme se contente de sa vieille grange et de quelques petits hangars pour loger les récoltes; mais déjà, dans les années d'abondance, elle doit recourir au système des meules, qui répugne tant aux habitants du pays, et, en toute saison, l'outillage agricole doit rester dehors, dans l'enclos qui s'étend derrière les bâtiments, abrité sous les pommiers ou adossé aux tas de paille. Le moment approche où cette exploitation dépassera ce stade, comme l'a déjà fait sa voisine. Là, les hangars sont réservés au matériel et on dispose de deux granges. Enfin, telle autre, plus avancée, a transformé son ancienne grange en étable et n'a plus qu'une seule grange, récemment bâtie et suffisant aux nombreux besoins.

Ainsi, un peu partout, et surtout aux échelons inférieurs, du désordre; mais un désordre signe de vie.

Chaque ferme raconte donc son histoire au passant; en rassemblant toutes ces pages dispersées, peut-on espérer en constituer un livre qui retracerait la marche de la vie agricole dans le pays tout entier? En examinant l'emplacement de ces habitations rurales, en recherchant de quelle façon elles se sont isolées ou au contraire ont recherché la compagnie de leurs semblables, il semble qu'il serait possible de retrouver les principaux traits que présentait la région dans son passé lointain.

§ 2. — Modes de groupement des Fermes

Les maisons ne sont pas groupées de la même façon au nord et au sud. La zone bordière du nord est la région des bourgs et des fermes isolées, la zone forestière du sud est la région des hameaux.

Les bourgs, posés dans les vallées, sont de formes généralement quadrangulaires; ils apparaissent du haut du plateau comme un amas de toits et de murs étroitement serrés les uns contre les autres, avec une ceinture de verdure enserrant, sur deux ou trois côtés, cet ensemble de pierres et de tuiles. Ils étaient jadis entourés de murailles. Les fortifications, devenues inutiles, ont été rasées; les fossés ont été comblés et plantés de tilleuls : Villeneuve-l'Archevêque, Rigny-le-Ferron, Aix-en-Othe, Saint-Mards-en-Othe se sont ainsi dotés de magnifiques « promenades ». Ces arbres sont à peu près les seuls qu'on trouve dans le bourg; les nécessités de la défense ont primé toute autre considération. On a donné au camp retranché la plus petite étendue possible, afin d'assurer une garde efficace, et l'on s'est entassé dans cet espace restreint. On a bien réservé une place devant l'église, mais on a rétréci les cours de ferme, on a supprimé enclos et jardins. Aucun emplacement libre; tout a été bâti. Bien plus, on a dû s'étendre en hauteur et l'on a construit des maisons à plusieurs étages, ce qui était d'autant plus facile que la majorité des habitants n'étaient pas des cultivateurs et n'avaient pas besoin de bâtiments d'exploitation. De nos jours encore, avec les rues qui se coupent à angle droit, avec leurs maisons à étages, avec cette absence totale de verdure, ces bourgs

dont certains, comme Rigny-le-Ferron, n'ont jamais atteint 1.500 habitants; dont d'autres, comme Saint-Mards, les ont à peine dépassés, ne rappellent en rien un village et n'évoquent nullement l'idée de la campagne pourtant toute proche. Ils ont gardé l'allure de petites villes.

Entre eux, s'élèvent les fermes isolées. Elles sont perdues dans la campagne. 3 kilomètres au moins séparent la ferme des Chatelliers du bourg de Rigny et il y a bien la même distance entre la ferme des Rosiers et Coulours; celle du Genetroy s'est installée à 3 kilomètres de Foissy et celle de Chaudron à 4 kilomètres des Sièges. On entrevoit à peine leurs toits bas et leurs tuiles sombres au milieu des arbres qui les entourent. Toutes ont leur mare bordée de saules ou ombragée de peupliers et leur verger de pommiers autour des bâtiments. De loin, on ne distingue qu'un bouquet d'arbres, et comme le pays est parsemé de bosquets, elle passe inaperçue. Quand on est au pied, on ne voit qu'un quadrilatère de hautes murailles; tout comme le bourg, c'est une petite forteresse, ramassée sur elle-même.

Toute autre est la répartition des habitations rurales dans le sud. Elles ne se réunissent plus en gros bourgs aux exigences tyranniques. Elles ne se réfugient pas non plus dans la solitude pour y prendre figure de bastion; elles recherchent la société de leurs semblables, mais ne veulent rien aliéner de leur liberté. Elles vont leur vie par petites bandes, sans contrainte et sans fierté. Le langage officiel y reconnaît des chefs-lieux de commune, des hameaux, des écarts: distinctions purement administratives. Tous ces petits groupes se ressemblent comme des frères; les aînés comptent une cinquantaine de maisons, les cadets dix à quinze, les tout-petits quelques-unes seulement: mais tous

ont un air de famille qui les fait reconnaître (1). Ils ont poussé sans maître, en plein air. Aucune enceinte n'est venue régulariser puis entraver leur développement. Pas de formes régulièrement quadrangulaires : le village, de toutes parts, étend ses prolongements, suivant la vallée et pénétrant dans les vallons, se glissant le long des routes et des chemins. Parfois, il n'y a guère qu'une seule rue : la route, comme à Coulours, aux Loges, à Surançon, au Valdreux, et le village ainsi constitué s'allonge sur 2 kilomètres, comme Bucey-en-Othe et la Perrière, sur 3 kilomètres, comme Concise et Bercenay-en-Othe. Plus de maisons à étages : la place ne manquait pas et un tel mode de construction ne convient pas à une population exclusivement agricole. Des arbres et de la verdure partout, à tous les coins de rue, à tous les angles de maison ; chaque ferme a son jardin, où poussent les pruniers et son enclos planté de pommiers ; une haie de sureau et de cornouiller la sépare de sa voisine ; des champs sont encore enclavés au milieu des habitations, et alors qu'en pleine campagne un simple sillon marque les limites, ici c'est encore une haie qui clôt ces propriétés. Les mares, ordinairement nombreuses, ont toujours leur accompagnement de saules et de peupliers, et plus d'une ferme a tenu à orner sa cour d'un arbre qui soit son emblème : celle-ci a planté un chêne et celle-là un sa-

(1) La différence que leur aspect présente, quand on le compare à celui des bourgs, tient sans doute en partie à la différence de population, les bourgs étant plus peuplés que les villages. Mais ce n'est là qu'un élément secondaire de la question : Villemoiron a pu atteindre 540 habitants en 1871 et Bérulles en compter 827 à la même époque ; ils diffèrent totalement du bourg de Rigny-le-Ferron, qui en compte à peine 500 en 1921.

pin. Le village apparaît de loin comme une masse de verdure au milieu de laquelle on devine, éparpillés, les toits sombres des maisons, et il offre à celui qui y pénètre un fouillis de branches, de haies et de fleurs, qui fait oublier les rues arides des bourgs.

Ce mode de groupement des habitations règne dans toute la région forestière du sud, où le plateau subsiste encore en grande partie. Arces compte 9 hameaux, Saint-Mards-en-Othe 3 hameaux, 11 écarts; Bérulles 3 hameaux, 8 écarts, tandis que le maire de Bœurs-en-Othe étend son autorité sur 22 hameaux. Aussi, peu de maisons au chef-lieu, qui est souvent l'agglomération la moins importante de la commune. Mais il est difficile de parcourir 1 kilomètre sans rencontrer de lieux habités. Au contraire, lorsqu'on descend vers la vallée de la Vanne et quand on entre dans la zone où les vallons qui entaillent le plateau s'élargissent et se réunissent pour former d'amples vallées, il faut souvent parcourir 3 et 4 kilomètres, parfois plus, pour trouver une maison; toute la population s'est groupée au bourg, chef-lieu de la commune, et çà et là apparaissent les fermes isolées: trois par exemple sur le finage de Malay-le-Petit et de Paisy, cinq sur celui des Sièges, autant sur celui de Rigny-le-Ferron (1).

(1) Les statistiques reflètent fidèlement cet état de choses (recensement de la population de 1911). Rien de plus instructif que de calculer la proportion d'habitants qui résident au chef-lieu de la commune; lorsqu'on descend du sud au nord les vallées affluentes de la Vanne, on voit cette proportion augmenter au fur et à mesure qu'on approche de cette rivière.

Dans la vallée de l'Ancre, Maraye-en-Othe groupe 51 % de ses

Comment expliquer cette situation? Quelles influences ont créé une telle répartition de l'établissement humain?

Les considérations relatives à l'approvisionnement en eau fournissent ordinairement une réponse : suivant que l'homme se procure plus ou moins facilement l'eau qui lui est nécessaire, il reste isolé ou recherche la société de ses semblables. Ici, sur le plateau, les puits sont profonds et descendent ordinairement à 40 mètres, parfois à 60 mètres et même à 100 mètres; dans les vallées, les sources sont nombreuses et les puits, peu profonds, n'atteignent pas souvent 10 mètres; la population devrait donc se grouper sur le plateau, se disperser dans les vallées. Or, c'est le contraire qui s'est produit. Peut-être objectera-t-on que le plateau est recouvert d'argile à silex, qui le rend par endroit quelque peu imperméable et a permis de creuser des mares. Cette solution ne fournit pas d'eau potable et la construction de quelques citernes n'a pas suffi à régler la question de l'eau, qui reste toujours grave. En été, le cultivateur suit avec inquiétude le niveau de sa mare qui s'abaisse; dans les années sèches, il n'a plus, au mois d'août, qu'une masse boueuse, et il doit aller chaque jour avec des tonneaux faire sa provision à la source de la vallée (1).

D'autres considérations sont donc intervenues pour diriger le peuplement, et dans un pays exclusivement agricole, où le progrès a consisté à remplacer la forêt par le

habitants au chef-lieu; Bercenay-en-Othe, 67 %; Chennegy, 78 %; Estissac, 81 %.

Dans la vallée de Bérulles, Bœurs en groupe 13 %; Bérulles, 48 %; Rigny-le-Ferron, 57 %; Vulaines, 97 %.

(1) Voir plus haut, chap. II : « Le Climat et le Régime des eaux » (§ 2 : Le régime des eaux).

champ, il semble bien que les nécessités culturales aient été prépondérantes. L'homme s'est d'abord établi au fond des vallées creusées dans la craie; dépourvues de manteau forestier, d'accès facile, elles offraient de l'eau et une terre aisée à travailler, cependant que les bois tout proches présentaient leurs précieuses ressources. Lorsqu'il eut besoin d'étendre ses cultures, il ne put se contenter de ce territoire : il se mit à défricher le plateau. Il y remontait chaque matin, il en redescendait chaque soir. Mais ce double trajet entraînait des pertes de temps et des fatigues inutiles. Quand le défrichement eut atteint le centre du plateau, il fallut abandonner l'espoir de regagner chaque soir le village de la vallée; l'homme s'établit sur le lieu même de son travail et fut bien obligé de creuser un puits pour se procurer de l'eau. Du jour où il prit ainsi l'habitude de se détacher du village, il a apprécié les innombrables avantages de la maison située au cœur même de l'exploitation et comprit qu'ils compensaient largement les efforts que demandait le creusement d'un puits. Dès lors, chaque hameau, chaque écart nouveau marqua un progrès dans le défrichement, et c'est ainsi que Bœurs-en-Othe, situé dans la vallée, ne groupe que 13 % de la population de la commune et compte vingt-deux hameaux dispersés sur le plateau. Là, au contraire, où l'essartement n'a fait qu'ouvrir une clairière dans la forêt et ne s'est pas étendu, la population est restée groupée; cela explique que la proportion de la population agglomérée monte à 75 % à Dilo et à 100 % à Villechétive, communes situées en plein cœur de la forêt d'Othe.

La répartition des maisons dans la région forestière nous révèle donc un défrichement progressif du plateau, dont le

point de départ a été la vallée et dont chaque étape se traduisait par la construction d'un groupe de fermes.

Le problème apparaît plus complexe dans la région bordière du nord.

Les bourgs ne sont pas des agglomérations agricoles et les maisons de culture s'y trouvent en minorité. Les habitants ont tourné leur activité d'un autre côté. Ils ont profité de leur situation; bien des bourgs, en effet, comme Les Sièges, Rigny-le-Ferron, Chennegy se sont installés au confluent de plusieurs vallées, et cet emplacement était éminemment favorable à la constitution de centres commerciaux (1). De fait, les échanges ne peuvent se faire que là; les vallées nord-sud mettent l'intérieur du pays en communication avec le dehors et la vallée de la Vanne assure les transactions de l'est à l'ouest. Mais les vallées donnent passage à l'ennemi aussi bien qu'au cultivateur qui se rend au marché; celle de la Vanne a été depuis l'époque romaine une voie très fréquentée et celle de l'Yonne ne l'était pas moins; on n'y goûtait pas l'inaltérable tranquillité du plateau, d'accès difficile et à l'écart de tous les grands courants; l'histoire d'Estissac et de Villemaur, souvent ravagés, parfois même incendiés, dit assez la réalité de ces dangers. Il fallut se fortifier, s'entourer de fossés et de murailles. Mais cette enceinte, en limitant l'emplacement à bâtir, rendait bien difficile la construction de fermes et contribua ainsi à détourner de l'agriculture des gens naturellement portés vers le commerce.

(1) Voir plus loin, chap. XIII: « Le Commerce intérieur et extérieur » (§ 1^{er}: Le commerce intérieur).

Il fallait cependant procéder à la mise en culture des terres, seule capable de fournir les subsistances nécessaires. Puisque le bourg n'offrait que des conditions défavorables aux agriculteurs, ceux-ci s'installèrent au dehors. Les terres proches de l'agglomération étant cultivées par les habitants du bourg, ils allèrent exploiter les terres éloignées et construisirent leur ferme au milieu de leurs champs. L'insécurité générale les amena à se clore soigneusement de murs, à faire de leur maison une petite forteresse. Ainsi sont nées peu à peu les grandes fermes isolées qui parsèment la vallée de la Vanne et ses abords.

C'est donc un spectacle plein d'enseignements que celui des habitations rurales. Il nous montre le Pays d'Othe dans son présent, avec ses granges et ses étables, producteur de blé et de bétail. Il nous le montre dans les siècles passés : les fermes moyennes se développent au milieu des forêts, qu'elles font peu à peu reculer, n'ayant d'autres ennemis que l'arbre et ouvrant tout grands leurs cours et leurs enclos ; il nous fait voir les grandes fermes en butte à un adversaire plus redoutable que la nature, à l'homme, avide de rapines et de brigandages, dont la menace perpétuelle les oblige à s'enfermer dans une enceinte de murs et de bâtiments. Mais, surtout, il nous explique la répartition des différents modes de propriété et d'exploitation, ainsi que leurs caractères (1). La moyenne propriété prédomine dans la zone forestière, où chaque champ exigeait de longs efforts de défrichement qui rendaient impossible la consti-

(1) Voir plus haut, chap. VI : « Le Champ » (§§ 2 et 3 : La propriété, l'exploitation).

tution de vastes domaines, où le travail d'essartement se faisait en rayonnant de petits centres de colonisation, ce qui provoqua la dispersion parcellaire; la grande propriété est née dans une région sans arbre, où l'homme a pu, du jour au lendemain, mettre en culture de grandes étendues; dans une région à économie commerciale, autant et plus qu'à économie agricole, où la terre n'était pas recherchée au-delà du rayon de culture du bourg, où il était facile de s'approprier dans ces contrées délaissées des territoires importants et d'y élever au centre les bâtiments d'exploitation.

CHAPITRE VIII

LE TRAVAILLEUR

Entre le champ et la ferme; le travailleur établit un trait d'union. C'est lui qui en assure les échanges périodiques; c'est lui qui mène à la terre les semences et les engrais; c'est lui qui ramène à la grange le blé et le foin. Il est le grand metteur en œuvre. Il agit sur la ferme en mettant ses bâtiments en harmonie avec les productions de la terre. Il agit sur le champ; à force de le remuer et de l'enrichir d'apports nouveaux, il le transforme, il l'adapte à ses propres besoins. A conditions naturelles égales, toutes les parcelles éparses sur le finage d'une commune ne sont pas également fécondes, car chacune d'elles fait partie d'un tout qui n'apparaît jamais aux yeux, relève d'une exploitation où s'exerce l'activité de certains hommes et subit toutes les conséquences heureuses ou néfastes de cette domination. Un agent dont l'intelligence et l'ardeur au travail ont une si grande influence ne saurait être négligé; ses qualités matérielles et morales doivent être examinées.

Une première observation montre que les uns sèment sans espoir de récolter, que les autres sèment et récoltent. Il y a là deux situations rurales différentes : celle du salarié agricole, celle de l'exploitant.

§ 1^{er}. — Le Salarié agricole

On comptait en 1910, dans l'ensemble du Pays d'Othe, 1.437 salariés agricoles (1), parmi lesquels on distinguait 862 journaliers et 575 domestiques à gages. Il y a donc une prédominance très nette de la première catégorie d'ouvriers (2). Elle s'explique facilement, le pays étant mis en valeur par une majorité de moyens propriétaires qui exploitent à l'aide de leur famille et n'ont recours que par intermittence à la main-d'œuvre salariée, à laquelle ils ne demandent que « des journées ».

Les domestiques et servantes de ferme ne peuvent se rencontrer que dans les exploitations où la famille du cultivateur ne suffit pas à la besogne. On en trouve surtout dans les grandes fermes de la vallée de la Vanne et de ses abords : il y a là des exploitations qui occupent toute l'année 6 à 7 ouvriers. Ailleurs, ils sont disséminés ; on en découvrira 2 dans une ferme, 1 seul dans une autre. Les charretiers forment la plus grosse part de cet effectif. Dans la partie du Pays d'Othe qu'englobe le département de l'Aube, ils sont 247 sur un total de 402 ; on ne compte à côté que 56 bergers, 21 vachers, 46 domestiques à tout service et 32 servantes de ferme.

(1) Enquête sur les salaires agricoles. Ministère de l'Agriculture, 1912, Aube et Yonne.

(2) Il est à remarquer qu'à ce point de vue, la situation n'est pas la même dans tout le pays. Dans la région de l'est (département de l'Aube), on trouve autant de domestiques (402) que de journaliers (397). Dans la région ouest (département de l'Yonne), on ne trouve plus que 173 des premiers contre 465 des seconds.

La journée de travail est longue, bien qu'elle n'atteigne plus, comme au milieu du xix^e siècle, jusqu'à quinze et seize heures. L'hiver, elle commence à sept heures pour finir le soir à cinq heures, ce qui, avec les deux heures de repos, représente huit heures de travail; le reste de l'année, on est debout à cinq heures du matin et l'on travaille jusqu'à sept heures le soir, avec un seul repos de onze heures à une heure. L'habitude de ces grandes journées de douze heures ne paraît pas sur le point de disparaître; elle ne soulève, en tous cas, aucune protestation.

Il est vrai que les conditions matérielles de vie, autrefois très médiocres, se sont bien améliorées. La nourriture, en général, est bonne et abondante; quatre repas sont servis (sauf en hiver); le matin, à cinq heures: œufs ou fromage ou harengs saurs, ou restes du repas de la veille; à onze heures: soupe, viande, légume, dessert (fromage ou fruit ou salade); à quatre heures: pain et fromage; à sept heures, même repas qu'au déjeuner; en somme, le menu comporte de la viande au moins six jours par semaine et en comporte généralement deux fois par jour; on fait une grande consommation de porc salé, chaque ferme élevant les porcs qui lui sont nécessaires; on boit du cidre à chaque repas et le dimanche on sert le café. Dans les moyennes exploitations, le patron mange à la même table que ses ouvriers, et c'est encore une garantie de plus pour ces derniers.

Le mode de couchage a également fait des progrès; en 1912, on a calculé, pour la partie du pays comprise dans le département de l'Aube, que le tiers des domestiques couchaient dans une chambre spéciale, les autres logeant avec les animaux. Certes, le Pays d'Othe est encore en

retard sur le reste du département, où cette proportion atteint 60% (1); mais combien il paraît favorisé quand on le compare à d'autres régions françaises, comme l'Allier, le Calvados, l'Eure, le Rhône, la Vienne (2), où la chambre est une exception. Les femmes, ordinairement, n'ont pas à se plaindre du logement; elles habitent à l'intérieur de la maison et il est presque de règle que chacune ait sa chambre. Les domestiques à tout service bénéficient, la plupart du temps, du même avantage. Les charretiers, les bergers et vachers, par contre, sont plus mal partagés; plus de la moitié d'entre eux couchent à l'écurie ou à l'étable; les lits sont des caisses grossières contenant une paille et des draps souvent malpropres; ils sont installés dans un coin obscur, les uns au-dessus des autres; il faut une échelle pour grimper dans ceux qui sont en haut. De grands progrès sont donc encore à réaliser de ce côté; mais une partie du chemin, comme nous l'avons vu, est déjà parcouru, et cela seul est rassurant pour l'avenir.

Les salaires, de même, ont considérablement augmenté. Les charretiers, qui gagnaient 300 francs en 1852 et 465 en 1882, après avoir légèrement reculé à 445 francs en 1892, à la suite de la crise agricole (3), sont montés à 600 et 700 francs en 1910 (4); ils approchaient de 2.000 francs en 1920, Ce sont les domestiques les mieux payés; car, dans ce pays, les accidents de terrain rendent pénible un travail

(1) Enquête sur les salaires agricoles, 1912, Aube.

(2) Souchon : *La Crise de la main-d'œuvre agricole en France*, 1914, p. 402 et suivantes.

(3) Statistique agricole décennale de 1892, Yonne.

(4) Enquête sur les salaires agricoles de 1910.

que la présence des arbres à cidre vient encore compliquer ; il faut de la force et de l'adresse pour bien accomplir sa besogne. Les bergers, malgré leur rareté croissante, ne se payaient que 5 à 600 francs, les vachers dépassaient rarement 500 francs et les servantes de ferme se contentaient ordinairement de 400 francs. Tous ces salaires sont payés à la fin de chaque mois, comme il a été convenu verbalement entre intéressés, car on ne signe ordinairement pas de contrat ; le louage a lieu à la Saint-Jean (24 juin).

Mais cette catégorie de domestiques tend à diminuer, le recrutement en est de plus en plus difficile. La principale cause en est dans la suppression presque entière de liberté qu'entraîne une telle situation. L'habitude a été prise de travailler le dimanche matin ; le domestique ne dispose donc que d'une demi-journée par semaine et encore lui faut-il revenir le soir à l'écurie ou à l'étable pour soigner les animaux. Ce manque de liberté, joint à l'obligation d'habiter la ferme, rend la vie de famille difficile, presque impossible, et, de fait, la grande majorité de ces domestiques sont célibataires ou veufs.

De plus en plus, le salarié a tendance à ne plus se louer à l'année, à devenir journalier, et nous avons vu que le nombre des journaliers l'emporte déjà de beaucoup sur celui des domestiques. Cette situation présente évidemment moins de stabilité et la vie matérielle du lendemain n'est pas assurée d'une façon aussi certaine, du moins en théorie. Mais cette condition offre, par ailleurs, à l'ouvrier un si grand nombre d'avantages, qu'il la préfère infiniment à l'autre. Il n'habite plus l'écurie ou la chambre souvent mal tenue que le patron réserve à ses domestiques. Il habite une maison, il y dispose au moins de deux cham-

bres; il a une cave où mettre les feuilletes de cidre et les pommes de terre; il a un grenier où sèchent les bottes de haricots; il a une écurie : dans un coin il y élève des lapins, dans l'autre, il y entasse son bois; il a une cour et un jardin. Il peut donc se marier et avoir une famille. Il va travailler chez ceux qui le demandent, deux jours chez l'un, trois jours chez l'autre, un jour chez un troisième. Quand il va ainsi « en journée », il commence et finit sa journée de travail comme les domestiques. Mais, toutes les fois qu'il le peut, il entreprend des travaux à façon : binage et arrachage des betteraves, fauchage des prairies, des avoines et des orges; fauchage et liage des seigles et des blés; travaux dans les bois. Il est alors le maître de l'emploi de son temps, travaillant quand il veut, se reposant quand il lui plaît; il a l'impression d'être un petit patron. En 1910, il gagnait une moyenne de 2 fr. 50 par jour; la femme ne dépassait pas 1 fr. 50, l'ouvrier étant nourri, bien entendu (1); mais pour les journées de battage, ces salaires montaient à 4 francs pour les hommes, à 2 francs pour les femmes. Le fauchage d'un hectare de prairies se payait de 16 à 20 francs, le fauchage et le liage d'un hectare de froment se payaient de 32 à 46 francs (2). Ces salaires avaient quadruplé en 1920 : la journée de battage est montée à 16 francs.

Ils sont, en somme, en rapport avec le coût de la vie et permettent une existence débarrassée du souci du len-

(1) Ces chiffres représentent une augmentation sur ceux de 1890, qui étaient respectivement de 2 et 1 francs (Statistique agricole décennale de 1892, Aube).

(2) Enquête sur les salaires agricoles de 1910, Yonne.

demain. Une chose surtout contribue à améliorer la situation du journalier : l'existence de la forêt. Outre que les bois communaux lui fournissent, moyennant une somme dérisoire (10 francs dans certaines communes), de quoi se chauffer pendant toute l'année, la forêt lui assure du travail pendant la morte-saison. Le battage se fait maintenant à la vapeur ; en huit ou quinze jours, la récolte du village est battue ; la bonneterie s'est localisée à l'est du pays et s'est entièrement dissociée du travail agricole. Le journalier resterait sans occupation. C'est alors qu'il se tourne vers la forêt, où il y a toujours des arbres à abattre, du bois à scier, des bourrées à lier (1). Chaque journalier agricole se double d'un bûcheron et, grâce à cette double qualité, évite le chômage.

Loin d'être misérable, sa situation présente donc des côtés heureux. On en a chaque jour la preuve, en le voyant accéder à la propriété. En 1910, 63 % des journaliers étaient propriétaires (2). Beaucoup possèdent la maison qu'ils habitent et un grand nombre a pu y ajouter quelques champs. Il y a là un signe non équivoque de prospérité. Cette prospérité est surtout marquée dans la partie occidentale qui fait partie du département de l'Yonne, les trois quarts des journaliers (3) y sont propriétaires.

(1) On peut admettre que le journalier trouve en moyenne dans la forêt trois mois de travail par an, à raison de 2 francs par jour, soit 180 francs ; il faut ajouter à cette somme une centaine de francs, valeur du bois qu'il est, par la coutume, autorisé à s'approprier (chiffres de 1914).

(2) Sur 862 journaliers : 543 propriétaires, 319 non propriétaires. Enquête sur les salaires agricoles de 1910, Aube et Yonne.

(3) Sur 465 journaliers, 357 propriétaires, 108 non propriétaires.

Et cependant leur nombre diminue. Le journalier, certes, n'est pas encore devenu aussi rare que le domestique, mais il tend à le devenir. Les causes en sont multiples. Dans la partie orientale, la bonneterie a retiré bien des bras de l'agriculture (1); malgré ses transformations (2), elle continue à attirer dans ses ateliers les jeunes, les garçons et surtout les filles; enfants de salariés, sans capital, ne pouvant compter que sur leurs bras pour vivre, ils préfèrent au hameau paternel le bourg industriel, la journée plus courte, le travail plus régulier, plus propre, à l'abri du soleil et de la pluie. Quand ils ne trouvent pas à Aix ou Estissac l'emploi qu'ils désirent, ils partent à la ville. C'est ce que font également leurs camarades de la partie occidentale; le mouvement y est moins prononcé, car la bonneterie n'y a jamais pénétré et l'attraction de la ville est plus lointaine. Elle n'en agit pas moins. Elle s'est exercée dans tout le pays avec une particulière intensité à la fin du xix^e siècle, lors de la crise agricole et bonnetière. Bien des journaliers ont dû s'exiler, même parmi ceux qui étaient propriétaires; il leur fallut vendre leurs quelques champs avant le départ.

Aujourd'hui, seuls, les jeunes s'en vont. Les vieux, attachés au pays, n'émigrent plus guère; mais comme la maladie, la vieillesse et la mort en enlèvent chaque année

(1) Dans cette partie, qui est rattachée au département de l'Aube, la proportion des journaliers est moins forte que dans l'autre, puisqu'ils ne sont pas plus nombreux (397) que les domestiques (402). C'est ici également que leur situation est la moins bonne, puisque la moitié à peine est propriétaire (186 contre 211 non propriétaires).

(2) Voir plus loin, chap. XII : « Les Industries textiles » (§ 2 : La bonneterie).

quelques-uns et qu'ils ne sont pas remplacés, c'est toujours un déficit de main-d'œuvre qui s'ensuit. Les doléances continuelles des cultivateurs, qui se plaignent de ne plus pouvoir recruter leur personnel, leur recours sans cesse accru aux machines, l'emploi qui commence d'une main-d'œuvre étrangère (1), traduisent, en paroles et en actes, un état de choses inquiétant.

Ira-t-il en s'empirant? Le pessimisme ne paraît pas obligatoire. Sans doute, le départ des jeunes s'explique en partie par des causes d'ordre moral, qui ne semblent pas sur le point de s'affaiblir (2). Mais les questions d'ordre économique n'y paraissent pas totalement étrangères. Il faut reconnaître qu'au cours du xix^e siècle, le chômage existait : les journaliers, beaucoup plus nombreux qu'aujourd'hui (2), ne trouvaient pas tous du travail l'hiver dans la forêt; la morte-saison prenait pour eux son sens le plus tragique. L'on comprend que les enfants ne se soient pas exposés de bon cœur aux souffrances qu'ont endurées leurs pères. La ville leur en réserve peut-être d'autres; mais lorsqu'ils partent ils les ignorent, ou bien elles leur paraissent lointaines, alors qu'ils se sauvent pour fuir un danger pressant. Or, ce danger diminue tous les jours, au fur et à mesure que la population s'abaisse. Les bois suffisent maintenant à occuper pendant l'hiver une main-d'œuvre raréfiée; le chômage a pratiquement cessé d'exister. Et avec lui disparaît un des principaux pourvoyeurs

(1) Voir plus loin, chap. XIV : « Population et Dépopulation » (§ 3 : Émigration et immigration).

(2) Voir plus loin, chap. XIV : « Population et Dépopulation » (§ 2 : Dépopulation).

de l'émigration. La forêt pourra désormais remplir, dans toute sa plénitude, le rôle qu'elle a joué dans les temps primitifs : celui d'attirer et de retenir les hommes en les aidant à vivre.

§ 2. — Les Exploitants

Les exploitants seront les premiers à s'en réjouir ; la pénurie de main-d'œuvre les inquiète et, d'une façon plus générale, leur sort est en partie lié à celui des salariés, qui les aident à produire et leur offrent nombre de débouchés immédiats. L'antagonisme d'intérêts entre patron et ouvrier apparaît ici très atténué, car au fond ils mènent la même vie.

Le « cultivateur », et le pays désigne sous ce nom l'exploitant possesseur de chevaux (1), n'a pas une existence qui diffère beaucoup de celle du salarié. Sa journée de travail est aussi longue, puisque la plupart du temps il participe aux mêmes ouvrages et, quand le cultivateur travaille seul, elle est souvent plus longue. Sa nourriture est la même que celle des domestiques, puisque ces derniers mangent à la même table ; mais elle est généralement supérieure à celle du salarié, où le fromage et le hareng saur tenaient généralement, du moins avant la guerre de 1914, une trop grande place.

Son habitation est aussi dépourvue de confort que celle de l'ouvrier. Si la tuile a remplacé le chaume (2), la treille

(1) Le « cultivateur » actuel se présente donc comme le successeur du « laboureur » du ^{xviii}^e siècle.

(2) Le chaume ne recouvre plus actuellement que les maisons

qui garnit la muraille en souvenir de l'ancienne extension de la vigne, est le seul ornement du dehors. A l'intérieur, deux pièces seulement, « la maison » et « la chambre »; elles sont vastes assurément, mais, seule, la première est ordinairement habitée. Aussi y a-t-on réuni tout ce qui est nécessaire à la vie : le fourneau, la « maie », la table, le lit, l'armoire. On y fait la cuisine, on y mange, on y couche. La pièce étant ordinairement grande et les meubles peu nombreux, tout encombrement est évité, mais l'hygiène n'en souffre pas moins. Qu'on n'oublie pas, en outre, que la pièce donne directement sur l'extérieur, qu'elle est ouverte à toutes les odeurs de la cour, que les sahots boueux y rentrent directement, que rien ne la « préserve du contact immédiat du froid et de l'air, de l'entrée inopinée de l'étranger, du chemineau (1) ». L'on comprendra facilement que de tels logements n'assurent qu'un bien-être tout à fait relatif. Toutefois, des progrès ont été effectués. La « cuisinière » s'est substituée à la cheminée, permettant une préparation des aliments plus rapide et faisant rayonner dans la salle une chaleur plus forte et plus égale. Et surtout, dans les constructions du xix^e siècle, on a établi, au centre même de l'habitation, un long

abandonnées. Pendant longtemps, il a régné sans conteste et, en 1859, Monchaussé se plaignait « qu'il est encore trop abondant » (p. 19). Les Compagnies d'assurance contre l'incendie, qui exigeaient pour les toits en chaume des primes beaucoup plus considérables que pour les toits en tuile, semblent avoir contribué quelque peu à précipiter l'évolution.

(1) De Foville : *L'Habitation en France*, 1899 (*Les Maisons types du Pays d'Othe*, par René Stourm, tome II, p. 189).

Pour la description de la ferme, voir plus haut, chap. VII : « La Ferme ».

corridor partant de la porte d'entrée et sur lequel s'ouvrent les deux pièces : ce seul couloir suffit pour rendre la « maison » mieux fermée, plus intime.

A côté de la « maison », la « chambre », véritable sanctuaire. Les volets en restent souvent fermés. On y entre rarement et les sabots n'y sont point admis. On la réserve pour l'ami de passage ; on y réunit ses invités pour faire bonne chère le jour des grandes fêtes, des baptêmes et des mariages. On y loge la commode recouverte de marbre, où l'on serre soigneusement les économies de l'année. On y met « tout ce qui peut s'appeler luxe dans la maison. Etant rarement habitée et la cuisine ne s'y faisant jamais, elle forme le plus sûr lieu de dépôt des objets précieux : pendule dorée recouverte d'un globe ou d'une gaze, chandeliers complétant la garniture de cheminée protégés de la même façon, cadres vernis entourant des photographies ; images de première communion, souvenirs de famille ; descentes de lit à ramages, rideaux en simili-guipure, armoires et chaises en noyer ou même en acajou, etc... Les carrelages non piétinés reluisent (1) ». C'est ainsi que se satisfait le goût du luxe qui sommeille au fond de l'âme chez les habitants du Pays d'Othe ; et encore, le cultivateur est le seul à pouvoir le traduire sous cette forme, pourtant bien modeste ; le salarié doit garder son rêve par devers lui.

Le « cultivateur » du Pays d'Othe mène donc une vie bien rude : pas de confort, un travail incessant et pénible,

(1) De Foville : *L'Habitation en France*, 1899 (*Les Maisons types du Pays d'Othe*, par René Stourm, tome II, p. 191 et 192).

pas de loisirs. C'est sans doute par la dureté de cette existence qu'il faut expliquer son état d'esprit.

Il est ménager de l'argent qu'il a gagné à force de labeur ; il l'économise, le porte aux Caisses d'épargne qui prospèrent dans la région (1). Il se constitue lentement un petit avoir, et ce souci constant de l'avenir est une de ses grandes forces. Mais l'absence de loisirs a, par contre, de bien fâcheuses conséquences (2). Absorbé par sa besogne quotidienne, toute matérielle, il ne peut consacrer au travail de l'esprit tout le temps qui serait nécessaire. Il ne lit pas, ne voyage pas et ne réfléchit pas volontiers sur les nouveautés qu'un hasard lui aura présentées. Un peu prisonnier de son champ et de sa ferme, tenu par la position même du pays en dehors des grands courants de civilisation, il reste quelque peu étranger aux nouvelles formes de la vie. Aidé en cela par un certain scepticisme naturel qui, au cours du siècle dernier, l'a détourné de la religion et fait aujourd'hui fermer les églises désertées, il n'ajoute aucune foi aux croyances nouvelles. La science ne trouve pas en lui un fidèle ; le « savant », instituteur ou professeur, est un monsieur qu'il respecte fort, mais qu'il ne croit pas pouvoir lui être utile ; un livre lui semble une bagatelle superflue et il n'aura jamais l'idée d'y chercher un renseignement. L'association ne lui paraît pas non plus un moyen bien efficace d'augmenter la production ; il échappe sans doute

(1) En 1912, le total des dépôts à la Caisse d'Estissac se montait à 814.423 francs ; il était de 1.020.858 francs à la Caisse d'Aix-en-Othe. Voir également la note de la page 212.

(2) Voir également plus haut, chap. VI : « Le Champ » (§ 3 : L'exploitation).

facilement à la propagande, puisqu'il ne lit pas, mais il résiste avec sérénité aux exhortations verbales et ne se laisse pas plus persuader par le professeur d'agriculture que par le curé. Syndicats et coopératives ne jouent aucun rôle dans le pays (1). C'est complètement seul, comptant uniquement sur ses propres forces, que le cultivateur du Pays d'Othe affronte la lutte économique. Son individualisme obstiné lui jouera de vilains tours et le trahira au plus fort de la mêlée. Peut-être lui permettra-t-il de végéter, sans bruit, sur son plateau, au milieu de ses forêts; ça n'est pas encore bien sûr, et puis, ce serait une destinée bien médiocre.

Il y a là une cause de sérieuse inquiétude pour l'avenir agricole du Pays d'Othe. La terre continue son service comme par le passé; l'homme l'imite et il a tort, car tout change autour de lui. Son retard, dès maintenant, est cer-

(1) En 1911, il existait (*Annuaire des Syndicats agricoles*) 15 syndicats comprenant 1.079 membres (sur une population de 27.000 habitants) et ayant ordinairement pour objet l'achat d'engrais. Ce chiffre, bien que modeste, pourrait faire croire à une certaine activité des groupements agricoles, mais il ne doit pas faire illusion. Les syndicats font payer une cotisation variant de 0 fr. 50 à 2 francs; ils sont pauvres et sans vie; la plupart des adhérents en font partie, parce qu'on leur a demandé et que le sacrifice pécuniaire était vraiment modique; mais ils ne s'en servent pas. Les réunions sont rares, car la dispersion des hameaux les entrave, et les syndicats n'ont pas d'organes, puisqu'ils ne seraient pas lus.

Estissac possède, depuis 1901, une Caisse locale de Crédit agricole, qui comprend 27 associés. Le total des prêts en cours, au 31 décembre 1904, était de 3.080 francs (*Dix ans de Crédit agricole*, 1900-09).

Les Sociétés d'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail seraient mieux accueillies; on en compte 20 dans la seule partie du pays que comprend le département de l'Yonne (avec 1.020 associés).

tain; mais il n'est pas encore irrémédiable; le deviendra-t-il?

.....

Et pourtant, ce même homme qui se montre aujourd'hui si timide et si peu accueillant aux innovations, a fait preuve parfois de hardiesse. Il n'a pas craint de sortir de sa ferme, de se livrer à d'autres travaux que ceux des champs, au point d'abandonner parfois ces derniers. Il n'a pas toujours uniquement demandé à la terre de nourrir plantes et animaux; il y a vu aussi un fournisseur de matières premières qu'il pourrait transformer en produits fabriqués. Aux fruits de l'activité agricole, il a joint ceux de l'activité industrielle.

TROISIÈME PARTIE

La Vie industrielle

Dans cet épais et large massif forestier, percé d'innombrables clairières où l'homme récolte de quoi vivre, la présence du bois a-t-elle entraîné la création des mille petites industries que l'on trouve parfois dans les régions semblables? Une réponse dictée par un rigoureux déterminisme risquerait de se trouver en défaut; il ne suffit pas que la matière première existe, il faut encore que l'homme ait la volonté de l'utiliser; aussi ne faudra-t-il pas s'étonner outre mesure si l'industrie du bois ne s'est pas développée dans le Pays d'Othe. Mais si le bois a été délaissé, d'autres matériaux, comme l'argile, s'offraient, et lorsqu'ils furent devenus insuffisants pour occuper une population qui grandissait sans cesse, l'homme n'a pas hésité à aller chercher au dehors une matière première sur laquelle il pourrait travailler. C'est ainsi qu'il a profité de la proximité de Troyes pour introduire chez lui l'industrie textile. En dehors même des industries purement agricoles : meunerie, laiterie, cidrerie (1), il s'est donc développé toute une vie industrielle, dont il est intéressant de voir l'origine et de suivre l'évolution.

(1) Voir plus haut, chap. V : « Les Spéculations rurales ».

CHAPITRE IX

L'INDUSTRIE DANS LE PASSÉ

Chose curieuse, et exemple frappant de la persistance des conditions de vie économique, ce pays, dont les deux ressources principales sont aujourd'hui l'agriculture et la bonneterie, eut, dès son origine, une double ressource : les produits des champs, les produits des forges.

§ 1^{er}. — L'Évolution

A l'âge du fer, en effet, toute la partie sud-ouest du Pays d'Othe, comprenant les territoires de Dilo, Arces, Dixmont, Bussy, Chailley, Champlost était, ainsi que la bordure orientale du Gâtinais, un centre important d'exploitation métallurgique (1). Le minerai de fer s'y trouvait en abondance sur le plateau, sous forme de petits grains arrondis ou de rognons, déposés dans des cavités de la craie. Les procédés employés étaient encore bien primitifs, car les scories qu'on retrouve de nos jours contiennent parfois 50 % de fer. La réduction du minerai avait lieu sans emploi de fondant, dans une cuvette creusée dans le sol

(1) Daubrée (28), Péron (29), M^{lle} Hure (30).

et tapissée d'argile battue; ces fourneaux, de forme ronde ou elliptique, pouvaient atteindre jusqu'à 10 et 15 mètres de diamètre; on y entassait des couches alternantes de charbon de bois et de minerai, et on recouvrait le tout d'un manteau d'argile; des soufflets mus à la main, et plus tard au pied, accéléraient la combustion. Quand le gisement de minerai était épuisé, on en recherchait d'autres, et l'on creusait un nouveau fourneau; c'était donc une industrie nomade présentant beaucoup d'analogies avec celle du charbon de bois.

On n'a trouvé dans les ruines de ces exploitations que peu d'objets permettant de les dater d'une façon précise. On a cru y rencontrer des débris de poteries et des médailles de l'époque romaine, mais le pays était déjà habité à l'âge de la pierre taillée. Il est vraisemblable qu'on n'avait pas attendu l'arrivée des envahisseurs pour tirer parti de ce minerai, et que les Senones voisins, renommés pour leur organisation militaire, s'y procuraient déjà leurs armes de combat.

Les grandes invasions barbares semblent avoir éteint tous ces fourneaux; c'est une période de décadence; le manque de sécurité dans les communications et les relations commerciales tuent cette industrie, qui ne devait guère travailler que pour l'exportation (1).

Il faut attendre l'an 1143 pour trouver mention de nouvelles exploitations (1). Dès lors, les entreprises minières se multiplient et le renouveau industriel va du même pas que le renouveau agricole. Les moines des abbayes de Dilo,

(1) *Cartulaire général de l'Yonne*, tome I^{er}, Introduction, p. 40.

Vauluisant, Pontigny ne restent pas étrangers à cet essor et mènent de front le défrichement et le traitement du minerai; nombreuses sont les chartes qui leur assurent le droit d'extraire le minerai, ou les autorisent à prendre du bois pour chauffer les fourneaux à fondre le fer (1). Les laïques, de leur côté, s'adonnent ardemment à cette industrie qui semble lucrative, puisqu'on voit un seigneur donner ses propriétés à une abbaye et en retenir le produit du fer (2). Cette activité s'étend vers l'est, sur le territoire des communes de Saint-Mards, Aix-en-Othe, Sormery, Bœurs-en-Othe. Aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, le minerai de fer est une des grosses ressources de l'évêque de Troyes: celui-ci l'exploite d'abord en régie directe, faisant fabriquer pointes et clous; puis il se contente de donner à ferme les gisements de minerai; la location se fait par portion d'une corde ou forestage, valant 42 centiares; chaque individu loue un ou deux forestages et quelquefois moins (3).

Peu après, dans la seconde moitié du ^{xv}^e siècle, un progrès technique considérable s'accomplit; c'est l'époque des forges, qui demandent leur force motrice à l'eau. Les établissements métallurgiques abandonnent le plateau et viennent s'installer dans les vallées, le long des rivières et des ruisseaux: à Theil et Cosdon sur la Vanne, à Saint-Mards sur la Nosle, à Vollecon et Estissac sur l'Ancre. Le rendement atteint des proportions inconnues jusqu'a-

(1) *Cartulaire général de l'Yonne*, tome I^{er}, p. 368; tome II, p. 59, 395, 498, etc.

(2) *Cartulaire général de l'Yonne*, tome I^{er}, p. 463.

(3) Boutiot: Notes sur les anciennes exploitations métallurgiques des contrées composant le département de l'Aube (*Mémoires lus à la Sorbonne. Archéologie*, 1866).

lors, et les scories que l'on trouve dans les vallées sont plus vitreuses et plus légères, contiennent beaucoup moins de fer que les scories des plateaux.

Cependant, la décadence était proche ; elle arriva au xvi^e siècle. Sans doute, le combustible et la matière première ne faisaient pas défaut ; mais le minerai était pauvre et, lorsque le développement des relations commerciales le mit en concurrence avec des minerais plus riches, les forges du Pays d'Othe durent fermer leur porte (1).

§ 2. — Les Vestiges

Cette industrie ne serait qu'un épisode curieux de l'histoire du pays si elle n'avait laissé des traces, encore très profondes.

Elle en a laissé dans la topographie ; nombreuses sont les buttes de scories, les ferriers, comme on les appelle, qu'on trouve sur l'emplacement des anciennes exploitations ; à Sormery, ces ferriers s'étendent sur 3 hectares, atteignant jusqu'à 10 mètres de hauteur ; Arces possède les restes d'une dizaine de buttes, dont plusieurs se trouvent actuellement au milieu des bois ; aux alentours apparaissent nombre d'excavations, restes d'un fourneau ou d'une poche de minerai qui a été vidée de son contenu ; les étangs Saint-Ange, au sud de Dilo, semblent bien être les restes d'une ancienne exploitation, les scories ayant formé barrage et retenu l'eau qui s'était déjà rassemblée dans les anciennes fosses.

La toponymie aussi est pleine de vestiges de cette an-

(1) Voir note 3, p. 146.

cienne industrie. Rigny-le-Ferron, le Mineroy sont des noms bien évocateurs; les Minières, les Ferronnes, les Ferrières sont des lieudits bien significatifs; la Forge de Volcon, la Forge de Cosdon, la Fonderie ne prêtent également à aucune équivoque, et Estissac a toujours le quartier de « la Forge à l'eau ».

Aussi, le souvenir de ces exploitations est resté très vivant dans la mémoire des hommes; d'autant plus que, par endroits, les champs sont parsemés de scories et que les ferriers ont été utilisés pour l'empierrement des chemins. Les gens du pays sont fiers de ce passé d'activité et surtout, depuis qu'ils savent que ces laitiers contiennent encore une forte proportion de fer, ils s'imaginent posséder des mines de fer, et c'est pour eux un nouveau sujet de gloire. L'étranger qui vient pour la première fois dans le pays est immédiatement informé de leur existence, et on l'entretient à mots couverts de vastes projets d'exploitation. Lorsque Monchaussé écrit, en 1859, son *Essai de statistique sur le canton d'Aix-en-Othe*, il ne peut s'empêcher de terminer ainsi le chapitre qu'il consacre à l'industrie : « On est à la veille de voir s'établir une industrie très importante dans le canton, une forge à fer. On vient de découvrir sur la commune d'Aix et sur celle de Bérulles, dans les terrains argileux, du minerai de fer qui permet d'espérer de voir fonder un établissement qui donnera un nouveau relief au canton ».

Mais, à côté de cette industrie qui n'existe plus qu'à l'état de souvenirs, à côté de ces chimères, il est des industries encore vivantes, dont certaines sont très prospères.

CHAPITRE X

LES INDUSTRIES EXTRACTIVES

Le sol du Pays d'Othe ne renfermait pas seulement du minerai de fer; il contient de l'argile, qu'il est facile de transformer en briques et en tuiles; de la craie, que l'on peut traiter dans des fours; la vallée de Dixmont présente même un dépôt de lignite et celle de la Vanne des tourbières.

§ 1^{er}. — Les Industries de l'Argile

L'argile a été utilisée de tout temps. Une charte de 1188 reconnaît déjà aux moines de Vaultuisant le droit de prendre du bois dans la forêt des Sièges « pour chauffer les fourneaux à fondre les briques (1) ». Bien des siècles après, l'abbaye de Vaultuisant continuait la même industrie et, en 1768, produisait cinq milliers de tuiles (2). Aussi, à la fin du XVIII^e siècle, le nombre des tuileries était considérable. Deux groupes étaient renommés pour la qualité de leurs produits : les quatre tuileries du Jards (paroisse de Paisy-Cosdon), les quatre tuileries du Valdreux (paroisse de

(1) *Cartulaire général de l'Yonne*, tome II, p. 395.

(2) *Archives départementales de l'Yonne*, série H.

Chennegy). Chacun de ces groupes, sensiblement de même importance, occupait pendant huit mois de l'année 20 ouvriers, consommait 80.000 fagots et 30 cordes de gros bois, et atteignait une production moyenne de 600.000 tuiles et briques, ordinairement vendues 16 à 17 livres le mille; leur marchandise passait pour être supérieure à celle des établissements voisins, soit que les argiles employées fussent de meilleure qualité, soit que la cuisson fût soignée davantage. Les deux tuileries de Haute-Rive (paroisse de Maraye-en-Othe) en fabriquaient presque autant, mais n'avaient pas la même réputation (1).

Au xix^e siècle, il n'est peut-être pas de commune qui ne possède de tuileries-briqueteries. En 1846, le canton d'Estissac en compte 10 (2). En 1859, le canton d'Aix en compte quinze et une en construction; la brique se vend alors 32 francs et la tuile 18 francs le mille. « Il faut ordinairement quatre hommes pour desservir une tuilerie : un marcheur, c'est celui qui pétrit la terre; on le nomme marcheur parce qu'autrefois on pétrissait la terre avec les pieds; — un mouleur : son nom indique ses fonctions; — un porteur, qui prend la brique des mains du mouleur et qui la porte sur l'aire; — un hallier, qui est chargé du séchage et du rabattage, c'est-à-dire qui fait sécher sous la halle et qui redresse les arêtes des briques. La tuile ne se cuit jamais seule; les couches inférieures sont toujours en briques; cinq tuiles tiennent la place de deux briques.

(1) *Cahiers de doléances du Bailliage de Troyes*. Introduction : La situation économique du bailliage en 1789, p. 53.

(2) Leymerie (31) : *Statistique géologique du département de l'Aube*.

Dans le canton, jusqu'à présent, on n'a guère fabriqué que la brique, attendu qu'on manque généralement de terre propre à la fabrication de la tuile (1)». Ces produits, tigrés de noir ou colorés en rouge foncé par l'oxyde de fer contenu dans l'argile, étaient utilisés dans la région ou envoyés à Troyes.

De nos jours, cette industrie se meurt. On ne voit plus, comme autrefois, de noires colonnes de fumée s'élever au-dessus du plateau, révélant la présence d'une tuilerie. Tous ces établissements, les uns après les autres, laissent leurs fours s'éteindre et la végétation envahir leurs carrières. A la Ramée, près de Bussy-en-Othe, sur trois tuileries, une seule est en activité; le hameau de Valdreux, près de Chennegy, en comptait six à la fin du xix^e siècle; en 1914, deux seulement cuisaient encore; aujourd'hui, tout est abandonné.

Les causes de cette décadence sont multiples. Les industries rurales ne peuvent guère vivre que dans les campagnes où la culture ne suffit pas à occuper tous les manouvriers et laisse disponible une certaine quantité de main-d'œuvre; or, tel n'est pas le cas du Pays d'Othe, qui se dépeuple chaque jour et qui est obligé de faire appel à des étrangers pour ensemençer tous ses champs (2). Toutes ces tuileries, en outre, dont les propriétaires ne disposent généralement que de faibles capitaux et ne sont pas pourvus de connaissances techniques très étendues, avaient conservé les anciens procédés de fabrication; l'in-

(1) Monchaussé (8), p. 99 et 100.

(2) Voir plus loin, chap. XIV: « Population et Dépopulation » (§ 3: Émigration et immigration).

fériorité dans la qualité et surtout le moindre rendement qui en résultaient rendaient difficile la concurrence avec les établissements mieux outillés et mieux dirigés. La plupart du temps, seules survivent les entreprises qui, comme celle de la Ramée, ont su moderniser leur organisation. Enfin, il ne faut pas oublier qu'elles se heurtent à un obstacle contre lequel elles ne peuvent rien : la difficulté des communications ; qu'elles descendent leurs produits au nord ou au sud, elles sont pour la plupart à 15 ou 20 kilomètres de la voie ferrée ; situées sur le plateau, il leur faut rejoindre les routes des vallées par des pentes rapides qui entravent encore les transports. Toutes ces causes de déclin paraissent trop profondes pour que la décadence ne soit pas irrémédiable.

§ 2. — Les Industries de la Craie

Les industries de la craie n'ont jamais atteint la prospérité à laquelle étaient parvenues briqueteries et tuileries. La craie, en effet, ne se présente pas en général assez pure pour être avantageusement traitée ; c'est, seulement par endroits qu'elle possède les qualités voulues. Toutefois, en 1846, le canton d'Aix-en-Othe renfermait trois fours à chaux, un four à plâtre (1) ; le canton d'Estissac comptait trois fours à chaux (2). On en trouvait davantage, à la même époque, sur la bordure sud de l'escarpement : Belle-

(1) Leymerie (31) : Fours à chaux à Aix, Villemoiron, Rigny-le-Ferron ; four à plâtre à Rigny-le-Ferron (matière première importée).

(2) Leymerie (31) : Fours à chaux à Estissac et Neuville.

chaume avait deux fours à chaux, Bussy en avait trois, Brion en avait quatre.

A l'heure actuelle, la plupart de ces usines, trop petites, mal outillées, utilisant une matière première médiocre, ont fermé leurs portes; rares sont les établissements de ce genre, et ceux qui ont résisté, comme ceux de Villeneuve-sur-Yonne, doivent probablement leur survie à leur situation sur une voie ferrée (1).

§ 3. — Lignite et Tourbe

L'exploitation de lignite, poursuivie pendant de longues années à l'Enfourchure, près de Dixmont, présente encore moins d'importance pour l'économie générale du pays. Commencée en 1798, elle fut interrompue, puis reprise de nombreuses fois, se faisant tantôt à ciel ouvert, tantôt par galeries. Le produit qu'elle donne brûle très facilement, avec une fumée abondante et une flamme longue et jaune, analogue à celles d'un bois résineux, mais répand une odeur désagréable de bitume et de soufre (2). Elle a été, pendant la guerre de 1914-1918, poussée très activement, avec des moyens techniques qu'elle n'avait pas encore connus et le gisement, du moins dans ce qu'il avait de plus accessible,

(1) On peut signaler également, sur les confins du Pays d'Othe, les deux fabriques de « blanc de Troyes » installées à Auxon, où elles occupaient chacune trois à quatre ouvriers; la craie était broyée, puis passait dans des réservoirs où les divers éléments se séparaient d'après leur finesse. L'exploitation n'a pas été reprise depuis la guerre. A Fontvannes, une fabrique de blanc de Troyes est toujours en activité.

(2) Péron (29).

peut être considéré comme épuisé. Il aura joué un plus grand rôle dans les Revues locales que dans la vie du Pays d'Othe.

L'extraction de la tourbe dans la vallée de la Vanne n'a pas joui d'une aussi grande faveur auprès des érudits, et ne présente pas plus d'intérêt au point de vue pratique. Elle s'est poursuivie tout au cours du xix^e siècle, sur de faibles étendues et avec de longues périodes d'arrêt. A Pont-sur-Vanne, on en retirait 2.000 mètres cubes en 1843, 2.200 l'année suivante. La production tombait déjà à 100 mètres cubes trois ans plus tard. La plus grande partie était envoyée à un établissement de Pont-sur-Yonne, qui la brûlait comme accessoire de la houille (1). Pendant la guerre de 1914, le besoin de combustible a provoqué un renouveau dans l'extraction, et, à un moment où les usines de bonneterie de Troyes en étaient réduites à brûler du bois au lieu de charbon, des industriels de cette ville achetèrent à Villemaur et à Malay-le-Petit quelques dizaines d'hectares de pâtures, d'où ils retirèrent de la tourbe; on la brûlait à Troyes, mélangée à de la houille. En 1920, l'exploitation avait déjà fortement diminué d'intensité. Il s'agit donc là d'entreprises qui, tout en n'occupant qu'un petit nombre d'ouvriers, sont trop intermittentes pour constituer une véritable source de richesse.

(1) Leymerie et Raulin (32) : *Statistique géologique du département de l'Yonne*.

CHAPITRE XI

LES INDUSTRIES DE LA FORÊT

Il ne devrait pas en être de même, semble-t-il, pour toutes les entreprises que fait naître ordinairement l'exploitation d'une forêt : abattage des bois, transport, charbonnage, scierie, saboterie. Or, que trouve-t-on ? Une maigre population de bûcherons et de charbonniers, quelques scieries, de rares saboteries.

La forêt n'appartient pas en entier au même propriétaire. L'Etat en possède une partie, environ 4.000 hectares, situés principalement à l'ouest ; ce sont les splendides forêts domaniales de l'Abbesse, de Courbépine, Malgouverne, Rageuse et Cerisiers (1). Comprises dans le ressort de la Conservation des Eaux et Forêts de Troyes, elles sont exploitées en taillis sous futaie et forment une source appréciable de revenus. La vente des coupes de Courbépine a produit, de 1864 à 1883, une somme de 1.251.237 francs, auxquels il faut ajouter 241.037 francs de produits accessoires ; en retranchant les dépenses, on obtient un revenu net annuel de 66 francs par hectare (1). A côté, sont les bois communaux, soumis pour la plupart au régime

(1) *Plans d'aménagement* : L'Abbesse, 1.445 hectares ; Courbépine, 1.026 ; Malgouverne, 487 ; Rageuse, 713 ; Cerisiers, 188.

forestier, qui garantit une meilleure exploitation. Enfin, les bois particuliers sont nombreux.

§ 1^{er}. — Les Produits de la Forêt

Le parti que ces différents propriétaires tirent de leur bois est évidemment à peu près le même, exception faite pour les communes qui transforment les trois quarts des produits en bois de chauffage, qu'elles distribuent aux habitants sous forme d'affouage (1). Le chêne donne un bois nerveux, à fibre souvent torse, convenant très bien à la charpente et beaucoup moins aux ouvrages d'industrie, car bien des sujets présentent des défauts (gelivures, nœuds, « roulures », etc.). Il est ordinairement débité en pièces de charpentes, en merrains, lattes, échelas. Le hêtre, le bouleau, le charme donnent du bois de feu excellent (2); le hêtre est parfois utilisé comme bois d'industrie, principalement pour la saboterie, l'hiver de 1879-80 ayant anéanti presque tous les noyers de la région. Les taillis sont convertis en bois de chauffage, en charbonnette ou en bourrées. Les bois de chêne, taillis et futaie, fournissent des écorces.

Les bois de charpente et de chauffage approvisionnent naturellement les villes du pourtour, mais sont en temps normal surtout expédiés sur Paris; certains chargements s'arrêtent à Melun, Corbeil ou Maisons-Alfort (3). Pendant

(1) Voir plus haut, chap. VI : « Le Champ » (§ 1^{er} : La propriété communale).

(2) *Les Forêts de l'Aube*, par Arbeltier de la Boullaye (34).

(3) Picard (35) : *Les Forêts de l'Yonne*.

la guerre de 1914-18, de larges coupes ont été pratiquées dans la forêt; la plus grande partie du bois était transformée en bois de chauffage et allait alimenter les usines de Troyes qui, faute de houille, recouraient au bois, malgré les frais supplémentaires qu'occasionnait l'emploi de ce combustible. Depuis le retour à l'état de paix, l'exploitation a continué sur une aussi grande échelle, cherchant surtout à produire de la charpente, des traverses de chemin de fer et des bois de mine, toutes choses fort demandées pour la reconstruction du nord de la France.

Les bourrées sont brûlées dans les fours à chaux et surtout dans les tuileries de la région, mais la disparition progressive de ces dernières entraîne peu à peu la vente au dehors de ces produits.

La charbonnette, qui présente une circonférence de 0^m,06 à 0^m,20 et une longueur de 0^m,66, est, comme son nom l'indique, convertie en charbon. L'opération est faite tantôt pour le compte de marchands de charbon de Troyes, qui vendent ce produit dans cette dernière ville (1) et surtout l'expédient à Paris, tantôt pour le compte du marchand de bois exploitant la coupe; il n'y a donc pas toujours spécialisation du travail, comme cela se pratique dans la plupart des forêts. Les charbonniers sont des gens du pays; ils sont peu nombreux et vivent disséminés dans les villages de la forêt, principalement à Chailley et Bussy; ils passent d'ailleurs la plus grande partie de leur temps, de mars à décembre, dans le bois, habitant la « loge », petite bâtisse

(1) Depuis la guerre, ce charbon est utilisé en partie par les petits industriels troyens pour la fabrication du gaz d'eau, servant à la marche des moteurs à explosion.

pyramidale ou rectangulaire, construite en terre battue, que tend à remplacer aujourd'hui la cabane en planches démontable, plus pratique, mais moins chaude.

Les écorces résistent moins bien que le charbon de bois à la civilisation moderne. Elles étaient autrefois vendues aux tanneries de Sens et, très renommées, elles ont atteint vers 1890 les prix de 150 francs et 180 francs les 104 bottes; mais la concurrence des extraits tannants a, depuis, réduit leur importance et rendu leur commerce peu lucratif (1); certaines années, on n'écorce plus.

§ 2. — Le Transport des Bois

C'est tout un problème que le transport de ces produits, et il est particulièrement ardu et coûteux depuis la disparition du flottage (2).

Les bois qui proviennent de l'ouest du pays sont transportés par voitures jusqu'à la voie d'eau que forment l'Yonne et le canal de Bourgogne. Au XVIII^e siècle, il en était déjà ainsi; à Brienon, le flottage des bois occupait le tiers de la population (3); à Villeneuve-sur-Yonne, il s'est « ouvert une branche de commerce considérable de bois et de charbons qui s'amènent soit par flot, soit par voitures, aux portes de Villeneuve-sur-Yonne et de Sens; ils sont ensuite chargés pour Paris par cinq ou six particuliers de

(1) Picard (31) : *Les Forêts de l'Yonne*.

(2) Voir plus loin, chap. XIII : « Le Commerce intérieur et extérieur » (§ 2 : Le commerce extérieur).

(3) *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*. Voir notice relative à Brienon, p. 116.

Villeneuve-sur-Yonne, qui tirent de ce genre de commerce un très grand parti (1) ». Aujourd'hui, le principal port est Briennon, sur le canal, qui embarque les bois du Pays d'Othe et les peupliers de la plaine de l'Armançon; Laroche, Joigny, Armeau, Villeneuve-sur-Yonne présentent beaucoup moins d'importance. Ailleurs, les bois empruntent la voie ferrée : Sens-Troyes au nord, Troyes-Saint-Florentin au sud. Mais ces lignes sont parfois à plus de 15 kilomètres du lieu de la coupe, et cet éloignement des voies de communication entrave l'exploitation de la forêt. De là, des projets de chemins de fer à voie étroite qui traverseraient le pays du nord au sud et remplaceraient, pour le transport des bois, les affluents de la Vanne, sur lesquels se pratiquait jadis le flottage (2).

§ 3. — La Main-d'œuvre

L'abattage, le façonnage et le transport des bois sont ordinairement effectués par les gens du pays, auxquels la forêt procure ainsi un supplément de ressources; on a calculé, en 1886, que la forêt de Courbépine apportait 20.000 francs par an aux gens des alentours (3).

Déjà, en 1789, à Bellechaume, les habitants sont plus occupés à l'exploitation du bois qu'aux ouvrages de la

(1) *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*. Notice relative à Sens, p. 2.

(2) Voir plus loin, chap. XIII : « Le Commerce intérieur et extérieur » (§ 2 : Le commerce extérieur).

(3) *Plan d'aménagement* de la forêt de Courbépine, 1886. Le transport à lui seul fournissait 8.000 francs.

campagne (1) et l'agriculture se plaint de cette concurrence; on fait remarquer, à Brienon, que le flottage se faisant au début de la belle saison et les charrois étant impossibles l'hiver par suite du mauvais état des chemins, les cultivateurs les font au printemps, au lieu de sombrer leurs terres, et celles-là, moins bien cultivées, produisent moins (2).

De nos jours, la concurrence entre ces deux genres de travaux tend à diminuer. Par suite de la dépopulation continue, tous les habitants trouvent facilement de l'occupation dans la culture et, n'étant plus habitués à la vie solitaire des bois, préfèrent travailler dans les champs. On ne rencontre guère d'« hommes des bois » que là où la forêt est épaisse : à Bussy, Chailley, Arces. Là existent encore des familles de bûcherons professionnels, tirant de la forêt tout leur salaire, vivant des mois dans leur hutte, tout en ayant au village, maison, jardin et souvent vigne. Là aussi, des cultivateurs consentent encore à transporter les bois au port de Brienon; certains mêmes sont devenus de véritables entrepreneurs de charrois, ne récoltant qu'une partie du fourrage et de l'avoine dont ils ont besoin et achetant le surplus. Ailleurs, les cultivateurs répugnent de plus en plus à se charger de ces charrois et préfèrent se consacrer tout entiers à la culture de leurs terres. Les bûcherons professionnels y sont encore plus rares; sans doute, tous les manouvriers savent travailler dans le bois et y

(1) *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*. Voir notice relative à Bellechaume, p. 125.

(2) *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*. Voir notice relative à Brienon, p. 116.

travaillent effectivement; mais ils ne voient là qu'une occupation secondaire, à laquelle ils recourent dans la morte-saison, pour éviter le chômage (1).

Aussi, lorsque la forêt est soumise à une exploitation intensive, comme elle l'est depuis 1918, la main-d'œuvre indigène, qui est de bonne qualité, se trouve être insuffisante. Les entrepreneurs doivent assurer eux-mêmes leurs charrois, ce qu'ils font souvent à l'aide de camions automobiles, et introduisent dans leurs coupes des ouvriers étrangers: Espagnols, Belges, Italiens (2).

La forêt du Pays d'Othe n'a donc pas donné naissance à une classe importante de bûcherons, qu'elle ferait vivre d'un bout à l'autre de l'année. A-t-elle réussi par contre à susciter scieries et saboteries?

§ 4. — Scieries et Saboteries

Des scieries? On en trouve quelques-unes à l'intérieur de la forêt; il y en a, par exemple, deux dans la commune d'Arces, une à Villemoiron, une à Maraye; mais ce sont de petites entreprises n'occupant généralement que deux ou trois ouvriers, et ne travaillant guère que pour la consommation locale. Il faut sortir de la forêt, et presque du Pays d'Othe, pour trouver des établissements présentant quelque importance, comme celles de Villeneuve-l'Archevêque ou d'Aix, comme les deux de Villeneuve-sur-Yonne

(1) Les entrepreneurs les jugent excellents ouvriers, mais un peu lents.

(2) Voir la note 1 de la page 202

et les trois de Brienon. Ici encore, l'industrie n'a pu se développer qu'auprès de la voie ferrée.

Quant aux saboteries, elles sont inexistantes. Pas un seul établissement pourvu de machines et faisant travailler de nombreux ouvriers. Mais, à peu près dans chaque village, on trouve un homme qui sait faire des sabots; rarement il consacre tout son temps à ce métier; pendant la belle saison, il travaille aux champs; l'hiver, il fait des sabots; il travaille seul; les années où les commandes affluent, il prend un aide; il vend ses produits aux gens du village et des hameaux voisins. C'est la petite industrie rurale dans toute sa pureté, et si elle fait sourire au ^{xx}^e siècle, il ne faut pas oublier qu'elle satisfait les besoins de la consommation aussi bien que tout autre système de production, et qu'elle tend à supprimer le chômage des salariés agricoles. Il faut moins regretter son existence que son faible développement.

C'est là un fait curieux, bien difficile à expliquer, que ce peu d'extension des industries du bois. Sans doute, l'essence dominante de la forêt est le chêne, au bois dur, difficile à travailler, peu apte à donner les mille petits objets que l'on fabrique dans les pays forestiers, mais le hêtre et le bouleau permettent la saboterie, et celle-ci cependant ne s'est pas développée. L'homme s'est détourné de ce genre d'occupation pour se livrer à l'industrie textile : c'est un acte de pure volonté; on ne peut que le constater.

CHAPITRE XII

LES INDUSTRIES TEXTILES

Mais il est permis d'en faire l'histoire et d'en suivre les conséquences économiques et sociales.

§ 1^{er}. — Draperie, Tisseranderie et Filature du coton

L'origine de l'industrie textile remonte très loin. Dès 1171, quatre « moulins à foulon » s'élèvent sur le cours inférieur de la Vanne, et le roi ordonne à ses bourgeois de Sens de réserver leur clientèle à ces établissements (1). En 1383, on rétablit à Villeneuve-l'Archevêque deux visiteurs du « métier de draperie et tisseranderie » (2). En 1488, on signale un moulin à drap près de Molinons (3); en 1503, on mentionne le foulon d'Armentières, près de Saint-Benoît (4). Les eaux de la Vanne, en effet, se prêtent tout particulièrement à cette industrie; son cours, attardé sur un fond plat, permettant à l'eau de séjourner à l'air et de circuler lentement en perdant de sa crudité. Toute-

(1) *Cartulaire général de l'Yonne*, tome II, p. 233.

(2) *Annuaire de l'Yonne*, année 1853, p. 218.

(3) *Archives départementales de l'Yonne* (H. 755).

(4) *Archives départementales de l'Yonne* (H. 679).

fois, en 1677, les drapiers sont encore peu nombreux; on n'en trouve que 2 à Saint-Mards (1), 3 à Villemaur (2); l'industrie du drap ne semble pas avoir pris une grande extension et ne travaillait probablement que pour satisfaire les besoins locaux.

Il n'en est pas de même de l'industrie des toiles (3): A la même époque, en effet, Villemaur compte 8 tisserands (4) et Saint-Mards en compte 35 (5). Ce chiffre, relativement considérable, laisse à penser que toiles et tissus étaient vendus au dehors. En effet, tout en récoltant sur place une partie de sa matière première (le canton d'Aix comptait encore 70 hectares (6) de chenevières en 1860), cette industrie du Pays d'Othe se rattachait au centre de Troyes; là, on fabriquait des toiles de coton très renommées (les blanchisseries de la ville passant pour être parmi les meilleures de France), des toiles de lin, dites toiles de Troyes, dont l'industrie, née dans cette ville au xine siècle, s'y conserva jusqu'en 1720, des tissus de laine, des toiles peintes. Les marchands de Troyes fournissaient la matière première aux tisserands du Pays d'Othe, qui leur renvoyaient la toile; l'approvisionnement et les débouchés de cette industrie étant ainsi assurés, elle pouvait prospérer et se développer. A côté du tissage de la

(1) *Archives départementales de l'Aube* (C. 1715).

(2) *Archives départementales de l'Aube* (C. 1993).

(3) Les indications qui suivent sont empruntées aux *Cahiers de doléances du Bailliage de Troyes* et à l'introduction que Vernier a mise en tête de leur publication.

(4) *Archives départementales de l'Aube* (C. 1993).

(5) *Archives départementales de l'Aube* (C. 1715).

(6) Monchaussé (8), p. 54.

toile, la filature de la laine et du coton, opérée également pour le compte de marchands troyens, était florissante.

Aussi, à la fin du xviii^e siècle, toutes ces industries constituaient une branche spéciale de l'activité du pays. En 1789, Prugny comptait 3 métiers de tisserands et Fontvannes en comptait 4 à tisser le coton; à Bucey, 2 fabricants de toiles de coton possédaient en tout 3 métiers; deux maisons filaient le coton, deux maisons filaient la laine; plus à l'ouest, à Estissac, 4 tisserands faisaient de la toile de coton, 6 filatures de laine « occupaient des étrangers, des enfants et 24 personnes du pays », 26 garçons et filles travaillaient à la filature du coton; à Chenégny, 2 personnes filaient depuis peu le coton; dans la vallée de la Nosle, Paisy possédait « une mécanique de coton » et une famille, composée de la mère et de ses deux filles, était occupée à la filature du coton; Aix était plus important avec ses 45 « mécaniques à filer le coton », qui faisaient travailler au moins 150 ouvriers; enfin, à Rigny-le-Ferron, vivaient 8 tisserands. La capitale de cette industrie était Saint-Mards qui, avec ses 300 métiers, fabriquait des toiles, coutils, treillis et « tiretaines » (1). Cette industrie, qui s'étendait au sud jusqu'à Chailley, où s'était installée une « filature de coton au métier », était également très active au nord de la Vanne, sur la plaine crayeuse au sol aride et pauvre qui s'étend jusqu'à la Seine; des métiers s'étaient montés partout, à Mesnil-Saint-Loup, à Macey, à Dierry-Saint-Pierre, à Faux-

(1) Courtalon: *Topographie historique de la ville et du diocèse de Troyes*, 1781, 84.

Villecerf, à Palis, à Planty, à Marigny-le-Châtel, à Originy-le-Sec, à Villeloup.

Mais, depuis quelques années, une nouvelle spéculation était venue s'ajouter à la filature et au tissage. C'était celle de la bonneterie, qui devait bientôt supplanter ses aînées et devenir la spécialité de Troyes et du Pays d'Othe.

La première manufacture de bas au métier établie en France le fut au château de Madrid, dans le bois de Boulogne, en 1656. En 1700, un arrêté ne permit la fabrication de ces articles que dans sept villes, parmi lesquelles Troyes ne figurait pas; les quelques métiers à bas qui s'étaient installés dans cette dernière ville durent s'arrêter. Toutefois, les administrateurs des hôpitaux de Troyes n'en fondèrent pas moins une petite fabrique pour occuper les orphelins de l'Hospice de la Trinité et le caractère charitable de cette entreprise la protégea contre les poursuites; aussi, lorsqu'en 1754 un arrêt du Conseil permit la libre fabrication de la bonneterie dans tout le royaume, il y avait déjà sept métiers à Troyes, et la manufacture des orphelins de la Trinité semble avoir été l'école où se formèrent les premiers maîtres bonnetiers de la ville. La progression fut rapide; en 1771, il y avait déjà 66 métiers et, en 1786, 400, fabriquant annuellement plus de 20.000 douzaines de bas et de bonnets. En outre, l'industrie avait essaimé à la campagne, sur les bords de la Vanne, de la Seine, de l'Aube.

Le petit nombre de bonnetiers que l'on constate dans le Pays d'Othe en 1789 et les quelques indications de dates qui nous sont parvenues, laissent supposer que la bonneterie n'y fit son apparition qu'après 1780. A la veille de la convocation des Etats Généraux, on ne relève que

3 métiers à bas à Fontvannes et 1 métier à Paisy. Aix, de son côté, ne compte que « 5 métiers à faire des bas de coton, établis depuis cinq ans », et, à Rigny-le-Ferron, n'habite qu'un seul bonnetier. La bonneterie avait gagné également le nord de la Vanne : Dierry-Saint-Pierre, avec ses 6 métiers à bas établis depuis quatre ans; Faux-Villecerf, avec 1 métier à bas de coton établi depuis un an; Planty, avec sa « fabrique de bonneterie installée depuis quatre ans »; Palis, Villeloup et bien d'autres villages.

Toutes ces industries textiles semblent avoir correspondu à une nécessité. La population, en effet, était beaucoup plus dense qu'aujourd'hui (1) et la terre donnait moins de fruits; des manouvriers devaient s'expatrier et allaient faire la moisson en Champagne et en Brie (2); la masse des journaliers devait chercher en dehors de la culture un supplément d'existence. Aussi, le développement de ce genre d'occupation à la fin du xviii^e siècle fut-il bien accueilli en Pays d'Othe, et rares sont les cahiers qui contiennent des doléances à ce sujet; Saint-Benoît se plaint de la rareté des ouvriers, produite « par le trop de domestiques que les seigneurs ont à leur suite » et « par ces manufactures de coton qui font, dans une année de disette, autant de mendiants qu'il y a de personnes employées à ce métier » (3); Villemaur, de son côté, demande « qu'il soit permis aux fileurs de coton et de laine de la campagne de ne travailler

(1) Voir plus loin, chap. XIV : « Population et Dépopulation » (§ 2 : Dépopulation).

(2) Voir plus loin, chap. XIV : « Population et Dépopulation » (§ 3 : Émigration et immigration).

(3) *Cahiers de doléances du Bailliage de Troyes*, tome II, p. 507.

à leur état que dans les saisons mortes, pour ne pas mettre obstacle aux travaux de l'agriculture» (1); cette indication, pour isolée qu'elle soit, montre que, dès le xviii^e siècle, l'industrie textile formait pour certains une occupation permanente; c'est le divorce entre le champ et l'atelier qui se prépare.

Le xix^e siècle vit les progrès de la bonneterie et le recul de la tisseranderie.

En 1859, Saint-Mards, le centre de cette dernière industrie, est en pleine décadence; sur les 347 métiers qu'il possédait en 1824, seuls 70 fonctionnent (2); aujourd'hui, ils sont tous arrêtés.

§ 2. — La Bonneterie

La bonneterie gagnait ce que perdait sa rivale. En 1837, à Villemaur, sur 695 habitants, il y a 202 bonnetiers; 98 travaillent sur le métier, les autres assurent le bobinage et la couture des bas (3). Estissac augmente chaque jour le nombre de ses « mécaniques » et, en 1859, le canton d'Aix-en-Othe comptait environ 750 métiers; les 400 métiers d'Aix font travailler 800 ouvriers; Saint-Mards se contente de 41 métiers à bas, Paisy de 47, Saint-Benoît de 38, occupant 60 personnes, Vulaines de 4; Rigny-le-Ferron, « où la bonneterie commence à prendre de l'extension », de 54, Bérulles de 50 (4). On fabrique surtout des bas

(1) *Cahiers de doléances du Bailliage de Troyes*, tome II, p. 675.

(2) Monchaussé (8), p. 99.

(3) *Annuaire administratif de l'Aube*, année 1837; Villemaur.

(4) Monchaussé (8); tous ces chiffres ont été empruntés au cha-

en laine et en coton; le métier rectiligne anglais est à peu près seul utilisé; le métier français a disparu presque complètement et il n'en reste que 2 à Paisy et 3 à Rigny.

Si les métiers sont ainsi disséminés, les patrons pour lesquels ils travaillent sont groupés à Aix, Estissac et même Troyes. Chaque dimanche, l'ouvrier charge sur son dos le sac rempli de bas tricotés dans la semaine; il les porte au patron, reçoit sa paye et ramène des écheveaux de laine ou de coton. Quand la distance est trop considérable, quand le patron, par exemple, habite Troyes, on a recours au messager; l'ouvrier possède une petite caisse rectangulaire en bois, dont une clef est entre ses mains et l'autre entre les mains du patron; il y renferme sa marchandise et la remet au messager, qui la mène au patron et rapporte dedans la paye et la matière première. D'autres fois le patron a, dans le village même, un représentant auquel il envoie le fil et qui est chargé de recruter la main-d'œuvre et de réceptionner les produits fabriqués. L'organisation est donc très souple, s'adaptant aux mille conditions de la vie rurale. Aussi, la bonneterie s'étend-elle constamment; le Second Empire est la période au cours de laquelle le Pays d'Othe est le plus peuplé (1). La main-d'œuvre abonde, mi-rurale, mi-industrielle. Le journalier voit là un remède efficace contre le chômage, le petit propriétaire y trouve un moyen d'augmenter ses ressources.

Sur ces entrefaites arrive, après la guerre de 1870, l'âge

pitre: « Commerce, Industrie », et aux monographies de chaque commune.

(1) Voir plus loin, chap. XIV: « Population et Dépopulation » (§ 2: Dépopulation).

d'or de la bonneterie. Une véritable crise traverse le pays, qui donne l'impression de vouloir abandonner la culture pour se jeter à corps perdu dans l'industrie. Arces lui-même, isolé au milieu de ses forêts, situé à plus de 15 kilomètres de tout centre bonnetier, se met à faire des bas ! Dans toutes les rues crissent les métiers. On travaille nuit et jour. Dans les familles où l'on veut continuer à exploiter le sol, le père, la mère, les enfants se relayent sur le métier, qui s'arrête tout juste de minuit à 4 heures du matin. La fabrication du bas ou du chausson devient bientôt si lucrative que certains quittent pour toujours le travail des champs et qu'il se développe ainsi une population de bonnetiers, déshabitués de la vie au grand air, souvent malingres, chétifs et pâles; pratiquant un métier peu salissant, ils acquièrent un certain souci de la tenue, et sont pleins de mépris pour le cultivateur, souvent obligé de vivre dans la boue, dans le fumier, au milieu de ses bêtes.

Mais ce dernier allait bientôt avoir sa revanche. Dès 1880, les heures sombres arrivèrent pour la bonneterie. Son organisation ne correspondait plus aux conditions de la vie économique. Sans doute, les salaires étaient inférieurs à ceux que recevait l'ouvrier de Troyes, et c'était là une cause de supériorité. Mais cette dissémination des centres de production, ces transports incessants de matière première et d'objets fabriqués du magasin du patron à la maison de l'ouvrier entraînaient des frais et des pertes de temps qu'ignorait le manufacturier urbain. Surtout, malgré de louables efforts, le matériel ne s'était pas suffisamment perfectionné. Il restait encore de petits métiers ne faisant qu'une ou deux pièces à la fois; certains s'étaient bien procuré des métiers à 4 ou 6 « têtes »; mais

ces métiers continuaient à marcher à la main. Comment lutter contre les nouveaux métiers à 12 et 24 têtes, mus à la vapeur ou à l'électricité et si bien conçus qu'un seul ouvrier suffit pour en assurer la marche de deux à la fois?

Il fallait que la bonneterie du Pays d'Othe se modifiât ou disparût. Elle préféra se transformer. Elle se modernisa et se concentra; mais elle garda quelque chose de son origine et du milieu où elle s'était développée; aussi, même de nos jours, elle continue à conserver un cachet spécial, qui la différencie nettement de l'industrie troyenne.

Elle s'est ramassée dans deux centres principaux: Estissac et Aix-en-Othe, et dans deux centres secondaires, Rigny-le-Ferron et Villemaur, et chacun d'eux, malgré leurs caractères communs, présente une originalité propre.

A Estissac, la concentration a atteint son plus haut degré; il ne reste plus qu'un seul fabricant, maison importante d'ailleurs, dont le chiffre d'affaires atteignait 2 millions avant la guerre de 1914. Elle n'a pas d'atelier; elle ne possède que des magasins pour les réceptions et les expéditions. Tous les ouvriers travaillent à domicile. Mais le métier ne leur appartient ordinairement pas; ils ne sont également pas tous propriétaires de leur maison. Le tout appartient au patron, qui exploite métier et maison de la façon suivante: il loue l'un et l'autre à un contremaître, à qui il remet la matière première; celui-ci doit organiser lui-même son petit atelier, recruter sa main-d'œuvre et la payer suivant un tarif arrêté par le patron en vue d'éviter les abus. Le patron ignore les ouvriers du contremaître, sorte de tâcheron, responsable des marchandises livrées et dont le bénéfice résulte de la différence entre les prix qu'il paie à ses salariés et ceux qu'il reçoit du patron;

ces derniers sont fixés de façon à tenir compte du prix de location des métiers. Avant la guerre, un contremaître gagnait ainsi de 8 à 10 francs, un ouvrier de 5 à 6 francs, une ouvrière de 3 à 4 francs. En 1920, un ouvrier atteignait 20 à 25 francs par jour. Près de 500 personnes travaillent ainsi à la bonneterie, à Estissac; il faut y ajouter quelques ouvriers que la maison fait travailler à Bercenay, à Thuisy, à Neuville, à Rigny-le-Ferron, et auxquels des camions automobiles vont porter la matière première et chercher les produits fabriqués. Rares sont les contremaîtres qui se sont affranchis de la tutelle patronale et ont acheté du matériel pour s'installer fabricants autonomes; l'électricité, fournie par une usine qui marche au gaz pauvre, met en mouvement toutes les machines et a permis d'adopter les métiers perfectionnés; il suffit de parcourir les rues d'Estissac pour constater que l'aisance règne dans ces petites maisons de briques qu'ombrage un lilas et que flanque un atelier, dont les larges vitres laissent voir les machines tourner; tout le monde trouve avantage à la situation actuelle et nul ne cherche à la troubler. Estissac prend de plus en plus un caractère urbain; le bonnetier ne travaille plus jamais aux champs; les maisons de culture tendent à disparaître et, consécration suprême, en 1921, le beurre, le lait et les œufs y sont rares, les logements y sont introuvables, le cinématographe donne trois soirées par semaine !

Aix-en-Othe, dont la production est plus importante (1),

(1) De 1908 à 1914, Aix-en-Othe expédiait une moyenne annuelle de 400 tonnes d'articles de bonneterie; la moyenne d'Estissac dépassait légèrement 150 tonnes (*Travaux de la Chambre de Commerce de*

s'est moins unifié qu'Estissac et présente un type plus complexe. On y compte une dizaine de maisons, et certaines même comprennent plusieurs associés, qui ont mis leurs capitaux et leur activité en commun. Seules, trois de ces maisons possèdent des ateliers; les autres font travailler à domicile, sur des métiers qu'elles louent aux ouvriers ou qui appartiennent à ces derniers; les trois premières elles-mêmes ne font exécuter dans leurs ateliers que les travaux exigeant des machines; elles font faire à domicile les autres opérations telles que couture, remmaillage et pointage. Ce travail à domicile, qui distingue si profondément les entreprises du Pays d'Othe des entreprises troyennes, est évidemment une survivance de l'ancien état de choses, où le bonnetier était en même temps cultivateur ou journalier; mais, loin de disparaître, il tend à se développer; il répond aux désirs profonds de la population ouvrière, il ne présente plus les inconvénients d'autrefois, depuis que l'introduction des moteurs à essence et de l'électricité (1) permet l'emploi, dans chaque maison, des machines les plus récentes; il offre même certaines causes de supériorité sur l'usine, car n'étant pas soumis aux règlements qui régissent cette dernière, il possède plus de souplesse, et la faculté de prolonger à volonté la journée de travail est bien précieuse quand les commandes affluent, et ne reste pas théorique. Avant la guerre, l'homme gagnait de 5 à

Troyes: Statistique relative à la ligne de Sens à Troyes); mais il convient d'ajouter que la gare d'Aix dessert les deux petits centres bonnetiers de Villemaur et de Pâlis. Il semble que la production d'Aix serait environ le double de celle d'Estissac.

(1) L'électricité est fournie par une usine à gaz pauvre, que seconde l'installation hydraulique de Paisy.

7 francs, la femme de 3 à 4 francs par jour; en 1920, ces salaires se sont élevés respectivement à 20 et à 15 francs. L'ouvrier, qui est parfois propriétaire de sa maison, qui a toujours poules et lapins, est ordinairement sobre; il ne va pas au café et met de l'argent de côté. Toujours propre et bien mis, d'esprit curieux, il n'a que mépris pour le cultivateur des environs, et la haute opinion qu'il a de lui-même lui a valu une fâcheuse réputation dans le Pays d'Othe. Un millier de personnes environ sont occupées à la bonneterie d'Aix, qui fait également vivre quelques ouvriers et ouvrières dans les villages voisins : Saint-Mards, Villemoiron, la Vosve, le Jards, Paisy, Villemaur, Rigny-le-Ferron; des camions automobiles assurent les transports entre les magasins du patron et la maison du salarié; mais, ici comme à Estissac, le travail tend à se concentrer à l'intérieur du bourg; le patron s'évite ainsi des transports onéreux; il a d'ailleurs de plus en plus de mal à recruter de la main-d'œuvre dans ces communes rurales dépeuplées, où le travail des champs suffit à absorber l'activité de tous.

A côté de ces deux centres, très vivants et pleins de confiance dans l'avenir, où les fils des patrons se préparent à continuer l'œuvre paternelle, deux centres secondaires traînent une vie languissante.

Villemaur a pour lui sa spécialité, unique dans le Pays d'Othe, de la fabrication des bas à varices; on y travaille pour deux maisons, l'une de Troyes, l'autre de Paris, mais le nombre d'ouvriers est peu considérable (une vingtaine environ).

Rigny-le-Ferron, enfin, est loin de sa splendeur passée et de ses 300 métiers qui, vers 1875, emplissaient les rues

de leurs crissemments répétés; une seule maison a survécu au naufrage. Elle a fermé depuis quelques années son atelier et n'a plus que des ouvriers à domicile; elle occupe une quarantaine de personnes à Rigny; mais la bonneterie y a tellement perdu la faveur des habitants, que la plus grande partie de sa main-d'œuvre lui est fournie par les communes des environs: Bérulles, Vulaines, Flacy, Bagnaux, Villeneuve-l'Archevêque, où un camion automobile va porter la marchandise et chercher les objets travaillés. Cette main-d'œuvre se recrute de plus en plus difficilement; on ne trouve souvent que des jeunes filles, qui travaillent sur le métier en attendant le mariage et qui le quittent lorsqu'elles entrent en ménage. Un tel personnel, formé en majorité d'apprenties, n'est évidemment pas susceptible d'un gros rendement et cause bien des soucis à son patron.

Que fabrique-t-on dans ces différents centres? Avant tout, le bas à côtes, qui représente la plus grande partie de la production. Mais, à côté de cet article, on en trouve d'autres; les bonnetiers du Pays d'Othe n'ont jamais hésité à suivre la mode et à profiter des circonstances: Estissac a fait des moufles et des mitaines pour l'Amérique du Nord, Aix-en-Othe en a fait également, ajoutant la chaussette, le bas de sport et le chandail. Rigny a fait des mitaines et des bas à damiers et s'est spécialisé aujourd'hui dans la fabrication du chausson.

Ces articles sont en coton ou en laine, parfois en laine et coton; d'autres fois, les bas sont en fil. On se procure le coton au Havre; la laine, avant la guerre de 1914, était achetée soit dans le Nord, à Tourcoing ou Amiens, soit à Reims.

Ces produits se vendent dans toute la France. Ordinairement, ils sont vendus directement aux commerçants. Dans certains cas, assez rares, ils passent par l'intermédiaire des maisons de Troyes; en effet, alors que les maisons du Pays d'Othe sont ordinairement spécialisées, certains établissements troyens, tout en ne fabriquant eux-mêmes qu'un seul article, se chargent de fournir tous les articles qu'on leur demande; pour ceux qu'ils ne produisent pas, ils s'adressent souvent au Pays d'Othe.

Ces produits se vendent également à l'étranger. Les débouchés varient avec la situation économique, toujours changeante, et avec les dispositions douanières. Les principaux sont le bassin de la Méditerranée (en particulier la Turquie) et l'Amérique du Sud, auxquels il faut joindre parfois le Mexique, l'Amérique du Nord et la Belgique. Aucune transaction ne se fait directement avec ces pays; elles passent toutes par l'intermédiaire des maisons de commission de Paris.

Telle est la vie du petit groupement bonnetier du Pays d'Othe. Il est toujours en relations étroites avec le groupement troyen; ses patrons vont tous les vendredis à Troyes où, dans un café situé près de l'ancienne Halle de la Bonneterie, ils se rencontrent avec les industriels de la ville, avec ceux de Romilly, avec ceux des autres centres du département, avec les envoyés des maisons parisiennes. Ils peuvent s'appliquer la phrase de la Chambre de Commerce troyenne: « L'ouvrier bonnetier de Troyes et des environs est le plus habile des divers centres de fabrication de bonneterie française » (1). Ces relations n'empêchent

(1) *Travaux de la Chambre de Commerce*, année 1904, p. 92.

pas le groupement du Pays d'Othe d'avoir une autonomie absolue et il est connu comme tel sur le marché français.

Ainsi prospère une industrie qui ne rencontrait dans le pays aucune condition naturelle favorable, mais qui trouvait là une main-d'œuvre abondante, déjà habituée au travail des textiles. Cette circonstance, jointe à la proximité du marché troyen qui, à l'origine, a servi d'initiateur, a suffi pour assurer la vie et le développement du marché du Pays d'Othe. Lorsqu'on se reporte à ses origines, et que l'on voit l'organisation qu'il a finalement adoptée, on est frappé de l'originalité de son évolution. Il a su se moderniser sans rompre avec le passé; il a su s'attacher un personnel spécialisé n'ayant plus rien de commun avec les travaux agricoles, sans le parquer dans de hideuses cités ouvrières; il a su utiliser un outillage perfectionné, sans offrir à l'œil les habituelles et monotones constructions aux toits en dents de scie, sans couper l'horizon d'affreuses cheminées, sans obscurcir l'air d'épaisse et noire fumée. Le divorce entre l'agriculture et la bonneterie est définitif, mais cette dernière a conservé de sa longue union comme un parfum des champs, qui lui assure dans l'ensemble de l'industrie française une place, exigüe peut-être, mais originale sans aucun doute (1).

(1) A côté de la bonneterie, on peut citer la papeterie qui, bien que dénuée de toute importance, présente un caractère de pérennité assez remarquable. En 1479, puis en 1559, en effet, on signale un papetier à Malay-le-Vicomte. En 1773, une papeterie privilégiée s'installe au confluent de la Vanne et de l'Ancre. De nos jours encore, une papeterie existe à Estissac.

QUATRIÈME PARTIE

La Vie commerciale

CHAPITRE XIII

LE COMMERCE INTÉRIEUR ET EXTÉRIEUR

L'industrie de la bonneterie, par ses achats de matières premières et ses ventes de produits fabriqués, suffirait à créer dans le Pays d'Othe une vie commerciale peu intense sans doute, mais assez active cependant pour animer les routes et alimenter le trafic de la ligne qui unit Sens à Troyes. Et, à côté de ces échanges avec l'extérieur, il faut considérer les échanges qui s'accomplissent à l'intérieur du pays, de village à village, de plateau à vallée.

§ 1^{er}. — Le Commerce intérieur

Région avant tout agricole, le Pays d'Othe n'a guère connu que la forme de commerce habituelle à tous les pays de culture : les foires et les marchés ; marchés hebdomadaires, où le cultivateur vient vendre à l'habitant du bourg les produits de la ferme et acheter les objets manufacturés dont il a besoin, — foires qui se tiennent deux ou

trois fois par an et qui lui permettent de vendre ses grains ou de se procurer des semences, de se débarrasser de ses animaux en surnombre ou d'acquérir ceux qui lui manquent.

Les premières foires et les premiers marchés sont contemporains du renouveau agricole du ^{xiii}e siècle et coïncident avec la grande œuvre de défrichement.

Dès 1159, une foire se tient à Saint-Florentin le deuxième lundi de la Quadragésime (1), et réunit les cultivateurs du sud du Pays d'Othe. En 1176, l'archevêque de Sens établit à Brienon un marché (2) qui sert de débouché aux produits de Chailley, Bellechaume, Paroy-en-Othe. Près d'un siècle plus tard, en 1264, le comte de Champagne autorisait les moines de Vauluisant à établir une foire qui se tiendrait à leur « grange » de Cérilly, le jour de Saint-Laurent (3). Le village ne compte plus actuellement que cinq ou six maisons; mais la foire a subsisté jusqu'à la fin du ^{xix}e siècle, sous forme de fête.

En 1510, Aix-en-Othé (4) et Rigny-le-Ferron (5) sont pourvus de foires et marchés; des lettres patentes de 1598 placent le marché de Villemaur le jeudi de chaque semaine et fixent sa foire au 2 mai (6). Maraye a des foires depuis 1637 (7), Estissac depuis 1666, date à laquelle des lettre-

(1) *Cartulaire général de l'Yonne*, tome II, p. 100.

(2) *Cartulaire général de l'Yonne*, tome II, p. 282.

(3) D'Arbois de Jubainville : *Histoire des Ducs et Comtes de Champagne*, p. 738. La Saint-Laurent tombe le 10 août.

(4) Monchaussé (8), p. 105.

(5) Monchaussé (8), p. 197.

(6) Archives départementales de l'Aube : E, 496 liasse.

(7) Monchaussé (8), p. 139.

patentes y créent trois foires annuelles et un marché le vendredi de chaque semaine (1). Villeneuve-l'Archevêque s'enorgueillit de ses deux marchés hebdomadaires; mais, après le grand incendie de 1684, qui détruit une grande partie du bourg, elle doit supprimer celui du mercredi pour ne laisser subsister que celui du samedi (2).

Toutes ces foires et marchés, qui font la fortune des bourgs situés ordinairement aux abords de la Vanne, au confluent de plusieurs vallées (3), ont une vie très mouvementée; chaque village veut en être pourvu, et la concurrence devient vite mortelle; les foires d'Estissac tombent en désuétude et ne sont rétablies qu'en 1767 (4), celles d'Aix-en-Othe disparaissent également et ne reprennent qu'en 1781 (4). Les Cahiers de doléances ne mentionnent guère que les foires et marchés de Saint-Mards, Estissac, Villeneuve-l'Archevêque et Cerisiers. Les villages de la Vanne, en aval de Foissy, portent leurs denrées au marché de Sens; les villages du Rû Saint-Ange vont tantôt à Villeneuve-le-Roi (5), tantôt à Sens, tandis que les villages situés au pied de la côte, au sud, se tournent vers Briennon et Saint-Florentin.

Au ^{xix}^e siècle, les transactions deviennent plus importantes; les halles, aujourd'hui inutiles de Rigny et Saint-Mards, en témoignent encore. En 1846, on rétablit les

(1) Archives départementales de l'Aube : E, 518.

(2) *Annuaire de l'Yonne*, 1853, p. 218.

(3) Voir plus haut, chap. VII : « La Ferme » (§ 2 : Modes de groupement des fermes).

(4) Courtalon : *Topographie historique de la ville et du diocèse de Troyes*, (1781-84).

(5) Aujourd'hui Villeneuve-sur-Yonne.

trois foires de Maraye-en-Othe, bien achalandées en grains et bestiaux (1). Saint-Mards compte six foires, très renommées pour leur commerce de bovins (2); Rigny-le-Ferron voit cinq fois par an affluer chevaux, vaches, pores et moutons (3). Les échanges ne se cantonnent pas au domaine agricole; le commerce tend à y devenir universel et à procurer à la population nécessaire et... superflu: marchands de vaisselle et marchands d'étoffes, vendeurs de chapeaux et vendeurs de chaussures montent leurs boutiques, cependant que les nougats et les pains d'épice s'alignent sous les tentes, que les diseurs de bonne aventure débordent de prophéties et qu'une rotonde se prépare pour le bal du soir.

Pourtant, ces foires commencent à être délaissées; celles de Bérulles ont succombé devant celles de Rigny; celles d'Aix-en-Othe sont insignifiantes; celles mêmes de Saint-Mards présentent les signes d'une ruine prochaine. Monchaussé constate avec tristesse, en 1859: « Aujourd'hui, les foires diminuent de valeur; ...elles ne sont plus qu'un but de promenade pour la jeunesse » (4).

Le ^{xx}e siècle a vu la décadence irrémédiable des foires; les habitants du pays en ignorent même les dates; seuls, les almanachs et les annuaires administratifs s'obstinent à les connaître. Les marchés ont conservé encore quelque vitalité, surtout dans les villes du pourtour: Saint-Florentin, Brienon, Sens, Troyes. Mais le marché de Villeneuve-

(1) Monchaussé (8), p. 139.

(2) Monchaussé (8), p. 99 et 124.

(3) Monchaussé (8), p. 196.

(4) Monchaussé (8), p. 105.

l'Archevêque a bien baissé, et la place de Rigny-le-Ferron qui, autrefois, s'emplissait le mardi d'une foule bruyante et s'encombrait de paniers d'œufs, de fromages et de beurre, reste déserte tous les jours de la semaine.

C'est que les conditions du commerce ont changé. De plus en plus, le cultivateur est devenu le pivot économique de la région; il ne se dérange plus; vendeurs de produits fabriqués et acheteurs de produits alimentaires, tous viennent le trouver à domicile et le solliciter; lui, trône dans la cour de sa ferme. Dans les hameaux, et ils sont nombreux, l'épicier du village voisin vient avec sa grande roulotte offrir sa marchandise chaque semaine; des « bazars » ambulants passent plusieurs fois par an; les marchands d'étoffes ne manquent pas de visiter régulièrement leurs clients, et l'on peut imaginer combien l'usage de la voiture automobile a développé ce genre de commerce. Le cultivateur veut-il vendre ses œufs ou ses poulets, son lait ou ses fromages? Pas d'inquiétude à avoir : chaque semaine, des coquetiers de Sens et de Troyes viennent se réapprovisionner dans le pays; chaque jour, la laiterie de Fontvannes, celle de Vulaines ou celle de Malay-le-Grand vient lui prendre son lait. A-t-il besoin d'un cheval ou d'une vache? Il lui suffit d'écrire à son fournisseur habituel; le lendemain, celui-ci viendra le chercher en voiture automobile et le mener dans ses écuries; le choix fait, il le reconduira et, le surlendemain, la bête sera amenée au domicile du cultivateur. S'il veut vendre un de ses animaux, l'opération sera aussi simple.

Le temps est loin où le cultivateur devait, quelque fût le temps, partir de grand matin à la foire, surchargé de paniers, traînant au bout d'une longe une vache qui se

refusait à marcher, obligé d'attendre sur la place pendant de longues heures, exposé à tous les caprices du ciel, le client qui parfois ne venait pas.

Cette évolution a entraîné la ruine des centres commerciaux du Pays d'Othe, comme Saint-Mards, Rigny-le-Ferron, Villeneuve-l'Archevêque, au profit des agglomérations urbaines de l'extérieur : Brienon et Saint-Florentin au sud, et surtout Sens et Troyes au nord. Et cela même pose la question des rapports commerciaux du Pays d'Othe avec le reste de la France.

§ 2. — Le Commerce extérieur ; Voies de communication

Ce que le Pays d'Othe apporte dans le grand courant des échanges nationaux et internationaux et ce qu'il en retire a déjà été dit : ses forêts livrent leur bois, son agriculture donne des pommes à cidre parfois, quelques veaux, un peu de lait et de grain toujours, cependant qu'elle fait venir du dehors ses bestiaux, ses engrais, ses machines ; son industrie déverse des articles de bonneterie et achète matières premières et matériel.

Il reste à examiner quelles voies empruntent ces transactions, de quelles routes et voies ferrées a été pourvue la région.

Dès l'époque romaine, des routes desservaient le Pays d'Othe (1). L'une d'entre elles, au nord, empruntait la vallée de la Vanne, suivant sensiblement le même tracé

(1) *Répertoire archéologique de la France* : départements de l'Aube et de l'Yonne.

que celui adopté de nos jours; d'une largeur de 13 mètres et recouverte d'un empierrement de 1^m,50 d'épaisseur, elle a laissé de nombreux vestiges. Elle reliait Troyes à Sens, et la capitale des Senones devait lui donner une importance toute particulière; Clanum, que l'on identifie avec Vulaines ou Paisy, en était la halte la plus fréquentée. Une autre voie longeait le Pays d'Othe au sud, partant de Troyes, gagnant Avrolles et de là se dirigeant sur Auxerre. Une troisième voie suivait la vallée de l'Yonne, d'Auxerre à Sens. A l'intérieur du triangle formé par ces trois grandes routes, qui contournaient le Pays d'Othe et qui sont indiquées sur les « Itinéraires », on a retrouvé les traces de deux voies secondaires qui le traversaient: l'une de Sens à Alise-Sainte-Reine passait par Malay-le-Vicomte, Vaumort, Cerisiers, et en remontait probablement la vallée; l'autre reliait Joigny à Troyes, par Arces, Saint-Mards, Maraye, Bercenay, Vauchassis, Torvilliers.

Il y a, dans ces quelques routes, l'amorce du réseau qui se développera plus tard; de grandes voies faisant le tour du pays, d'autres moins importantes remontant les vallées nord-sud; d'autres enfin, assurant les communications de vallée à vallée. Mais le réseau fut long à se constituer; au xvi^e siècle, la vallée de Bœurs n'est encore suivie par aucune route (1); Maraye n'est pas relié à la grande route de Sens à Troyes (2). Pendant longtemps, les chemins restent en mauvais état; en 1789, Vareilles se plaint que « la

(1) *Cahiers de doléances du Bailliage de Troyes*. — Voir le cahier de la paroisse de Bérulles, tome I, p. 387.

(2) *Cahiers de doléances du Bailliage de Troyes*. — Voir le cahier de la paroisse de Maraye, tome II, p. 262.

lieue pour arriver à la grande route soit impraticable » (1). Pour aller, l'hiver, de Rigny-le-Ferron au hameau du Bois-de-Rigny, situé à 4 kilomètres, « les laboureurs sont obligés souvent de s'associer deux ou trois ensemble et de réunir tous leurs chevaux sur une seule voiture, et ainsi alternativement, ce qui fait perdre beaucoup de temps » (2).

Par contre, les gens d'alors disposaient pour le transport des bois d'un moyen disparu aujourd'hui, le flottage. Depuis longtemps, la Vanne charriait des bois et, dès le ^{xvi}^e siècle, un syndicat dont l'autorité s'étendait sur tout son cours réglementait son utilisation (3). Ses affluents, de même que le Rû Saint-Ange, rendaient le même service, au grand détriment des riverains qui voyaient leurs ponts constamment endommagés et parfois emportés par les bûches qui descendaient le courant (4); tous ces bois arrivaient à Sens, qui, pour les expédier sur Paris, les mettait ordinairement en trains.

Le flottage subsista ainsi pendant toute la première moitié du ^{xix}^e siècle. En 1846, la Nosle et la Chailloire (commune de Saint-Mards) sont encore flottables (5); la Vanne l'est encore en 1850 (6). Le Rû Saint-Ange cesse

(1) *Cahiers de doléances du Bailliage de Troyes*. — Voir le cahier de la paroisse de Vareilles, t. II, p. 492.

(2) *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*. — Voir Rigny-le-Ferron : Notice de Sandrier, p. 322.

(3) *Dictionnaire topographique de l'Aube* : Introduction.

(4) *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*. — Voir Malay-le-Vicomte : Notice de Sandrier, p. 38.

(5) Leymerie (31) : *Statistique géologique du département de l'Yonne*.

(6) Plan d'aménagement des bois communaux de Vaudeurs (1844) et de Noë (1850).

de l'être à cette époque, la chaussée qui élevait le niveau des étangs Saint-Ange ayant été détruite (1). Les années de sécheresse qui suivirent semblent, en réduisant le débit des rivières, avoir mis fin au flottage, qui n'est plus qu'un souvenir.

A l'heure actuelle routes et voies ferrées sont les seuls moyens de communication.

Le réseau de routes, très dense, dessert les moindres hameaux; il est bien entretenu, et le pays lui fournit du silex qui donne des empièvements-durs et désagréables, et du grès qui en donne d'excellents. La circulation y est restée active; les messagers, que la prospérité de la bonneterie avait enrichis, ont résisté longtemps au chemin de fer. En 1914, ils avaient encore une véritable organisation à Troyes; ainsi, de l'hôtel Voltaire, tous les vendredis à six heures du soir, partait le messenger de Saint-Mards; de l'Hôtel des Trois Moutons, tous les mercredis et samedis, à cinq heures du soir, partait le messenger d'Estissac. Mais, depuis la guerre de 1914, leur activité s'est fortement ralentie.

Leur existence n'était plus guère qu'un phénomène de survivance depuis l'établissement de la voie ferrée de Sens à Troyes, dans la vallée de la Vanne. Construite vers 1875 dans un but essentiellement stratégique, elle a rendu dans la guerre de 1914 tous les services qu'on en attendait.

Le Pays d'Othe, depuis longtemps, avait profité de ses bienfaits. Elle a puissamment secondé son activité économique. Sans elle, il semble bien que la bonneterie serait

(1) Plan d'aménagement du bois communal de Brion (1850).

morte, que l'exportation des fruits à cidre serait restée impossible et que les plantations de pommiers ne se seraient pas développées, que les bois auraient perdu de leur valeur devant des forêts mieux desservies. Les conditions naturelles du relief (1) en font le principal débouché de la région; suivie par une voie romaine ou par une voie ferrée, la vallée de la Vanne est toujours l'artère vitale du pays; c'est elle qui en dessert la plus grande partie et seules lui échappent les communes des affluents de l'Yonne, qui ont actuellement à leur disposition la grande ligne Paris-Dijon, et les communes du pied de la falaise qui, avec quelques villages de la crête comme Arces, se tournent vers la ligne de Troyes à Saint Florentin.

Il n'en reste pas moins que les voies ferrées d'aujourd'hui, tout comme les voies romaines d'autrefois, contournent le massif du Pays d'Othe sans jamais y pénétrer. Il en résulte que les villages du centre se trouvent à 15 kilomètres de tout chemin de fer. On devine aisément les inconvénients innombrables d'une telle situation. On les avait perçus depuis longtemps; de là, les projets de chemins de fer à voie étroite, qui traverseraient le pays du nord au sud et dont la guerre seule a retardé l'exécution.

Le Conseil général de l'Aube avait prévu une voie qui irait de Troyes à Villemaur, en passant par Maraye, et qui se continuerait jusqu'à Romilly. La ligne aurait ainsi compris trois sections : la première, longue de 40 kilomètres, aurait desservi Romilly, Origny-le-Sec, Marigny-le-Châtel,

(1) Voir plus haut, chap. I^{er} : « Le Relief et la Constitution géologique » (§ 1^{er} : Le relief).

Marcilly-le-Hayer, Palis; la deuxième, longue de 16 kilomètres, aurait desservi Villemaur, Paisy, Aix, Saint-Mards; la troisième enfin, s'étendant sur 47 kilomètres, aurait desservi Maraye, Chennegy, Bercenay, Vauchassis, Laines-aux-Bois, Saint-Germain, pour aboutir à Troyes. La recette prévue était de 2.500 francs par kilomètre; la dépense, de 2.250 francs. La Chambre de Commerce de Troyes fit des réserves sur le premier chiffre, en 1909, le jugeant trop élevé. La ligne n'en fut pas moins déclarée d'utilité publique par une loi du 6 janvier 1912. Elle fut aussitôt concédée, pour la superstructure, à deux entrepreneurs, le département se chargeant de l'infrastructure. La force motrice devait être fournie par l'électricité; d'après la convention, les concessionnaires pourraient vendre pour l'éclairage et l'industrie locale le surplus de leur énergie électrique; et l'on attendait beaucoup de cette clause pour le développement économique de la région. En 1914, les terrains étaient achetés et les terrassements achevés de Romilly à Maraye; aucun achat, aucun travail n'avait été entrepris dans la troisième section. La guerre a tout arrêté et rien n'a été repris depuis la signature de la paix, dans l'espoir qu'une baisse se produirait dans le prix du matériel et de la main-d'œuvre (1).

Une ligne Ervy-Saint-Mards (21 kilomètres) a également été étudiée; le Conseil général a demandé qu'elle soit déclarée d'utilité publique et en a approuvé les avant-

(1) Les indications qui précèdent sont empruntées à « *Section économique de la XX^e région* : Enquête, 1918 ». Elles ont été complétées par des renseignements oraux fournis par la direction des Ponts et Chaussées de Troyes.

projets définitifs. De même, on étudie une ligne : Bar-sur-Aube, Soulaines et Maraye.

Le Conseil général de l'Yonne, de son côté, avait projeté une ligne qui traverserait le Pays d'Othe de Villeneuve-l'Archevêque à Joigny, en passant par Flacy, Cérilly, Coulours, Arces, Bellechaume, Bussy, Brion; deux raccorchements étaient prévus : l'un au nord, de Villeneuve à Saint-Maurice-aux-Riches-Hommes, avec la ligne également projetée de Sens à Nogent-sur-Seine; l'autre au sud, de Brion à Laroche, avec la ligne Laroche-L'Isle-sur-Serein. Les études avaient été commencées en 1905. La déclaration d'utilité publique était intervenue en 1910. La ligne, qui devait marcher à la vapeur, présentait une longueur de 54 kilomètres; les frais étaient supportés en commun par le département et les communes traversées; on prévoyait, pour les dix premières années, 119.000 francs de recettes annuelles et 102.000 francs de dépenses. La ligne avait été concédée à un entrepreneur, en même temps que deux autres lignes du département, considérées comme plus productives. La plupart des terrains avaient été achetés, les terrassements étaient commencés, lorsque survint la guerre de 1914. De même que dans l'Aube, on attend une baisse des prix pour reprendre les travaux (1).

(1) Le département de l'Yonne lui-même tirera profit de cette entreprise; son réseau, en effet, est discontinu; or, grâce aux embranchements prévus, la ligne du nord (Sens-Egreville) communiquera désormais avec les lignes du sud (Joigny-Toucy; Joigny-Auxerre; Aillant-Fleury; Laroche-L'Isle-sur-Serein); les wagons pourront circuler de l'une à l'autre, et l'on ne verra plus, comme aujourd'hui, des wagons restés inoccupés au nord, pendant que les gares du sud sont engorgées (renseignements oraux fournis par l'agent-voyer en chef du département de l'Yonne).

Les bénéfices matériels et moraux que le Pays d'Othe retirera de ces voies ferrées sont trop évidents pour qu'on y insiste. Sans doute, la ligne de Villeneuve et celle de Villemaur ne connaîtront jamais que des vitesses bien modestes; mais elles constitueront un moyen de transport pratique pour exporter les bois et les pommes et pour importer les engrais; l'avantage sera encore plus appréciable pour les voyageurs. En attendant l'achèvement de ces entreprises, des lignes d'autobus ont été créées à l'usage de ces derniers; un service de voitures automobiles relie Saint-Mards à la gare de Villemaur et reçoit des communes traversées une subvention de 3.000 francs; un autre fait le service entre Bœurs et Vulaines; un autre est projeté entre Brienon et Arces.

Pour si modernes qu'ils soient, ces modes de transport sont bien insuffisants. Le Pays d'Othe reste un pays mal desservi, les grandes voies de communication l'évitent, et cet isolement qu'il doit à sa situation de plateau élevé, tombant sur la plaine par des abrupts (1), explique peut-être en partie le retard qu'il apporte à moderniser ses méthodes de culture.

(1) Voir plus haut, chap. I^{er}: « Le Relief et la Constitution géologique » (§ 1^{er}: Le relief).

CINQUIÈME PARTIE

L'Homme

CHAPITRE XIV

POPULATION ET DÉPOPULATION

Cette description de la vie économique du Pays d'Othe a commencé par une étude du pays et de ses caractères physiques; il semble qu'elle doive se terminer par une étude de l'homme. Le nombre des hommes qui peuplent une région n'est pas sans rapport avec l'activité qui s'y développe. L'abondance ou la rareté de la main-d'œuvre ne manque pas d'agir sur l'évolution agricole et industrielle, cette dernière réagissant à son tour sur l'état des habitants.

Une étude de la population va donc nous présenter comme un tableau d'ensemble du pays; l'examen de ses variations nous rappellera ses périodes de prospérité et de décadence; l'histoire de ses excédents, de ses déficits et des remèdes qui furent appliqués, aidera à préciser sur certains points la situation économique de la région.

§ 1^{er}. — Répartition

La densité de la population s'y révèle faible; sa moyenne n'atteint pas 26 habitants au kilomètre carré (1). La plupart des communes présentent une densité allant de 15 à 40; la moitié ont une densité comprise entre 15 et 25 (2).

C'est bien ce qu'on pouvait attendre d'un pays essentiellement agricole, où l'industrie n'occupe qu'une place étroite; d'un pays où la culture est restée extensive et renonce bien lentement à ses méthodes archaïques, où elle se heurte toujours à deux obstacles naturels : le sol crayeux dans le nord, la forêt dans le sud.

La répartition de la population montre avec netteté que ce sont bien là les deux grands ennemis de la vie agricole. Le pays, en effet, présente deux zones de peuplement particulièrement faible. La première est située au nord-ouest, au confluent de la vallée de la Vanne et de la vallée de Cerisiers. Les eaux ont largement déblayé et ont enlevé l'ancien manteau d'argile; la craie apparaît partout et,

(1) 27.384 habitants pour 1.061 kilomètres carrés, soit une moyenne de 25,80 (recensement de 1921).

(2) 32 communes sur 59. Répartition des communes d'après la densité :

Au-dessous de 15.....	7 communes.
De 15 à 20.....	17 —
De 20 à 25.....	15 —
De 25 à 30.....	8 —
De 30 à 40.....	7 —
De 40 à 50.....	1 —
De 50 à 60.....	1 —
Au-dessus de 60.....	3 —

avec elle, un sol pauvre. La densité qui, en amont, atteint 33 à Cerisiers et, en aval, s'élève à 29 à Malay-le-Grand, s'abaisse ici au-dessous de 15; Pont-sur-Vanne n'a plus que 14, Malay-le-Petit se contente de 13, Vaumort est le plus pauvre avec 11; pour que les hommes aient appelé cette dernière localité « Vallée de la mort », c'est bien qu'ils y rencontraient peu de conditions favorables à la vie. L'autre ère de moindre densité se trouve au sud-est, sur le plateau : la commune de Maraye-en-Othe y nourrit 14 habitants au kilomètre carré et celle de Nogent pas davantage; or, ce sont les communes les plus boisées du pays; la forêt occupe les trois quarts de la première et les cinq septièmes de la seconde; l'arbre y prend la place de l'homme.

Quelles sont, par contre, les régions les plus habitées? Si l'on excepte Villeneuve-l'Archevêque qui, avec ses 1.355 habitants présente une densité normale de 194, due simplement au fait que son territoire a été de tous temps très réduit et ne déborde guère des limites du bourg, seules deux communes apparaissent avec une densité qui, tout en restant inférieure à la moyenne de la France, dépasse de loin celle des autres communes : Aix avec 62, Estissac avec 68. Or, ces communes sont les seules où la bonneterie continue à prospérer. Le rôle de l'industrie se manifeste ici avec trop d'évidence pour qu'il soit besoin d'insister. Mais pour le préciser il convient, après la commune, d'envisager le canton; celui d'Aix n'atteint qu'une densité de 28 et celui d'Estissac une densité de 27; or, le canton de Cerisiers, qui est entièrement agricole et ne comprend aucun bourg, arrive très près avec 25. L'action de la bonneterie se montre donc toute locale; l'homme qui fait marcher le métier n'est pas, en même temps un travailleur des

champs; on ne le trouve qu'au bourg, qui seul a profité de la présence de l'industrie; les communes voisines sont restées purement rurales, elles ne participent pas à cette source de richesse et leur faible population abaisse la moyenne du canton (1). Mais si le canton de Cerisiers peut, sans l'appoint d'aucun groupement semi-urbain, présenter une densité presque égale, il faut, sans aucun doute, y voir un effet des plantations de pommiers à cidre; c'est là que se trouvent les « pays aux pommes » les plus renommés, comme Arces et Bœurs-en-Othe; les statistiques viennent confirmer leur réputation de prospérité.

La population apparaît donc comme répartie d'une façon sensiblement égale sur toute la surface du pays; pas de contrée surpeuplée, pas de région déserte. L'introduction de l'industrie qui, souvent, bouleverse toutes les conditions de la vie, n'a pas entraîné de changements profonds; elle n'a pas brisé cette uniformité de vie que le Pays d'Othe présente dans l'espace et dans le temps, et qui semble bien être l'un de ses principaux caractères.

Cette uniformité ne se montre pas exempte de médiocrité; sous ce rapport, l'énoncé d'une densité de 26 habitants au kilomètre carré se suffit à lui-même (2). Cette médiocrité a-t-elle toujours été la règle, ou n'est-elle que

(1) Parmi ces communes, particulièrement peu habitées, il faut citer les territoires forestiers de Maraye et Nogent, déjà signalés, et certains territoires crayeux de la vallée de la Vanne (Saint-Benoît, 16; Paisy, 17; Neuville, 16; Fontvannes, 19).

(2) A noter que, dans le département de l'Aube, la densité s'abaisse à 21 dans la Champagne humide (canton de Chaource) et à 16 dans la Champagne pailleuse (canton de Marcilly-le-Hayer), mais qu'elle s'élève à 88 dans les régions industrielles (Romilly-sur-Seine).

le résultat d'une évolution récente? Le Pays d'Othe a-t-il connu un peuplement plus serré? Seule, une étude des variations de la population dans le passé permet de répondre à la question, et il n'est pas besoin de le pousser très loin pour constater qu'elle se réduit à une étude sur la dépopulation.

§ 2. — Dépopulation

Le xviii^e siècle avait déjà été une période de dépeuplement. Les quelques statistiques qui nous sont parvenues montrent les villages du Pays d'Othe perdant chaque année une partie de leurs habitants, non pas par émigration, mais par manque de naissances. Pour la période qui va de 1766 à 1786, Les Sièges compte 359 naissances pour 523 décès et perd, de la sorte, 164 habitants en vingt ans; dans le même temps, Vaumort en perd 33, Dilo 39, Dixmont 95, Villechétive une centaine et Vaudeurs 220 (1).

Ce mouvement de dépopulation n'avait pas d'autre cause qu'un état économique lamentable. La misère oppressait le pays; il suffit de parcourir les Cahiers de doléances rédigés pour la convocation des Etats Généraux pour s'en rendre compte. Aux causes générales qui pesaient sur l'ensemble du royaume : charges fiscales excessives, milice, manque de liberté qui avait détruit tout esprit d'initiative et arrê-

(1) *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens.* — Voir notices relatives à chaque paroisse :

Vaumort, 193 naissances pour 226 décès;

Dilo, 69 naissances pour 108 décès;

Dixmont, 874 naissances pour 969 décès.

tait tout progrès cultural, s'ajoutait toute une série de circonstances particulières qui aggravaient la situation : grande étendue des bois, qui réduisait la superficie des terres labourables; abondance de gibier, qui ôtait tout espoir de récolte; terres pauvres, que le marnage n'avait pas encore améliorées; pénurie de bétail, qui trouvait son origine dans le peu d'extansion des prairies naturelles et l'ignorance des prairies artificielles; suppression du droit de parcours, édictée pour la province de Champagne en 1769; restrictions abusives apportées par la maîtrise des Eaux et Forêts de Troyes aux droits de vaine pâture possédés par les paysans; mauvais état des chemins, enfin, qui entravait l'exportation des bois, seule richesse du pays. « Tous les habitants sont dans une misère extrême », déclare le Cahier de Nogent-en-Othe (1), et dans cette commune, où les forêts couvrent les cinq septièmes du territoire, ils « ne possèdent aucun bois pour le chauffage », car elles appartiennent toutes au seigneur. Le curé de Chennegy précise de son côté, en 1788, dans une lettre adressée aux syndics de l'assemblée d'élection de Troyes, que, sur ses 226 ménages, « 200, dont les trois quarts au moins sont des ouvriers de bois, vivent au jour le jour, manquant d'ouvrage en deux saisons de l'année, deux mois d'hiver et environ un mois avant la moisson; plusieurs d'entre eux n'ont pas une chaumière pour se loger » (2).

Malgré sa misère, malgré ses pertes en hommes, le pays restait plus peuplé qu'il ne l'est actuellement : Vauchassis,

(1) *Cahiers de doléances du Bailliage de Troyes*, tome 1, p. 379.

(2) *Cahiers de doléances du Bailliage de Troyes*, tome 1, p. 601.

qui a aujourd'hui 441 habitants, en avait 680; Nogent-en-Othe, si pauvre qu'il fût, en nourrissait 231, tandis qu'il n'en abrite plus maintenant que 127; Bérulles de 1921, avec ses 402 habitants, paraîtrait désert à côté de Bérulles de 1789, qui en comptait 700; et que dire de Maraye-en-Othe qui, au lieu de ses 609 habitants actuels, pouvait s'enorgueillir d'en avoir 1.257 (1). Quand on songe à la médiocrité des ressources qu'offrait la région, au faible parti qu'on savait en tirer, on se demande comment pouvait vivre une population relativement si dense; les lamentations des Cahiers de paroisse n'apparaissent plus comme des exagérations et la mention si fréquente relative aux mendiants prend son entière signification.

Mais cet état de dépression était passager. Lorsque la Révolution eut fait disparaître les entraves législatives et coutumières qui ligotaient le pays, lorsque le paysan fut devenu propriétaire de la terre, la prospérité revint; si la population semble être restée stationnaire pendant les guerres de l'Empire (2), elle s'accrut très vite dès que la paix fut rétablie, et 1831 marque un gros progrès sur 1789: Champlost est passé de 1.155 à 1.437, Chailley de 875 à 1.160 (2), Rigny-le-Ferron a 1.226 habitants au lieu de 800, Villemoiron 484 au lieu de 334, Aix-en-Othe a doublé (de 940 à 1.826).

Cette augmentation continue jusqu'au milieu du siècle et atteint son maximum sous le Second-Empire; la culture

(1) Les chiffres pour 1789 sont empruntés à Vernier. — *Cahiers de doléances du Bailliage de Troyes*. (voir notice de chaque paroisse).

(2) Tableau relatif aux variations de la population dans le canton de Brienon et relevé dans les archives de la mairie de Chailley.

s'est sans cesse perfectionnée; la pratique du marnage s'est répandue, les prairies artificielles se sont développées, le bétail est devenu plus nombreux, le blé s'est substitué au seigle, la vigne donnait encore des vendanges, la bonneterie apportait un supplément de ressources (1). La vie était devenue facile; le nombre des naissances dépassait celui des décès. A Chailley, en 1831, on comptait 32 naissances pour 17 décès; à Rigny-le-Ferron les naissances l'emportaient de 103 unités pour la période de 1831 à 1841, de 58 pour la période de 1841-51, de 16 pour la période décennale suivante (2); Maraye, Rigny, Saint-Mards atteignent leur maximum en 1841; Bussy, Chailley, Champlost en 1851; Chennevy, Vauchassis en 1861. C'est à cette dernière date que les cantons d'Estissac et d'Aix-en-Othe sont le plus peuplés, le premier avec 7.369 habitants, le deuxième avec 9.557 (3).

En 1921, on n'y trouve plus que 4.811 et 5.997 habitants, c'est-à-dire que, en soixante ans, le canton d'Estissac a perdu 34 % et le canton d'Aix 37 % de sa population. Que s'est-il passé et comment cette dépopulation est-elle survenue (4)?

(1) Voir plus haut, chap. V : « Les Spéculations rurales », et chap. XII : « Les Industries textiles ».

(2) Chiffres relevés sur les registres de l'état civil de Chailley et Rigny-le-Ferron.

(3) Lagoguey : *Essai statistique sur la dépopulation des campagnes aubois (Mémoires de la Société académique de l'Aube, 1918)*.

(4) Les chiffres et les calculs qui suivent (sauf ceux relatifs au recensement de 1921) sont empruntés aux tableaux dressés par M. Lagoguey, ou ont été relevés dans les mairies de Rigny, Bœurs et Chailley.

Tout d'abord, ce mouvement ne s'est pas produit brusquement. Le flot a continué à monter par endroits : Cerisiers n'a atteint son maximum qu'en 1857; Neuville, Saint-Benoît, Vulaines qu'en 1871; Villemaur qu'en 1881; Estissac et Aix en 1891. Ces deux derniers bourgs ne doivent qu'à la bonneterie d'avoir vu leur population continuer à augmenter sans trêve, alors que dans les communes purement agricoles le dépeuplement se faisait déjà sentir. Il en résulte qu'il n'a pas marché partout du même pas, et cette inégalité dans l'évolution est intéressante à relever.

Si l'on compare le chiffre de la population maxima avec celui de 1911, on constate que Aix a subi une diminution de 17% et Estissac de 4% seulement. L'influence de l'industrie à domicile retenant la population dans les campagnes est ici très nette. Elle apparaît d'une façon non moins éclatante à Rigny-le-Ferron, centre bonnetier autrefois important; sa population s'est maintenue jusqu'en 1880, tant qu'a duré l'ère de prospérité de la bonneterie, mais a décliné d'une façon lamentable du jour où la décadence survint; alors qu'en quarante ans le bourg n'avait perdu que 131 habitants, dans le même laps de temps, de 1880 à nos jours, il en perdu 454.

On relève des pertes bien plus élevées quand on passe dans les communes rurales, Vauchassis et Maraye ont vu leur population baisser de 44%, Bérulles de 46%, Chennegy de 50%, Nogent de 55%. Et le recensement de 1921 n'a fait que marquer un nouveau recul (1).

Cependant, si du plateau l'on descend dans les communes

(1) Voir note 1 de la page suivante.

de la vallée de la Vanne, on s'aperçoit que la dépopulation est un peu moins accentuée. Villemaur n'a perdu que 29 %, Fontvannes 24 %, Vulaines 22 %, Neuville 19 %. Le résultat surprend, car le plateau, avec ses terres « fortes » et ses pommiers à cidre, est incontestablement plus riche que la vallée avec les terres calcaires et ses pâtures tourbeuses. Mais il s'explique par la présence de la voie ferrée qui, depuis 1875, relie Sens à Troyes en suivant la vallée. Cette ligne attire, par les commodités de vie qu'elle procure, bien des petits rentiers et, dans les villages qu'elle traverse, nombreux sont les petits fonctionnaires retraités, les marchands et fermiers retirés des affaires. Elle soutient les petites industries déjà existantes, celle du blanc de Troyes à Fontvannes, celle de la bonneterie à Villemaur; elle en suscite de nouvelles; le mouvement est sans doute bien lent, mais des laiteries sont déjà installées à Malay-le-Grand, à Vulaines et Fontvannes; une entreprise de ferronnerie s'est montée à Neuville; Vulaines a une scierie et rêve d'avoir une cidrerie. Cela seul a suffi pour grouper et retenir de la main-d'œuvre.

Ce dépeuplement général (1) présente donc certaines

(1) Le recensement de 1921 a montré la dépopulation continuant. Il n'en a pas été tenu compte dans les calculs précédents, car une partie du dépeuplement s'explique par les causes accidentelles dues à la guerre. Cependant, les causes profondes ont continué de s'exercer, car les résultats confirment ceux exposés plus haut. Le dépeuplement est de 14 % dans le canton d'Aix, de 10 % dans le canton d'Estissac, de 12 % dans celui de Cerisiers. Accentué dans les communes de l'intérieur (Bérulles 16 %, Saint-Mards 18 %, Cérilly 20 %, Vaudeurs 23 %, Villemoiron 24 %); il s'atténue considérablement le long de la voie ferrée (Fontvannes et Villemaur 8 %, Saint-Benoît 6 %, Vulaines 5 %). Seule, la commune forestière de Nogent paraît avoir

modalités dont rend compte la vie économique du pays. Mais on ne saurait se borner à sa constatation. Comment l'expliquer? Et, tout d'abord, par quel mécanisme s'opère-t-il?

Les registres de l'état civil répondent : par manque de naissances. De 1881 à 1911, à Rigny-le-Ferron, les décès l'ont emporté de 146 sur les naissances; à Bœurs, le déficit a été de 59 pour les dix premières années du ^{xx}e siècle; à Chailley, il est monté à 139 pour la période de 1893 à 1912 (1).

Mais cette cause de déperdition n'est pas la seule. De 1881 à 1911, Rigny-le-Ferron a perdu 321 habitants; or, le déficit par manque de naissances n'atteint que 146; il reste une différence de 175 à expliquer. A Chailley, la période 1872-1901 a vu la commune diminuer de 345 habitants, tandis que les décès ne l'emportaient sur les naissances que de 209; là encore, pour la différence de 136, il faut faire intervenir un autre phénomène. Ce phénomène, c'est l'émigration : on délaisse la campagne pour la ville.

Les deux choses, d'ailleurs, ne sont pas sans rapport

augmenté, passant de 94 habitants à 127 (augmentation de 35 %). Cet accroissement n'a été que temporaire : il était dû à la présence d'une petite colonie d'Espagnols venus pour travailler au bois; depuis leur départ, la commune ne compte plus que 79 habitants (diminution sur 1911 : 15 %); sur cette immigration étrangère, voir plus haut, chap. XI : « Les Industries de la forêt » (§ 3 : La main-d'œuvre), et plus loin : (§ 3 : Émigration et immigration).

A noter que ces chiffres de diminution sont, dans l'ensemble, supérieurs à celui obtenu pour le reste de la France (4,8 %).

(1) Registres consultés aux mairies de Rigny-le-Ferron, Bœurs, Chailley.

et l'une dérive de l'autre; le manque de naissances est un effet plutôt qu'une cause : il est le résultat de l'exode des jeunes. Les jeunes ne restent plus au pays; ils s'y marient ordinairement, mais le quittent aussitôt après. Où vont-ils? Il est difficile de reconnaître de grands courants : on se rend « à la ville », de préférence à Troyes ou Paris. Les plus intelligents parviennent à entrer dans une administration publique ou privée, deviennent petits fonctionnaires et passent leur vie dans un bureau. Les autres arrivent sans avoir aucun métier; ils prennent la première place disponible, se résignant à une besogne parfois beaucoup plus pénible que celle des champs. C'est la ruée vers la ville dans toute sa stupidité. Sans doute, ceux qui partent ne sont pas des propriétaires, ou bien ne possèdent que quelques arpents de terre qu'ils vendent avant de quitter le village; ce sont presque tous des salariés. Ce n'en est pas moins une force qui s'en va; « le départ de la jeunesse détruit tout espoir de peuplement »; des rues entières ne sont plus bordées que de maisons abandonnées, dont les toits s'effondrent, ou de maisons habitées par des vieillards; on a parfois l'impression d'un pays qui se meurt.

Cet exode prendra-t-il fin un jour? Question bien embarrassante. Les causes de cet abandon de la campagne semblent avoir été à l'origine d'ordre économique : la crise agricole de 1880-90 avait doublement frappé les journaliers dans leur qualité de petits propriétaires récoltants et dans leur situation de salariés; la population, plus dense qu'aujourd'hui, ne pouvait trouver assez d'occupations dans un pays où la forêt enlève plus de travail par la limitation qu'elle apporte aux cultures qu'elle n'en

apporte par l'abattage des bois; l'émigration temporaire (1) qui se produisait chaque année à l'époque de la moisson en fournit la preuve. A l'heure actuelle, la situation s'est renversée et la crise est plutôt d'ordre moral que d'ordre matériel (2). Le nombre des ouvriers ayant baissé, le travail ne manque plus en Pays d'Othe; le rôle bienfaisant de la forêt, dans la morte-saison, peut se manifester dans toute sa plénitude; les cultivateurs se plaignent de ne plus trouver de charretiers et encore moins de bergers; pour les salariés, qui répugneraient aux ouvrages des champs, les bourreliers, les forgerons, les charrons sont là qui recherchent en vain des apprentis. Ceux qui n'ont que leurs bras pour subsister y gagneraient leur vie tout comme à la ville; ils la gagneraient aussi facilement, car, de l'avis même des « déserteurs », le travail de l'atelier n'est pas moins pénible que celui des champs; ils la gagneraient aussi largement, car l'infériorité des salaires agricoles est compensée par les avantages que la vie à la campagne présente dans le logement et la nourriture. C'est d'ailleurs un fait que les salariés restés au village ne sont pas dans une situation malheureuse (2). Mais les plaisirs qu'ils goûtent, la satisfaction de posséder une maison et un jardin, l'indépendance qui en résulte ne sont pas du même ordre que ceux qu'éprouve l'ouvrier des villes. Les seconds sont plus appréciés que les premiers et, tant qu'il en sera ainsi, il est peu probable que le Pays d'Othe puisse retenir ses habitants; cela est si vrai que les hauts salaires agri-

(1) Voir plus loin : « § 3 : Émigration et immigration ».

(2) Voir plus haut, chap. VIII : « Le Travailleur » (§ 1^{er} : Le salarié)

coles d'après-guerre, atteignant jusqu'à 20 francs par jour, la nourriture étant encore à la charge de l'employeur, n'ont pas réussi à ralentir l'exode.

Aussi, loin d'attendre béatement un problème, au contraire, les cultivateurs du Pays d'Othe ont essayé de faire face à la situation présente. Dans cette tâche, ils ont été amenés à rompre avec leur passé et même à le contredire : ils ont quelque peu relâché leur isolement méfiant pour s'ouvrir aux étrangers ; autrefois exportateurs de main-d'œuvre, ils en sont devenus importateurs. A des populations de densité différente, correspondent des solutions économiques différentes.

§ 3. — Emigration et Immigration

Il fut un temps où le pays, loin d'appeler des manouvriers, en fournissait aux régions voisines. Ses travailleurs s'expatriaient. Ils n'allaient d'ailleurs pas loin et ne s'absentaient que quelques mois par an. Ils se rendaient ordinairement en Brie pour aider aux travaux de la moisson et, chose plus inattendue, pour y faire du charbon.

Au XVIII^e siècle, en effet, les villages forestiers du sud, Venizy et Chailley, voyaient chaque année partir leurs charbonniers. « Quelques habitants des hameaux ont une industrie particulière, mais ils n'exercent pas cette profession dans le pays. Ils vont en Brie dans la saison propre à cuire les charbons, et ils entreprennent la cuisson dans ce pays, où l'on n'en a pas l'usage et l'industrie ; ils font des entreprises plus ou moins fortes suivant leurs facultés. Quelques-uns même ont des chevaux et charrient leurs

charbons à Paris ou dans les environs. Les plus intelligents et les plus forts en ce genre de commerce sont les nommés Fourey, de Vigny et des Fourneaux. Ils ont tout l'été, en Brie, depuis 18 à 24 chevaux et font de grosses entreprises dans lesquelles ils emploient les charbonniers de leur pays» (1).

Les villages de la vallée de la Vanne, de leur côté, envoyaient des moissonneurs. De Foissy, de Molinons, de Rigny-le-Ferron, d'Aix-en-Othe, des manouvriers allaient chaque année faire la moisson en Brie. Certains emmenaient leurs femmes pour renforcer leur équipe; hommes et femmes partaient par bandes, de grand matin, bien avant le lever du soleil, et parfois, en une seule journée, parvenaient au but. L'usage s'en est maintenu jusqu'au milieu du xix^e siècle et, en 1860, on évaluait à 200 le nombre d'ouvriers des deux sexes qui émigraient pendant la moisson du seul canton d'Aix-en-Othe (2).

Cette émigration saisonnière ramenait dans le Pays d'Othe de l'argent, toujours, et des idées quelquefois, puisque le pays lui doit sa connaissance des prairies artificielles (3). Elle est, avec le développement des industries textiles, qui ne trouvent ici aucune facilité naturelle, la preuve d'une population relativement dense et d'un pays relativement pauvre; elle est, en tout cas, le signe d'un

(1) Archives de l'Yonne, C. 68: Description de la paroisse de Venizy (cité par Porée: *Cahiers de doléances du Bailliage de Sens*, p. 452).

(2) Monchaussé (8), p. 97.

(3) Voir plus haut, chap. V: « Les Spéculations rurales » (§ 2: Les prairies).

défaut d'équilibre entre les ressources de la région et les besoins de ses habitants.

C'est à un autre déséquilibre qu'est dû le mouvement d'immigration actuel. Ce n'est plus la terre qui manque à l'homme, mais c'est ce dernier qui ne suffit plus à donner tous les soins qu'elle réclame. Il doit demander du renfort au dehors; comme les campagnes françaises qui l'entourent ne sont pas moins dépeuplées, c'est à l'étranger qu'il a recours.

Il faut faire appel aux Italiens, quand il s'agit de manier la pelle et la pioche. On en trouve un peu partout; ils sont carriers, ils cassent les cailloux sur les routes, ils débarrassent les champs des roches de grès qui en entravent la culture, ils creusent les puits. Ils ne restent ordinairement au pays que quelques années ou quelques mois; mais, appréciés pour leur sobriété et leur résistance à la fatigue, certains s'y sont attardés, y ont pris femme et s'y sont définitivement installés.

Les Belges et les Flamands sont recherchés pour le binage et l'arrachage des betteraves. On ne les rencontre guère que dans le nord du pays, là où de grandes fermes ont besoin d'une main-d'œuvre saisonnière. Leur nombre semble avoir doublé depuis 1900, mais il reste encore infime, puisqu'en 1912 on en comptait à peine 150 dans tout le département de l'Aube (1). Leur séjour était toujours temporaire; certains même repartaient avant l'arrachage des betteraves, rares étaient ceux qui le prolongeaient une partie de l'hiver pour les battages; aucun ne s'y fixait (2).

(1) Enquête sur les salaires agricoles. — Ministère de l'Agriculture, 1912.

(2) On rencontrait aussi quelques Polonais, en très petit nombre

Depuis la guerre de 1914, les Belges reviennent, mais l'immigration a changé de caractère ; de temporaire, elle est devenue définitive ; il ne s'agit plus de salariés, mais de gens aisés, qui viennent transporter leur foyer en France (1). Près d'une vingtaine de familles se sont déjà installées dans le Pays d'Othe (2) pour y vivre de l'agriculture, et le mouvement semble devoir continuer. Elles ont acheté ou loué une ferme et l'exploitent eux-mêmes. Il s'agit de cultivateurs qui abandonnent leur patrie pour des causes purement économiques : pénurie de terres disponibles, hauts prix qu'elles atteignent. Ils trouvent, dans le Pays d'Othe, des propriétaires embarrassés de leurs fermes, ils trouvent des terres qui se louent 30 à 40 francs l'hectare. Déjà fermiers en Belgique, ils arrivent dans les meilleures conditions possibles pour réussir : ils ont de l'argent, de l'expérience, des enfants. Leurs grandes familles sont un objet d'étonnement et de conversation pour les gens du pays, habitués à se contenter d'un enfant ou deux, et constituent une source inappréciable de richesse à un moment où la main-d'œuvre devient chaque jour plus rare et plus chère. En outre, habitués à une culture plus soignée et plus intensive que celle pratiquée dans le

d'ailleurs, qu'on employait plutôt comme domestiques à gages. Il y en avait une quarantaine dans le département de l'Aube ; cet emploi des Polonais remonte à 1908-09.

(1) Ce phénomène n'est pas spécial au Pays d'Othe et semble se constater avec plus ou moins d'ampleur dans toute la partie de la France qui s'étend au nord de la Loire.

(2) A Saint-Benoît (Courmononcle), à Villemaur, à Vulaines, à Villeneuve-l'Archevêque, aux Sièges, à Rigny-le-Ferron (les Bois de Rigny), à Bérulles, à Coulours, à Fournaudin (la Grande Jarronnée), à Bœurs (les Guesnets), à Chailley.

Pays d'Othe, ils pourront être amenés, s'ils savent se plier aux adaptations nécessaires, à introduire des procédés de culture plus perfectionnés que ceux actuellement en usage et à constituer ainsi un élément de progrès.

En somme, la demande du Pays d'Othe en main-d'œuvre n'est pas assez importante pour avoir créé un courant spécial d'immigration; le pays profite de sa situation centrale et bénéficie des grands courants qu'ont organisés les régions agricoles de la frontière; le nord lui envoie ses Belges, l'est ses Polonais (1).

Cette immigration étrangère n'est qu'une des manifestations par lesquelles se traduit, dans le domaine du peuplement, la dépopulation du pays. Nous avons vu, au cours de cette étude, comment elle se traduisait dans le domaine économique: rareté de la main-d'œuvre, développement du machinisme, qui remédie en partie à la crise; hausse des salaires, baisse du prix de la terre, et, enfin, conséquence autrement plus grave: reboisement des terres éloignées des villages, c'est-à-dire recul de la culture devant la forêt.

(1) Pour les Polonais, voir la note 2 de la page 208.

Nous avons vu également que les exploitants de la forêt employaient dans leur coupe un personnel bigarré: Espagnols, Italiens, Belges, etc. Voir plus haut, chap. XI: « Les Industries de la forêt » (§ 3. La main-d'œuvre); voir également la note 1 de la page 202.

CONCLUSION

L'étude sur la population du Pays d'Othe nous a ménagé des constatations désolantes et nous a fait entrevoir un avenir inquiétant. La conclusion doit-elle prendre, pour cela, le ton d'une oraison funèbre?

Les pessimistes allégueront que, depuis un demi-siècle, le pays est entré dans une période de décadence; ses habitants le quittent, ses maisons s'écroulent, son cheptel s'appauvrit, la terre ne trouve plus preneur; la guerre de 1914 est venue accélérer l'évolution; les friches, jusqu'alors très rares, se sont multipliés et les bois s'emparent des champs abandonnés. Ces tristesses ne sont pas niables; l'avenir immédiat verra probablement la céréale céder, par endroit, du terrain et l'arbre reprendre possession de territoires qui furent autrefois son domaine. Mais ces terres ne passaient pas pour les plus fertiles; il est encore trop tôt pour préjuger l'ampleur de ce phénomène et, surtout, mieux vaudrait essayer d'avoir sur la situation du pays une vue d'ensemble.

Si l'on interroge les voisins, parfois bien renseignés, on obtiendra des réponses contradictoires. Le Champenois, habitué aux maigres savarts et aux arides forêts de pins, le considère comme une région abondamment pourvue des biens de la terre, avec ses bois touffus et ses pommiers,

ses champs de blé, ses prés et ses luzernes. L'habitant de la région de Joigny et d'Auxerre, accoutumé, de son côté, à un sol fertile intensément cultivé, n'y voit que la forêt limitant l'étendue des cultures et les pentes crayeuses, périodiquement occupées par la jachère. Pour l'un, le Pays d'Othe est un pays riche; pour l'autre, c'est un pays pauvre. La consultation donnerait donc à penser que c'est un pays moyen.

Que l'on s'adresse maintenant aux gens du pays eux-mêmes, ou plutôt qu'on les regarde vivre. On les verra vivre largement, le lendemain assuré: les salariés ont pour une bonne part accédé à la propriété, les « cultivateurs » profitent de toutes les occasions pour agrandir leurs champs, les caisses d'épargne voient leurs dépôts augmenter (1), l'aisance s'étend chaque jour. Mais le luxe y est inconnu; les loisirs y sont aussi rares; il faut

(1) En 1890, la Caisse d'épargne de Rigny-le-Ferron devait 152.000 francs à ses déposants; en 1912, elle leur en devait 471.000, et en 1920, 715.000; à Vauchassis, le solde dû aux déposants a doublé en dix ans, de 1893 à 1903; les habitants de Dixmont versaient 66.000 francs en 1890 et en ont versé 292.000 en 1920.

Ces chiffres ont été fournis par les directeurs des Caisses d'épargne de Troyes et de Joigny. Les chiffres correspondants ont été recueillis auprès de la Caisse d'épargne de Sens, pour ses succursales de Ville-neuve-l'Archevêque et de Theil; les habitants de ces communes opérant souvent leurs versements à la Caisse centrale, à Sens, le jour du marché, ces chiffres n'ont pu être utilisés.

Le montant des dépôts dans les Caisses d'épargne ne peut d'ailleurs être interprété qu'avec beaucoup de prudence. Ses variations sont parfois provoquées par de simples mesures législatives, modifiant le maximum déposable. Depuis la guerre, sa signification est en partie faussée par la concurrence des banquiers de Troyes et Sens; ils ont dans plusieurs villages créé un bureau qui est ouvert régulièrement une demi-journée par semaine et qui ne manque pas de clients.

travailler ferme pour vivre et on n'y fait pas fortune. Là encore, le pays révèle des conditions de vie ni faciles, ni difficiles.

C'est donc bien un pays de capacités moyennes. Mais ses capacités se présentent comme singulièrement stables.

Dès l'origine, il s'est montré dépourvu d'une forte individualité. Entre ses vallées parallèles que séparent les hauts plateaux, les communications sont difficiles; le pays n'est jamais parvenu à s'unifier et a toujours été soumis à la double influence de Sens et de Troyes; il s'est ainsi trouvé partagé entre le pagus de Sens et celui de Troyes; entre le comté de Sens et celui de Troyes; entre le département de l'Aube et celui de l'Yonne. Chose remarquable, la frontière des deux pays passait par Vulaines, Cérilly et Vosnon (1), correspondant sensiblement à la frontière départementale actuelle.

Cette constance des grands facteurs de la vie se manifeste dans d'autres domaines. L'activité industrielle a toujours accompagné l'activité agricole; lorsque la métallurgie fut morte, l'industrie textile la remplaça; le seul effet de cette substitution fut le déplacement vers l'est du centre vivant du pays, qui était resté jusque-là à l'ouest.

Cette stabilité se traduit encore par la variété de ressources, qui épargne au pays les années désastreuses auxquelles sont exposées les régions qui ont spécialisé leur production. Elle apparaît enfin dans l'amour de ses habi-

(1) *Dictionnaire topographique de l'Yonne.*

tants pour les méthodes de travail traditionnelles, dans leur hésitation à en adopter de nouvelles.

Ce dernier trait achève de caractériser le Pays d'Othe. La stabilité y exclut toute brusque évolution. On y vit lentement, avec sérénité; on avance d'un pas trainant, mais on ne s'arrête jamais. C'est un pays de vieille civilisation, où la charrue retourne des outils de silex taillé, où l'avenir paraît assuré, parce que le passé autorise cette confiance.

BIBLIOGRAPHIE

1^o OUVRAGES GÉNÉRAUX

1. QUANTIN. — *Cartulaire général de l'Yonne*. — Auxerre, 1854.
2. VERNIER. — *Cahiers de doléances du Bailliage de Troyes pour les Etats Généraux de 1789* (publiés par), avec introduction. — Troyes, 1909.
3. PORÉE. — *Cahier de doléances du Bailliage de Sens pour les Etats Généraux de 1789* (publiés par), avec notice sur chaque paroisse. — Auxerre, 1908.
4. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE. — *Histoire des Ducs et des Comtes de Champagne depuis le VI^e siècle jusqu'à la fin du XI^e*.
5. Archives départementales de l'Aube et de l'Yonne : séries E, H, C (inventaire sommaire).
6. *Répertoire archéologique de la France* : Aube, par D'ARBOIS DE JUBAINVILLE, 1861 ; Yonne, par QUANTIN, 1868.
7. *Dictionnaire topographique de la France* : Aube et Yonne.
8. MONCHAUSSE. — *Essai de statistique sur le canton d'Aix-en-Othe*. — Troyes, 1859.
9. *Annuaire administratif et statistique du département de l'Aube* (à partir de 1835).
Mémoires de la Société d'Agriculture, des Sciences et Arts du département de l'Aube (1798-1905).

Bulletin de la Société des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne. — Auxerre (à partir de 1847).

Bulletin de la Société archéologique de Sens (à partir de 1844).

10. CHANTRIOT. — Le Pays d'Othe. — *Annales de Géographie*, 1895.

2^e LA VIE AGRICOLE

11. Statistique agricole annuelle (par communes). — Originaux consultés à l'Office départemental agricole de l'Aube et de l'Yonne.
12. Programme d'action de l'Office agricole départemental de l'Aube. — Troyes, 1920.
13. Statistique agricole décennale de 1892: Aube et Yonne. Originaux consultés au Ministère de l'Agriculture.
14. Notice sur le commerce des produits agricoles. — Ministère de l'Agriculture: Production végétale, 1906; Production animale, 1908.
15. Enquête sur l'industrie laitière. — Ministère de l'Agriculture, 1903.
16. VERROLLOT D'AMBLY. — Agriculture des cantons de Briennon et de Cerisiers. — *Annuaire de l'Yonne*, 1838, p. 203.
17. NOEL. — *Les Arbres à cidre et le Cidre du Pays d'Othe*, 1893.
18. L.-CH. BALTET. — L'exportation en Allemagne des fruits du Pays d'Othe (*Annales de la Société horticole vigneronne et forestière de l'Aube*, tome XII, décembre 1909).
19. Archives de la direction des Contributions indirectes de Troyes et de la sous-direction de Joigny.
20. *Revue agricole du Comice départemental de l'Aube* (paraît depuis 1902), et *Revue agricole du département de l'Aube* (1862-69).
21. VATHAIRE DE GUERCHY. — Enquête sur les biens commu-

- naux dans le département de l'Yonne. — *Bull. Soc. hist. et nat. de l'Yonne*, année 1917, p. 5.
22. PORÉE. — *Documents relatifs à la vente des biens nationaux dans le district de Sens*. — Auxerre, 1912.
23. Archives de la direction des Contributions directes de l'Aube et de l'Yonne (consultées à Troyes et Auxerre).
24. La petite propriété rurale en France : Enquêtes monographiques. — Ministère de l'Agriculture, 1908-09.
25. Enquête sur les salaires agricoles. — Ministère de l'Agriculture, 1912.
26. *Annuaire des Syndicats agricoles*, 1911. — Ministère de l'Agriculture.
- 26 bis. *Dix ans de Crédit agricole, 1900-1909*. — Ministère de l'Agriculture.
27. DE FOVILLE. — *L'habitation en France*. — Paris, 1899 (voir « Les maisons types du Pays d'Othe », par René Stourm).

3^e LA VIE INDUSTRIELLE

28. DAUBRÉE. — Aperçu historique sur l'exploitation des métaux dans la Gaule. — *Revue archéologique*, 1^{er} semestre 1868.
29. PÉRON. — Au sujet de l'excursion dans la forêt d'Othe. — *Bulletin de la Société des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne*, 1903, p. 197.
30. M^{lle} HURE. — Origine et formation du fer dans le Sénonais. Ses exploitations et ses fonderies dans l'Yonne. — *Bull. Soc. des Sc. hist. et nat. de l'Yonne*, 1919, p. 33.
31. LEYMERIE. — *Statistique géologique du département de l'Aube*, 1864.
32. LEYMERIE et RAULIN. — *Statistique géologique du département de l'Yonne*, 1858.

33. Plans d'aménagement des forêts; XIX^e siècle. Documents manuscrits consultés à la conservation des Eaux et Forêts, à Troyes.
34. ARBELTIER DE LA BOULLAYE. — *Les Forêts de l'Aube*. — Troyes, 1899.
35. PICARD. — Les Forêts de l'Yonne. — *Annuaire de l'Yonne*, tome LIII, 1890, p. 131.
36. Statistique et atlas des forêts de France. — Ministère de l'Agriculture, 1912.

4° LA VIE COMMERCIALE

37. Travaux de la Chambre de Commerce de Troyes.
38. Enquête de la section économique de la XX^e Région, 1918. — Document manuscrit consulté à la Chambre de Commerce de Troyes.

5° LA POPULATION

39. Dénombrement de la population. — Ministère de l'Intérieur : recensements quinquennaux.
40. LAGOGUEY. — Essai statistique sur la dépopulation des campagnes aubois. — *Mémoires de la Société académique de l'Aube*, année 1918, p. 131.

Vu :
Le Président,
J. HITIER.

Vu :
Le Doyen,
H. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPEL.

Le
Pays d'Othe.





